JEREMY SCAHILL
et l'équipe de THE INTERCEPT

LA MACHINE À TUER

La guerre des drones

LUX

JEREMY SCAHILL

et l'équipe de THE INTERCEPT

LA MACHINE À TUER

La guerre des drones

LUX

LA MACHINE À TUER

JEREMY SCAHILL
ET L'ÉQUIPE DE *THE INTERCEPT*

LA MACHINE À TUER

La guerre des drones

Traduit de l'anglais
par Paulin Dardel

© Lux Éditeur, 2017
www.luxediteur.com

© First Look Media Works Inc., 2016
Titre original: *The Assassination Complex. Inside the Government's Secret Drone Warfare Program*

Conception graphique de la couverture: David Drummond

Dépôt légal: 3e trimestre 2017
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN (papier): 978-2-89596-254-0
ISBN (epub): 978-2-89596-715-6
ISBN (pdf): 978-2-89596-907-5

À ceux qui osent parler et payent de leur personne.

Liste des sigles et acronymes

ACLU	American Civil Liberties Union (union américaine pour les libertés civiles)
AFRICOM	US Africa Command (commandement des États-Unis pour l'Afrique)
AQPA	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
CAIR	Council on American-Islamic Relations (conseil des relations américano-islamiques)
CAOC	Combined Air Operations Center (centre interarmées des opérations)
CENTCOM	United States Central Command (commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient et de l'Asie centrale)
CFR	Council on Foreign Relations (conseil des Affaires étrangères)
CIA	Central Intelligence Agency (agence centrale de renseignement)
CNA	Center for Naval Analyses (centre des analyses navales)
CTMMC	Counterterrorism Mission Management Center (centre de gestion des missions antiterroristes)
DEA	Drug Enforcement Administration (agence de lutte contre le trafic de drogue)
DIA	Defense Intelligence Agency (agence du renseignement militaire)
DLA	Defense Logistics Agency (agence de logistique de la défense)
DTI	Directorate of Terrorist Identities (direction des identités terroristes)
ECCHR	European Center for Constitutional and Human Rights (centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains)
EFF	Electronic Frontier Foundation
ETC	European Technical Center (centre technique européen)
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FBI	Federal Bureau of Investigation (bureau fédéral d'investigation)
HRW	Human Rights Watch
ISR	Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance Task Force (force opérationnelle de renseignement, surveillance et reconnaissance)
JSOC	Joint Special Operations Command de l'armée américaine (commandement interarmées des opérations spéciales)

MSF	Médecins sans frontières
NCTC	National Counterterrorism Center (centre national de la lutte antiterroriste)
NDAA	National Defense Authorization Act (loi de finances relative au budget de défense nationale)
NGA	National Geospatial-Intelligence Agency (agence nationale de renseignement géospatial)
NMEC	National Media Exploitation Center
NPT	numéro particulier du TIDE
NSA	National Security Agency (agence de sécurité nationale)
NSC	Conseil de sécurité nationale
NYPD	New York City Police Department (département de la police de la ville de New York)
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
SOCOM	Special Operations Command (commandement des opérations spéciales)
TIDE	Terrorist Identities Datamart Environment (système traitement de données personnelles de terroristes)
TRIP	Traveler Redress Inquiry Program (programme de protection des passagers)
TSC	Terrorist Screening Center (centre de dépistage du terrorisme)
TSDB	Terrorist Screening Database (base de données de détection du terrorisme)
USAID	United States Agency for International Development (agence américaine pour le développement international)
USIP	United States Institute for Peace (institut des États-Unis pour la paix)

Avant-propos

Choisis par les circonstances

Edward Snowden

«ÇA FAIT QUARANTE ANS que j'attends quelqu'un comme vous.» Voilà les premiers mots que Daniel Ellsberg a prononcés quand nous nous sommes rencontrés l'an dernier. Dan et moi, nous nous sommes immédiatement trouvé des affinités; nous savions tous deux ce que c'est que de se mettre en danger en révélant des vérités cachées – et d'en être changés à jamais.

Une des nombreuses difficultés auxquelles vous avez à faire face lorsque vous devenez lanceur d'alerte, c'est celle de vivre en sachant que dans l'agence que vous avez quittée, dans le même service, des gens vont rester assis passivement à leurs bureaux, comme vous l'avez fait plusieurs années, voir ce que vous avez vu sans dire un mot, et suivre les ordres sans se plaindre ni se révolter. Que ces gens apprennent à s'accommoder non seulement de mensonges, mais de mensonges *inutiles*, *dangereux*, *corrosifs*, c'est une double tragédie: ce qui était une stratégie de survie au départ finit par mettre en péril l'être humain qu'il s'agissait de protéger et affaiblit la démocratie qui justifiait ce sacrifice.

Je n'ai pas eu à attendre quarante ans pour que d'autres citoyens brisent ce silence, contrairement à Daniel Ellsberg. Il avait livré les *Pentagon Papers* au *New York Times* et à d'autres journaux en 1971; Chelsea Manning a fourni les journaux de bord et les câbles diplomatiques de la guerre d'Irak et d'Afghanistan à WikiLeaks en 2010. Je suis arrivé ensuite, en 2013. Aujourd'hui, nous sommes en 2015 et une autre personne a suivi sa conscience et pris son courage à deux mains pour dévoiler un ensemble de documents extraordinaires qui sont publiés dans ces pages.

De nos jours, les politiques calamiteuses et les activités anticonstitutionnelles restent de moins en moins longtemps sous le boisseau

avant d'être mises en lumière par des appels à la conscience. Et ce resserrement temporel se produit bien au-delà des unes de nos journaux; il permet aux citoyens de ce pays d'être au courant des actes graves commis par leur gouvernement avant que ceux-ci n'entrent dans l'histoire et alors qu'il est encore temps de riposter par le vote, par exemple. En d'autres termes, il renforce le pouvoir d'une population qui, informée, peut défendre la démocratie que les «secrets d'État» devraient protéger. Quand je vois des personnes capables de ce type de révélations, j'ai espoir qu'un jour nous n'aurons plus besoin de mettre un terme aux actions illégales de nos gouvernements et de se débarrasser des responsables hors-la-loi aussi régulièrement qu'on tond la pelouse. (Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'expression «tondre la pelouse» est aussi utilisée pour décrire les exécutions à distance.)

Une seule alerte n'empêche pas le gouvernement de continuer à naviguer sous la ligne de flottaison, hors de la portée du public. Ces activités secrètes se poursuivront en dépit des réformes, mais ceux qui les mènent doivent dorénavant vivre avec la peur: s'ils agissent contre l'esprit de la société, ils risquent de devoir rendre des comptes, ne serait-ce qu'avec un seul citoyen déterminé à enrayer l'engrenage de l'injustice. La bonne gouvernance ne tient qu'à un fil, celui de l'égalité devant la loi. L'homme qui tire les ficelles n'a qu'une peur: que la situation puisse se retourner contre lui et qu'il soit entraîné dans le mouvement.

Le véritable espoir dépasse ce constat, au-delà de ces révélations spectaculaires, un jour émergera une culture collective de la responsabilité et de la transparence parmi les acteurs du milieu du renseignement. Nous aurons alors fait un grand pas vers la résolution d'un problème aussi vieux que notre gouvernement.

Pas plus que leurs sources, les fuites ne se valent pas toutes. Le général David Petraeus, par exemple, a fourni à sa maîtresse et hagiographe des informations si secrètes qu'elles défient toute classification: des noms d'agents responsables d'opérations secrètes et l'opinion personnelle du président sur des questions stratégiques. Petraeus n'a pas été mis en cause, contrairement à ce que le département de la Justice préconisait, mais on lui a permis de plaider coupable à une accusation de délit. Si un simple soldat avait pris un tas de carnets classifiés et les avait donnés à sa petite amie

pour lui arracher un sourire, il aurait plusieurs décennies de prison devant lui, et non une pile de lettres de soutien signées par le gotha de l'État.

Puis, il y a aussi des fuites orchestrées et des révélations autorisées. Il n'arrive pas souvent qu'un haut fonctionnaire du gouvernement demande explicitement à un subordonné de divulguer le nom d'un agent secret de la Central Intelligence Agency (CIA, agence centrale de renseignement) pour se venger de son mari, comme cela semble avoir été le cas dans ce qu'on appelle l'affaire Plame-Wilson. Il arrive aussi rarement qu'un mois passe sans qu'un haut fonctionnaire ne révèle quelque information confidentielle pour aider l'un ou l'autre des partis, portant ainsi de toute évidence «atteinte à la sécurité nationale», selon la loi.

Cette dynamique s'observe très clairement dans l'affaire de la «conférence téléphonique» d'Al-Qaïda en juillet 2013. Cherchant vraisemblablement à exagérer la menace terroriste et à détourner l'attention de ceux qui critiquaient la surveillance de masse, des agents du renseignement ont livré à un site web néoconservateur des relevés extraordinairement détaillés de communications interceptées, y compris la géolocalisation des différents interlocuteurs mis sur écoute et le contenu exact des conversations. À en croire les experts, cela aurait irrémédiablement détruit un formidable moyen de connaître les plans d'action des chefs terroristes, et tout ça pour profiter d'un avantage politique à court terme dans le cycle médiatique. Pas la moindre mesure disciplinaire n'a été prise contre les responsables de cette histoire qui nous a pourtant privés de la possibilité d'écouter une ligne téléphonique attribuée à Al-Qaïda.

Si le fait qu'une information soit autorisée ou non, alarmante ou non, ne change rien, alors comment distinguer les révélations acceptables de celles qui ne le sont pas?

C'est une question de contrôle. Une fuite est acceptable si elle ne menace ni ne remet en question les prérogatives de l'institution. Or si tous les membres de l'institution – pas seulement sa tête, mais aussi ses mains et ses pieds, en un mot tout son corps – doivent être considérés comme ayant le même pouvoir de débattre des questions importantes, le monopole politique moderne de l'information est menacé, surtout s'il est question de méfaits graves ou d'activités frauduleuses et illicites. Si vous ne pouvez pas garantir que vous êtes le seul à exploiter le flux d'informations contrôlées,

alors l'accumulation des secrets du monde entier – y compris les vôtres – commence à ressembler à un fardeau plutôt qu'à une richesse.

Les révélations qui n'ont réellement pas été permises sont nécessairement un acte de résistance – sauf si elles ne servent qu'à nourrir les médias ou à faire mousser une institution. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elles viennent toutes du bas de l'échelle. Parfois, les individus qui sortent du rang sont proches du pouvoir. Ellsberg, par exemple, était au dernier échelon; il conseillait le secrétaire à la Défense. On peut difficilement être plus haut placé, à moins d'être le secrétaire à la Défense. Ainsi, un responsable de ce rang qui participe à des révélations d'intérêt public est-il motivé par autre chose que l'avancement, car il est déjà en bonne position pour modifier les orientations des politiques gouvernementales.

Manning, jeune recrue de l'armée, est à l'autre extrémité de l'échelle. Et moi, j'étais au milieu, à mi-chemin de la carrière professionnelle. J'étais un interlocuteur du directeur des systèmes d'information de la CIA et de son directeur technique, que je conseillais à l'époque où ils faisaient des déclarations publiques du type de celle-ci: «On collecte tout et on garde tout pour toujours.» À l'époque, tout le monde trouvait encore que c'était un slogan attrayant, et moi, je concevais les systèmes qui leur permettraient précisément de s'y conformer. Ce n'est pas au ministère de la Défense, ceux qui établissent les politiques, que je soumettais mes rapports, mais à ceux qui s'occupaient des opérations, le directeur technique de la National Security Agency (NSA, agence de sécurité nationale). Les prévarications peuvent pousser des lanceurs d'alerte de tous les échelons à divulguer des informations, parfois en s'exposant eux-mêmes au danger, dès lors qu'ils sont persuadés qu'il est impératif et urgent d'agir.

Rejoindre ces personnes, les aider à comprendre que leur loyauté première, en tant que serviteurs de l'intérêt général, est avant tout envers le public et non envers le gouvernement est le grand défi à relever. Cela représente réellement un brassage culturel dans l'esprit d'un fonctionnaire.

Comme je l'ai déjà dit, les lanceurs d'alerte sont choisis par les circonstances. Indépendamment de l'identité ou des origines, la condition du lanceur d'alerte découle de ce à quoi il a été exposé, de ce dont il a été témoin. Vient un moment où la question qui se pose est: «Peut-on sincèrement prétendre pouvoir remédier au problème et avoir un impact sur

les décisions politiques?» Je n'encouragerais personne à dévoiler des informations, même pour dénoncer des fautes, s'il n'est pas persuadé de l'efficacité de ce geste, car le moment opportun est aussi précieux et fugace que peut l'être la volonté d'agir.

C'est une remarque stratégique et pragmatique. Les lanceurs d'alerte sont des anomalies, et pour qu'ils soient efficaces en tant que force politique, il est crucial qu'ils se préoccupent avant tout du bien public et de l'intérêt général. Quand j'ai dû moi-même prendre cette décision, j'ai compris qu'une considération d'ordre stratégique – en l'occurrence, l'importance d'attendre les élections nationales – pouvait être dépassée par une autre – l'impératif moral de saisir l'occasion de mettre un terme à une pratique répandue qui n'avait déjà que trop duré. J'étais poussé par ce que j'avais vu et par l'iniquité d'un gouvernement, que j'avais pourtant défendu ma vie entière et qui commettait une supercherie aussi gigantesque.

Le lancement d'alerte, au fond, est un geste radical – et par «radical», je ne veux pas dire «extrême», mais je fais appel au sens étymologique de *radix*, je parle de la racine d'un problème. Au bout d'un moment, on se rend compte qu'on ne peut pas simplement déplacer quelques mots sur une page et attendre que les choses s'arrangent. On ne peut pas se contenter d'avertir ses supérieurs, comme je l'ai fait, car ceux-ci deviennent inévitablement craintifs. Ils pensent au risque que cela représente pour leur carrière. Tout ce qu'ils veulent, c'est ne pas faire trop de vagues et garder leur réputation intacte. Il n'y a rien qui les incite à changer réellement les choses. Fondamentalement, dans une société ouverte, le changement doit venir de la base.

Pour travailler dans le milieu du renseignement, il faut avoir consenti de nombreux sacrifices. Il faut s'être allègrement plié à des restrictions draconiennes. Il faut accepter de se soumettre au détecteur de mensonges, il faut dévoiler toute sa vie au gouvernement. On renonce à de nombreux droits, car on croit que le bien-fondé de cette mission justifie de tout y sacrifier, même ce qui est sacré. C'est une cause juste.

Et quand on est confronté à la preuve – non pas dans une affaire insignifiante ou exceptionnelle, mais bien dans les principes mêmes du programme – que le gouvernement viole la Constitution et les idéaux que l'on croit défendre dans son travail, il faut prendre une décision. Quand on se rend compte que le programme ou les politiques ne correspondent plus

aux serments et aux engagements que l'on a pris lorsqu'on est entré dans la fonction publique, alors ce serment et ces engagements ne peuvent être bafoués pour s'accorder avec le programme. Envers qui faut-il rester loyal?

L'accélération du rythme des révélations, ces dernières années, a ceci de remarquable qu'elle survient alors que les États-Unis jouissent du statut de «superpuissance incontestée». Aujourd'hui, l'armée américaine est la plus grosse machine militaire de l'histoire du monde, et elle est soutenue par un système politique qui préconise de plus en plus souvent l'usage de la force. Dans le contexte actuel, c'est le terrorisme qui sert à justifier ce recours à la force, mais ce n'est pas parce que nos dirigeants sont particulièrement préoccupés par le terrorisme ou parce qu'ils y voient une menace fondamentale pour la société. Ils s'entendent pour dire que même si nous vivions une attaque comme le 11-Septembre tous les ans, le nombre de morts dû aux accidents de la route ou aux maladies cardiaques resterait encore plus élevé, mais les dépenses qui visent à répondre à ces causes de mortalité plus graves demeurent inchangées.

En somme, notre réalité politique est celle d'un gouvernement qui se sent obligé de se prémunir contre la moindre accusation de faiblesse. Nos politiciens ont plus peur de la politique du terrorisme – nommément, peur qu'on les accuse de ne pas prendre le problème au sérieux – que du crime en lui-même.

Voilà comment nous en sommes arrivés à cette puissance inégalée et libre de toute mesure politique restrictive. Nous sommes devenus dépendants de ce qui devait être un dernier recours: les tribunaux. Les juges se rendent compte que leurs décisions possèdent soudainement une charge politique et un impact plus significatifs que ce qu'ils pensaient. Ils ont redoublé d'efforts après le 11-Septembre pour éviter une révision des lois et du fonctionnement de l'exécutif dans le contexte de la sécurité nationale, et pour empêcher la création de précédents qui, même à juste titre, risqueraient d'entraver la bonne marche du gouvernement pendant des décennies. Cela signifie que l'institution la plus puissante que l'humanité ait jamais connue est aussi devenue la moins contrôlée. Or cette institution n'a pas été conçue pour fonctionner ainsi; au contraire, elle a été explicitement fondée sur le principe de la séparation des pouvoirs. La disposition initiale consistait à dire: «Nous avons beau être puissants, nous nous limitons volontairement.»

Lorsqu'on entre dans la CIA, on prête serment, mais pas au gouvernement, ni à l'agence, ni au secret. On proclame allégeance à la Constitution. Il y a donc une dissonance, une tension entre les obligations et les valeurs que le gouvernement vous demande de défendre et les véritables activités auxquelles vous êtes tenu de participer.

La série de révélations sur le programme d'assassinats du gouvernement Obama dont il est question dans ce livre montre qu'une part de l'âme des États-Unis est fascinée par un exercice du pouvoir sans contrôles ni limites. Et il n'y a pas de manifestation plus exacte de ce pouvoir discrétionnaire que quelqu'un qui endosse seul la responsabilité d'une exécution hors d'un champ de bataille et sans l'intervention d'une quelconque instance judiciaire.

Traditionnellement, dans le contexte militaire, il a toujours été admis que la force létale pendant un conflit ne pouvait être soumise *ex ante* aux contraintes judiciaires. Quand des armées se tirent dessus, il n'y a pas de place pour le juge sur le champ de bataille. Mais maintenant, le gouvernement a décidé – en secret, sans demander l'avis des citoyens et sans même les en informer – que le champ de bataille serait partout. Certains individus qui ne représentent nullement une menace imminente, dans aucun sens du terme, se voient redéfinis pour en devenir une.

Cette subversion du concept de menace est facilitée par la technologie qui permet aux fonctionnaires d'entretenir l'illusion de la possibilité d'assassinats chirurgicaux et de surveillance légitime. Prenez, par exemple, le Saint-Graal de l'utilisation des drones, que les États-Unis ont inlassablement cherché à améliorer pour déployer des drones à énergie solaire qui rôderaient dans les airs durant plusieurs semaines sans avoir besoin d'atterrir. Une fois que l'engin est mis au point, il suffit d'équiper l'appareil d'un collecteur de signaux pour surveiller, de manière permanente, les différentes adresses IP de tous les ordinateurs portables, téléphones et iPod, pour savoir non seulement où se trouve chaque appareil électronique, mais aussi, où vivent leurs propriétaires et tous leurs déplacements, à n'importe quel moment. Une fois que l'on a localisé les appareils, on en connaît les propriétaires. Si l'on se met à faire cela dans

plusieurs villes, on ne traque pas que les mouvements d'une personne, mais ceux de populations entières.

En profitant du besoin de rester connectés, les gouvernements peuvent ravaler notre dignité à celle d'animaux pucés – la différence principale étant que nous avons payé pour cette puce et qu'elle est dans notre poche. On me dira que c'est de la paranoïa, mais l'implantation de puces est si simple techniquement que je ne peux imaginer qu'on ne l'essayera pas. Au départ, seules les zones de guerres seront concernées, mais la technologie de la surveillance a tendance à se répandre jusque chez nous.

C'est le double tranchant du nationalisme propre aux États-Unis. On nous éduque dans l'exceptionnalisme, en nous faisant croire que nous sommes nés dans la meilleure nation qui soit et que notre destinée manifeste est de diriger le monde. Le problème, c'est que certaines personnes y croient véritablement et s'attendent à ce que notre identité nationale s'affirme, et donc que notre gouvernement agisse en fonction de celle-ci.

Un pouvoir illimité peut avoir plusieurs visages, mais aucun d'entre eux n'est américain. C'est pour cela que le lancement d'alerte est devenu un acte de résistance politique. Le lanceur d'alerte sonne l'alarme et fait la lumière sur ce qui est caché, comme d'autres Américains qui s'inscrivent dans la lignée de Paul Revere.

Ces personnes sont tellement affectées par ce qu'elles ont vu qu'elles sont prêtes à risquer leur vie et leur liberté. Elles savent que nous, le peuple, nous sommes fondamentalement le contre-pouvoir le plus fort et le plus fiable. Ceux qui occupent les plus hauts échelons du gouvernement disposent d'une puissance extraordinaire, de ressources gigantesques, d'une formidable influence et du monopole de la violence, mais, dans l'équation finale, il n'y a qu'un facteur qui compte: le citoyen.

Et nous sommes plus nombreux qu'eux.

L'héritage des drones

Jeremy Scahill

DÈS SES PREMIERS JOURS à la tête des États-Unis, l'arme de choix du président Barack Obama a été le drone utilisé par la CIA et l'armée pour traquer et éliminer les personnes que le gouvernement a donné l'ordre d'exécuter, par des procédures secrètes, sans mise en examen ni procès. De nombreuses études ont été consacrées aux aspects techniques de l'assassinat à distance, mais celles-ci ont souvent servi de substitut à ce qui devrait être une analyse plus complète du pouvoir de vie et de mort de l'État.

Le drone est un instrument, pas une mesure politique. La politique, en l'occurrence, c'est l'assassinat. Alors que tous les présidents depuis Gerald Ford ont prorogé un décret présidentiel interdisant aux militaires américains de commettre des assassinats, le Congrès a évité de légiférer sur ce point jusqu'à ne pas définir le mot «assassinat[1]». Les partisans de la guerre des drones ont ainsi pu redorer l'image des assassinats, notamment en les rebaptisant «assassinats ciblés».

Chaque fois que la question des frappes de drones a été abordée en public par l'administration Obama, le discours consistait à affirmer que ces opérations étaient bien plus précises que les manœuvres des troupes au sol, et qu'elles n'étaient autorisées qu'en cas de menace «imminente» et quand il y avait «l'assurance à toute épreuve» que la cible serait éliminée. En revanche, ces termes semblent avoir été carrément redéfinis jusqu'à ne plus avoir de lien avec leur sens courant[2].

La première frappe de drone hors d'une zone de guerre déclarée a été menée en 2002, mais ce n'est pas avant mai 2013 que la Maison-Blanche a publié un ensemble de normes et de procédures à suivre pour ce type d'opérations[3]. Ces directives étaient peu précises, et stipulaient que les États-Unis ne mèneraient de frappes létales hors d'une «aire d'hostilité

active» que si la cible représentait une «menace imminente et permanente pour des citoyens américains», sans expliquer les procédures internes utilisées pour déterminer si un suspect devait être tué sans inculpation ni procès[4]. Le message implicite du gouvernement Obama à propos des frappes de drones pourrait être résumé ainsi: «Faites-nous confiance, mais ne vérifiez rien[5].»

Le 15 octobre 2015, *The Intercept* a publié des documents secrets qui laissent entrevoir les rouages des opérations de capture-élimination de l'armée américaine sur une période clé de l'évolution de la guerre des drones, entre 2011 et 2013. Les documents, des diapositives de type PowerPoint, qui font aussi ressortir les commentaires des forces d'opérations spéciales sur les défauts et les failles du programme des drones, ont été fournis par une source issue de la communauté du renseignement qui a travaillé sur des opérations et des programmes analogues à ceux décrits dans les documents. Nous avons promis de préserver l'anonymat de cette personne, dans la mesure où ces documents sont classifiés et que le gouvernement américain engage des poursuites judiciaires agressives contre les lanceurs d'alerte, aussi, nous l'appellerons ici «la source».

La raison pour laquelle la source a décidé de divulguer ces documents, c'est que, selon elle, le public a le droit de connaître le processus par lequel un individu est ajouté à la liste des cibles à éliminer, puis assassiné, sur les ordres des plus hauts échelons du gouvernement américain: «Cette explosion monstrueuse du nombre de personnes surveillées, mises sur écoute, inscrites sur des listes compilées dans des bases de données, réduites à un numéro et à une "carte de baseball", condamnées à mort sans avertissement dans un champ de bataille mondial a été, dès le départ, une erreur. C'est nous qui rendons cela possible. Et par "nous", j'entends tous les citoyens américains qui sont au courant, mais font comme si de rien n'était.»

Le Pentagone, la Maison-Blanche et le Special Operations Command (SOCOM, commandement des opérations spéciales) ont refusé de commenter le contenu de ces documents. Un porte-parole du département

de la Défense a dit: «Nous ne faisons aucun commentaire sur des rapports classifiés.»

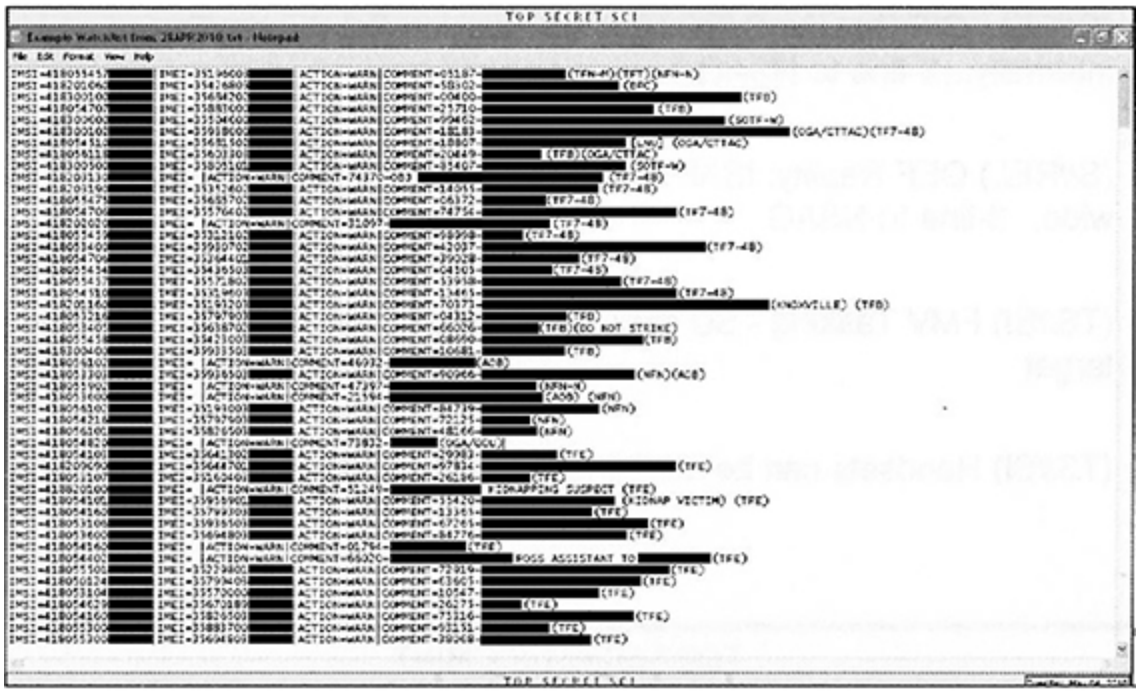
Comme la CIA et le Joint Special Operations Command de l'armée américaine (JSOC, commandement interarmées des opérations spéciales) mènent parallèlement des programmes d'assassinats par les drones, les documents secrets doivent être lus dans le contexte d'une guerre intestine pour déterminer laquelle de ces organisations devrait diriger ces opérations. Deux jeux de diapositives portent principalement sur la campagne militaire de ciblage d'objectifs de grande importance en Somalie et au Yémen entre 2011 et 2013 et, en particulier, sur les opérations d'une unité secrète, la force opérationnelle 48-4[6]. D'autres documents sur des opérations de capture-élimination de grande importance en Afghanistan corroborent des récits précédents sur la façon dont le gouvernement Obama cache le véritable nombre de civils tués par les frappes de drones en classant des personnes non identifiées dans la catégorie «ennemis tués au combat», même si elles n'étaient pas ciblées[7]. Les documents attestent aussi du fait que la campagne d'Afghanistan visait à éliminer non seulement des agents d'Al-Qaïda et des talibans, mais aussi les membres des autres groupes armés locaux. Une diapositive ultra-secrète montre comment la «liste de surveillance» des terroristes s'affiche sur les écrans des opérateurs de drones, et comment elle associe des codes individuels à des cartes SIM de téléphones portables pour géolocaliser des individus[8].

Des documents qui traitent des opérations menées au Yémen et en Somalie, issus d'une étude menée en 2013 par une unité du Pentagone, l'Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance Task Force (ISR), force opérationnelle de renseignement, surveillance et reconnaissance, montrent comment le choix de l'assassinat plutôt que la capture des présumés terroristes nuit à la collecte de renseignements. L'étude de l'ISR déplore les restrictions du programme des drones et préconise le développement de drones plus performants, l'augmentation du nombre d'avions de surveillance et un recours plus fréquent à la marine pour accroître la portée des opérations de surveillance nécessaires aux frappes ciblées. Elle envisage aussi la création de nouveaux aérodromes «politiquement ambitieux» et recommande la capture des terroristes présumés plutôt que leur mise à mort lors des frappes de drones.

À l'époque, l'ISR était sous le contrôle de Michael Vickers, le sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, fervent partisan des frappes de drones et figure emblématique des paramilitaires. Vickers a longtemps œuvré pour que l'armée mène de plus en plus d'opérations spéciales. Des législateurs jugeaient que l'ISR s'érigeait en partisan de l'augmentation du nombre de plateformes de surveillance, comme les drones[9].

L'étude de l'ISR révèle aussi de nouveaux détails sur le cas de Bilal el-Berjawi, citoyen britannique destitué de sa nationalité avant d'être tué par une attaque de drone américaine en 2012. Les services de renseignements britanniques et américains surveillaient Berjawi depuis qu'il faisait des allers-retours entre la Grande-Bretagne et l'Afrique de l'Est. Au lieu de l'arrêter, les États-Unis l'ont traqué avant de l'abattre en Somalie.

L'ensemble de ces documents secrets montre que la campagne de repérage d'objectifs de grande importance menée depuis quatorze ans par Washington est fortement dépendante du renseignement électromagnétique, qu'elle provoque un nombre de victimes civiles incalculable et que, parce que l'assassinat passe avant la capture, elle empêche d'obtenir des renseignements potentiellement utilisables. Les documents mettent aussi en valeur la futilité de la guerre en Afghanistan en montrant que les États-Unis ont investi de vastes ressources pour tuer des insurgés locaux et, ce faisant, ils ont exacerbé la menace qu'ils cherchaient à neutraliser.



Diapositive ultra-secrète montrant comment la « liste de surveillance » s'affiche sur les écrans des opérateurs de drones.

Ces diapositives secrètes permettent de replacer les guerres menées actuellement par Washington dans leur contexte historique, et elles sont particulièrement appropriées à une époque où l'armée américaine intensifie ses attaques de drones et ses opérations secrètes contre l'État islamique en Syrie et en Irak[10]. Ces campagnes, à l'instar de celles décrites ici, sont des guerres non conventionnelles qui envoient en première ligne les forces d'opérations spéciales. La doctrine «traquer, débusquer, achever», qui a alimenté la guerre sans frontières après le 11-Septembre, s'affine et s'institutionnalise. Ces documents montrent que la normalisation de l'assassinat devient un élément essentiel de la politique antiterroriste des États-Unis par l'utilisation de drones, de raids nocturnes et de nouvelles plateformes qui ne sont pas encore en activité.

«L'armée s'adapte facilement au changement, m'explique la source, mais les militaires n'aiment pas se passer de quelque chose dont ils tirent profit et qui leur facilite la vie. À leurs yeux, il s'agit sans aucun doute d'une manière propre et rapide de faire les choses. C'est une manière habile et efficace de faire la guerre tout en évitant les erreurs de l'invasion terrestre

en Irak et en Afghanistan. Mais ils sont devenus tellement dépendants de cette machine, de cette manière de faire, que, plus on les laissera s'en servir, plus il sera difficile de les en priver.»

Ce livre a été écrit par une équipe de journalistes et de chercheurs qui ont passé des mois à analyser les documents fuités. Il vise à contribuer à un examen bien trop tardif des méthodes et des résultats du programme d'assassinats des États-Unis. Cette campagne a été menée secrètement par deux présidents au cours de quatre mandats. Le public a le droit de voir ces documents pour nourrir un débat éclairé sur le futur des guerres américaines, secrètes ou déclarées, et pour comprendre comment le gouvernement américain s'arroge le droit de condamner à mort des personnes en court-circuitant les procédures judiciaires.

The Intercept a principalement révélé ce qui suit.

Comment le président autorise les assassinats de cibles

On sait depuis un moment que le président Obama donne directement son aval à tout ajout sur la liste de cibles de grande importance à éliminer, mais l'étude secrète de l'ISR lève davantage le voile sur la chaîne d'assassinats grâce à un schéma détaillé qui, partant de l'étape de la collecte de renseignements électroniques et humains, mène jusqu'au bureau du président. En mai 2013, lorsque l'étude de l'ISR a commencé à circuler, Obama a émis une directive sur le recours à la force dans les opérations antiterroristes à l'étranger. Un haut responsable du gouvernement, qui a refusé de commenter les documents classifiés, a admis que «ces lignes de conduite sont toujours en vigueur aujourd'hui».

Comme nous l'expliquons dans le chapitre 2, les agents du renseignement américain récoltent des informations sur des cibles potentielles à partir des listes de surveillance du gouvernement et du travail des agences de renseignement, de l'armée et des autorités locales. Au moment de l'étude de l'ISR, quand quelqu'un était ajouté à la liste des cibles à éliminer, les analystes du renseignement dressaient un portrait du suspect, détaillaient la menace qu'il représentait et réunissaient l'ensemble dans «un document détaillé, appelé "carte de baseball"». Ces éléments d'information étaient ensuite ajoutés aux données opérationnelles dans un

«dossier d'informations sur la cible» et «transmis aux échelons supérieurs» afin que soit lancée l'opération. En moyenne, indique une diapositive, le président mettait cinquante-huit jours à entériner le choix d'une cible, étape à partir de laquelle les forces armées avaient soixante jours pour lancer la frappe. Les documents décrivent deux études de cas qui reposent en partie sur l'information contenue dans des cartes de baseball.

Selon la source, le système par lequel sont créés ces cartes de baseball et les dossiers de ciblage dépend principalement des renseignements recueillis et d'un système d'interprétation faillible et complexe. «Ce n'est pas une méthode à toute épreuve. Tout repose sur des machines très puissantes, capables de récolter des quantités extraordinaires de données», ce qui peut pousser les auteurs des assassinats ciblés à croire qu'ils ont des «pouvoirs divins».

Les assassinats découlent de renseignements peu fiables collectés de façon aléatoire

Dans les zones de guerre non déclarée, l'armée américaine est devenue particulièrement dépendante du renseignement électromagnétique pour identifier, traquer et tuer. Comme les auteurs des documents l'avouent eux-mêmes, l'interception des communications et la récolte des métadonnées des téléphones et des ordinateurs sont inefficaces pour traquer et achever les cibles. Les capacités du renseignement électromagnétique sur les champs de bataille non conventionnels sont décrites comme «faibles» et «limitées». Ces renseignements, en grande partie fournis par des partenaires étrangers, représentent plus de la moitié des informations utilisées pour pister les cibles potentielles au Yémen et en Somalie. L'étude de l'ISR explique l'échec des opérations par ces obstacles techniques, omettant le fait que des renseignements erronés ont conduit à l'assassinat de personnes innocentes, et parfois de citoyens américains, lors des frappes de drones[11].

La source souligne le manque de fiabilité des métadonnées, surtout de celles qui proviennent des téléphones ou des ordinateurs. Ces sources d'information identifiées par ce que l'on appelle des sélecteurs – un numéro de téléphone ou une adresse courriel par exemple – sont utilisées par l'armée pour traquer, débusquer et achever ses cibles. «Il faut avoir une foi

inébranlable dans la technologie que vous utilisez, explique la source. Je ne compte plus les cas où les renseignements que j'avais étaient erronés.» Toujours selon la source, ce serait la cause principale d'assassinats de civils. «Vous n'imaginez pas combien de fois les sélecteurs sont attribués aux mauvaises personnes. Et ce n'est qu'au bout de plusieurs mois, voire de plusieurs années, que vous vous rendez compte que la personne que vous poursuiviez depuis tout ce temps n'était pas la cible de grande importance que vous pensiez traquer. Vous suiviez en réalité le téléphone portable de sa mère.»

La source décrit comment les gens qui travaillent dans le milieu des opérations spéciales se représentent ceux qui sont dans la ligne de mire des drones de l'armée américaine: «Ils n'ont aucun droit. Aucune dignité. Ce ne sont pas des humains. Pour l'analyste, chacun d'eux se résume à un "sélecteur". Arrive un moment dans le cycle de vie de la cible où vous ne l'appelez même plus par son vrai nom.» Cette pratique participe d'une «déshumanisation des individus avant même que ne se pose la question de la légitimité de l'assassinat».

Les auteurs de l'étude de l'ISR reconnaissent qu'assassiner des terroristes présumés, même s'ils sont des cibles «légitimes», nuit à la collecte de renseignements: «Les opérations d'élimination réduisent significativement les renseignements disponibles.» Un graphique dévoile le penchant marqué pour les frappes létales: seuls 25 % des actions des opérations spéciales dans la Corne de l'Afrique ont mené à des captures.

Dans la plupart des cas, les frappes ne tuent pas que la cible choisie

La Maison-Blanche et le Pentagone se targuent d'avoir un programme d'assassinats ciblés précis et prétendent que le nombre de civils tués est infime. Pourtant, les documents relatifs à l'opération Haymaker, une campagne des forces d'opérations spéciales dans le nord-est de l'Afghanistan, montrent qu'entre janvier 2012 et février 2013, les frappes aériennes ont tué plus de 200 personnes. Parmi elles, seules 35 étaient visées. Pendant les quatre mois et demi qu'a duré l'opération, quasiment 90 % des personnes tuées n'étaient pas des cibles choisies. Au Yémen et en

Somalie, où le renseignement américain est encore moins en mesure de vérifier l'identité des personnes tuées, les ratios pourraient être bien plus élevés.

«Quiconque se trouve dans les parages est coupable par association, explique la source. [Quand] une attaque de drones tue plus d'une personne, il n'y a aucune garantie qu'elles méritaient leur sort. [...] C'est une formidable roulette russe.»

Les inconnus que l'armée assassine sont considérés comme des «ennemis tués au combat»

L'armée classe tous ceux et celles qui sont tués lors de frappes ciblées dans la catégorie des «ennemis tués au combat», même si ceux-ci n'étaient pas visés. Même si des preuves posthumes viennent démontrer que les victimes n'étaient pas des terroristes ou des «combattants ennemis déloyaux», celles-ci sont encore considérées comme étant des «ennemis tués au combat». Cette méthode de calcul, selon la source, «est tout à fait inappropriée. Mais nous nous y sommes habitués. Le milieu du renseignement, le JSOC, la CIA, et tous ceux qui contribuent à ces programmes n'ont rien à en redire». Les responsables du gouvernement américain minimisent le nombre de victimes civiles des frappes de drones dans le meilleur des cas. Quand ils ne mentent pas effrontément.

Combien de personnes ont été ciblées par les attaques de drones et les exécutions?

Selon l'une des diapositives secrètes, depuis juin 2012, Obama aurait autorisé l'assassinat par les forces d'opérations spéciales américaines de 16 personnes au Yémen et de 4 autres en Somalie. Les statistiques ne portent que sur les cibles approuvées sous couvert de l'autorisation de recourir à la force militaire qui date de 2001, et non sur les personnes visées par les opérations de la CIA. En 2012 seulement, selon des données recueillies par le Bureau of Investigative Journalism (bureau du journalisme

d'enquête), plus de 200 personnes ont été tuées au Yémen et entre 4 et 8 en Somalie lors d'opérations militaires.

Comment la géographie dessine les contours de la campagne d'assassinats

En Afghanistan et en Irak, le rythme des frappes de drones était bien plus soutenu qu'au Yémen et en Somalie, et ce, principalement parce que l'Afghanistan et l'Irak étaient des zones de guerre déclarée, et qu'en Irak les frappes pouvaient être lancées depuis des bases plus proches des cibles. À l'inverse, dans les zones de guerres non déclarées de la Somalie et du Yémen, où les frappes devaient être justifiées selon des critères plus stricts, les planificateurs des frappes américaines doivent recourir à une procédure bureaucratique complexe qu'il faut suivre pour obtenir une autorisation d'assassinat. L'étude secrète de l'ISR indique que les opérations de traque de cibles de grande importance dans ces pays étaient «considérablement moins nombreuses que ce qu'on a pu voir en Afghanistan et en Irak», à cause de ces «facteurs contraignants».

Même après que le président eut validé le choix d'une cible au Yémen ou en Somalie, la distance entre les bases des drones et leurs objectifs présentait un défi de taille pour les forces américaines, un problème auquel il est fait référence dans le document par le syntagme «tyrannie de la distance». En Irak, plus de 80 % des «exécutions» avaient lieu à moins de 150 kilomètres d'une base aérienne. Au Yémen, la distance moyenne était d'environ 450 kilomètres, et en Somalie elle dépassait les 1 000 kilomètres. Les États-Unis mettaient en moyenne 6 ans pour identifier une cible en Somalie, et seulement 8,3 mois pour l'abattre une fois l'autorisation du président obtenue.

Les contradictions de la Maison-Blanche à propos des exécutions ciblées

Les normes de la Maison-Blanche, qui sont publiques, exigent que la force létale ne soit utilisée que contre des cibles qui constituent une «menace

imminente et permanente pour des citoyens américains». Dans les documents fuités, cependant, il n'y a qu'une seule référence explicite à un critère spécifique: qu'une personne «présente une menace pour les intérêts ou les troupes des États-Unis». Si un tel critère peut se justifier dans le contexte d'une guerre déclarée dans laquelle les troupes américaines seraient massivement présentes au sol, comme en Afghanistan, cette norme est si vague qu'elle est inapplicable pour des pays comme le Yémen et la Somalie, où opèrent très peu de soldats américains.

De nombreux documents fournis à *The Intercept* contiennent des recommandations internes qui poussent explicitement vers un renforcement de l'arsenal et des méthodes non conventionnelles de faire la guerre, mais la source signale que ce qui est sous-entendu, la mentalité reflétée par les programmes d'assassinats, est encore plus éloquent. «C'est un processus qui marche. On peut fignoler, excuser les erreurs. Et en fin de compte, on arrivera au point où il ne sera plus nécessaire d'y revenir continuellement [...] pour expliquer pourquoi une poignée d'innocents sont morts.»

Les architectes de ce qui n'est rien d'autre qu'une campagne mondiale d'assassinats ne semblent guère s'embarrasser de ses retombées à long terme pas plus que de ses implications morales. «Tout ce que vous devez faire, c'est regarder l'état actuel du monde, l'incompétence de notre Congrès et le pouvoir de l'exécutif depuis dix ans, analyse la source. Certaines questions ne se posent jamais: Nos actions vont-elles préserver notre intégrité morale? Et pas seulement notre intégrité morale, mais aussi les vies et l'humanité des personnes qui devront vivre avec cela?»

La liste de surveillance et la mort

Jeremy Scahill et Ryan Devereaux

EN 2013, le plus discrètement du monde, le gouvernement Obama a autorisé une réorganisation en profondeur du système de surveillance, en entérinant une procédure secrète qui ne demande ni «faits tangibles» ni «preuves irréfutables» pour qualifier un Américain ou un étranger de terroriste. La «Directive sur la surveillance de mars 2013» («March 2013 Watchlisting Guidance»), un document de 166 pages préparé par le National Counterterrorism Center (NCTC, centre national de la lutte antiterroriste) établit clairement les règles secrètes du gouvernement pour entrer des individus dans sa principale base de données de terroristes, pour les inscrire sur la liste d'interdiction de vol, et sur la liste des contrôles renforcés, qui donne lieu à des filtrages plus stricts dans les aéroports et les postes-frontière[1].

Publiée en juillet 2014 par *The Intercept*, la «Directive» permet au gouvernement de qualifier des individus comme étant des représentants d'organisations terroristes, et ce, sans la moindre preuve qu'ils sont effectivement liés à l'une de ces organisations. Le document confère aussi à un seul dignitaire de la Maison-Blanche l'autorité unilatérale de placer des «catégories» entières de personnes sur la liste d'interdiction de vol et sur celle des contrôles renforcés. Ces règles étendent le pouvoir des agents du gouvernement et leur permettent d'inscrire des personnes sur les listes à partir d'«informations fragmentaires». Les morts peuvent y être ajoutés, eux aussi. Au fil des ans, les gouvernements Bush et Obama ont obstinément refusé de révéler les critères d'entrée dans leurs bases de données, bien que, officiellement, ceux-ci ne soient pas secrets. En mai 2014, le procureur général Eric Holder a même invoqué le privilège du secret d'État pour éviter la divulgation des directives de surveillance, dans le cadre d'un litige

avec un citoyen qui était inscrit sur la liste d'interdiction de vol. Dans une déclaration assermentée, Holder a qualifié ces normes de «plan limpide» de la machine gouvernementale qui sert à traquer les terroristes, et d'ajouter: «La "Directive sur la surveillance", même si elle n'est pas classifiée, contient des informations sur la sécurité nationale qui, si elles étaient publiées [...] pourraient nuire considérablement à la sécurité nationale[2].»

Les directives ont été élaborées derrière des portes closes par des représentants du renseignement national, de l'armée et des autorités policières – le Pentagone, la CIA, la NSA, le Federal Bureau of Investigation (FBI, bureau fédéral d'investigation)... Ce document, marqué du sceau de 19 agences, est à ce jour le témoignage le plus complet et le plus révélateur de l'histoire secrète des politiques gouvernementales des listes de surveillance. Celui-ci montre un système déconcertant et alambiqué fait d'exceptions, qui repose sur le concept élastique de «soupçon raisonnable» érigé en norme pour déterminer si quelqu'un est une menace potentielle. Parce que le gouvernement poursuit des «terroristes présumés» autant que des «terroristes reconnus», des individus peuvent se retrouver dans la liste s'ils sont suspectés d'être des terroristes présumés, ou s'ils sont suspectés d'être en lien avec des personnes soupçonnées d'activité terroriste.

«Au lieu d'une liste de surveillance limitée aux terroristes réels et reconnus, le gouvernement a construit un vaste système fondé sur la prémisse fausse et non fondée selon laquelle il pourrait prévoir un acte terroriste», explique Hina Shamsi, directrice du projet de sécurité nationale de l'American Civil Liberties Union (ACLU, union américaine pour les libertés civiles). «Sur la base de cette dangereuse théorie, le gouvernement met secrètement sur une liste noire des personnes présumées terroristes et leur assigne la tâche impossible de prouver leur innocence.» Shamsi, qui a étudié le document, ajoute: «De tels critères n'auraient jamais dû être tenus secrets.»

La définition que donne le document de l'«activité terroriste» comporte des actions qui sont bien loin des attentats ou des détournements d'avions. Outre les crimes que l'on s'attend à y trouver – l'assassinat ou la prise d'otages –, les directives indiquent que détruire des biens appartenant à l'État ou endommager des ordinateurs utilisés par des institutions

financières peut vous valoir d'être inscrit sur une liste. Le terrorisme est défini comme étant n'importe quel acte «dangereux» pour la propriété et visant à infléchir la politique gouvernementale par l'intimidation.

Cette combinaison – une définition large du terrorisme et la grande facilité de qualifier quelqu'un de terroriste – ouvre la voie à la mise en cause arbitraire d'innocents. Elle peut aussi être contre-productive. Quand les ressources sont allouées à la traque d'individus qui ne menacent pas la sécurité nationale, la lutte contre les menaces réelles reçoit moins de financement – et ces autres vrais dangers peuvent passer inaperçus.

«Si le soupçon raisonnable est un critère suffisant, alors nous glissons sur une pente savonneuse, car à partir de là, n'importe qui peut être étiqueté comme terroriste», explique David Gomez, un ancien agent spécial en chef du FBI habitué à mener des enquêtes antiterroristes rendues publiques. «Ce n'est pas parce que vous figurez dans le répertoire téléphonique de quelqu'un que vous êtes un terroriste. C'est pourtant ce genre d'informations qui sont compilées.»

Les conséquences pour une personne considérée à tort comme terroriste sont terribles, elles aussi. Le gouvernement partage ses données avec les autorités locales, des gouvernements étrangers et des «organismes privés». Une fois que le gouvernement américain vous a secrètement catalogué comme terroriste ou terroriste présumé, les autres institutions tendent à vous traiter comme tel. Trouver un emploi ou tout simplement rester hors de prison peut être difficile. Voyager peut devenir pénible, voire impossible. Et une inspection de routine par un agent des forces de l'ordre peut vite devenir un cauchemar.

En 2012, Tim Healy, l'ancien directeur du Terrorist Screening Center (TSC, centre de détection du terrorisme) du FBI, a décrit sur CBS News la façon dont les agents de police utilisaient les listes de surveillance. «Si vous faites un excès de vitesse, ils vous arrêtent et prennent votre nom. Si vous êtes signalé comme un terroriste connu ou présumé, un message apparaît et ils ont l'ordre d'appeler le Terrorist Screening Center. [...] L'agent sait alors qu'il a peut-être affaire à un terroriste connu ou présumé[3].» L'ennui, c'est que le «terroriste connu ou présumé» peut être un simple citoyen qui n'a pas à être traité comme une menace à la sécurité publique.

Jusqu'en 2001, le gouvernement n'avait pas mis au rang de ses priorités la constitution d'un système de surveillance; la liste des interdictions de vol ne contenait que 16 noms au lendemain du 11-Septembre. En 2013, par contre, cette même liste s'était allongée à des dizaines de milliers de «terroristes connus ou présumés». La liste des contrôles renforcés soumet les gens dans les aéroports et les postes-frontière à un examen plus poussé et à des questions indiscrètes. Le gouvernement a aussi créé d'autres bases de données. La plus conséquente est le Terrorist Identities Datamart Environment (TIDE, système de traitement de données personnelles de terroristes), qui collecte des informations sur le terrorisme fournies par des sources confidentielles de l'armée et du renseignement de partout dans le monde. Parce que le TIDE contient des informations classifiées qui ne peuvent être diffusées, il existe une autre liste, la Terrorist Screening Database (TSDB, base de données de détection du terrorisme), qui a été rendue publique. Quand les agents du gouvernement parlent de la «liste de surveillance», ils font explicitement référence à la TSDB. (Le TIDE est la responsabilité du NCTC; la TSDB est gérée par le TSC du FBI.)

Dans un communiqué, un porte-parole du NCTC a affirmé que «le système des listes de surveillance est une part importante de la stratégie de défense à plusieurs volets des États-Unis contre de futures attaques terroristes» et que «la surveillance s'adapte à une menace mouvante et diffuse». Il a ajouté que les citoyens américains bénéficiaient de protections renforcées pour se prémunir contre la surveillance abusive et que personne ne pouvait être placé sur une liste pour des actions autorisées par le premier amendement. Nous avons aussi demandé à un représentant du TSC de donner son avis à ce sujet, mais il ne nous a pas répondu.

Le système est critiqué depuis des années. En 2004, le sénateur Ted Kennedy s'est plaint de s'être vu refuser l'embarquement sur un avion à cinq reprises, car son nom ressemblait au pseudonyme d'un terroriste présumé[4]. Deux ans plus tard, CBS News a obtenu une copie de la liste d'interdiction de vol où figuraient les noms du président bolivien Evo Morales et celui du président du Parlement libanais, Nabih Berri[5]. L'une des listes de surveillance avait pris dans ses filets Mikey Hicks, un scout de huit ans qui avait connu sa première fouille par palpation à l'âge de deux ans[6]. En 2007, l'inspecteur général du ministère de la Justice a publié un

rapport cinglant pointant du doigt des «dysfonctionnements graves» du système[7]. Et en 2009, Obama a admis l'existence d'une «défaillance systémique[8]» après qu'un terroriste nigérian, dont le nom était sur le TIDE, est monté à bord d'un vol pour Détroit et a presque fait exploser une bombe cousue dans ses sous-vêtements.

Obama espérait que sa réponse au «kamikaze en sous-vêtements» marquerait un tournant. En 2010, il a étendu les pouvoirs et les responsabilités des agences qui gèrent ces listes, et a fait pression sur elles pour qu'elles ajoutent des noms. Son gouvernement a aussi émis de nouvelles directives relatives aux listes de surveillance. Les problèmes, pourtant, ont persisté. En 2012, le Government Accountability Office (l'équivalent de la Cour de comptes en France ou du vérificateur général du Canada) a publié un rapport qui indiquait clairement qu'aucune agence n'était tenue de vérifier que «les contrôles et les examens liés aux listes de surveillance atteignent les résultats escomptés[9]». Les directives ont été révisées et étendues en 2013.

Les 5 chapitres et les 11 annexes de la «Directive sur la surveillance» sont truffés d'acronymes, de citations juridiques et de paragraphes numérotés; le document se lit comme un manuel ésotérique avec un jargon qui lui est propre. Différents types de données sur les présumés terroristes sont qualifiées d'«informations défavorables», «informations très défavorables», «informations extrêmement défavorables» et «informations particulièrement défavorables». Les noms des terroristes présumés passent au travers d'un écosystème bureaucratique peuplé d'«initiateurs», de «proposants», d'«agrégateurs», d'«examinateurs» et d'«intermédiaires». Un «surclassement», mot d'habitude prometteur pour les voyageurs, signifie qu'une personne est placée sur une liste encore plus limitative.

Le cœur du document tourne autour des règles qui régissent l'inscription d'individus sur une liste de surveillance. «Tous les départements et les agences gouvernementales» ont l'obligation de collecter les informations sur les suspects de terrorisme et de les partager avec le NCTC. Le texte établit un critère très large – le «soupçon raisonnable» – pour inscrire des noms sur les listes de surveillance et émet une multitude de directives vagues, déroutantes et contradictoires pour jauger ce qui est

«raisonnable». Dans le chapitre intitulé «Minima des critères défavorables significatifs» – même le titre est indigeste – la phrase clé sur le soupçon raisonnable n'est pas très éclairante: «Pour remplir le critère de SOUPÇON RAISONNABLE, le PROPOSANT, en tenant compte du contexte, doit s'appuyer sur des renseignements et des informations précises qui, après un examen rationnel de ces faits, garantissent raisonnablement que l'individu est ou est suspecté d'avoir été notoirement engagé dans la pratique, la préparation, ou l'adhésion au TERRORISME et/ou est lié à des ACTIVITÉS TERRORISTES.»

La «Directive sur la surveillance» ne s'astreint pas à définir ce que sont des «renseignements et des informations précises», ce qui constitue pourtant un élément essentiel. Après avoir souligné que les intuitions ne sont pas des soupçons raisonnables, et qu'«il doit y avoir une base de faits objectifs» pour qualifier quelqu'un de terroriste, le texte explique qu'aucun geste concret dans ce sens n'est nécessaire: «Pour s'assurer de l'existence d'un SOUPÇON RAISONNABLE, il convient d'accorder le crédit nécessaire aux déductions raisonnables qu'un PROPOSANT est en mesure de faire à partir des faits mis en lumière par son expérience et non par des soupçons infondés ou ses intuitions. Cependant, des preuves irréfutables ou des faits concrets ne sont pas nécessaires. Pour être raisonnable, un soupçon doit être aussi clair et étayé que le permettent les circonstances.»

Alors que les directives interdisent en l'espèce les inscriptions fondées sur des informations peu fiables, elles considèrent explicitement les statuts Facebook ou les tweets «non vérifiés» comme des raisons suffisantes pour placer une personne sur une liste de surveillance: «Des informations provenant d'une seule source, y compris les réactions spontanées ou les messages sur les réseaux sociaux, ne doivent pas, néanmoins, être automatiquement ignorés. [...] L'AGENCE DE NOMINATION doit évaluer la crédibilité de la source ainsi que la nature et la spécificité de l'information, et la retenir même si la source n'est pas fiable.»

Il existe plusieurs raccourcis pour inscrire une personne sur une des listes de surveillance même si le critère du soupçon raisonnable n'est pas respecté. L'un d'entre eux est clairement détaillé: les membres de la famille proche des terroristes présumés – épouse, enfants, parents et fratrie – peuvent être ajoutés à une liste de surveillance sans aucune indication de leur engagement potentiel dans une activité terroriste. Par ailleurs, les

«associés» qui ont une relation établie avec un terroriste présumé, mais dont l'implication dans une activité terroriste n'est pas connue, peuvent aussi être inscrits. Un troisième raccourci est encore plus commode: des individus entretenant «un lien possible» avec le terrorisme, mais pour lesquels il n'y a pas suffisamment d'«informations défavorables» pour respecter le critère de «soupçon raisonnable», sont susceptibles d'être surveillés.

Les Américains et les étrangers peuvent figurer sur les listes de surveillance s'ils sont associés à un groupe terroriste, qu'il soit ou non qualifié d'organisation terroriste par le gouvernement américain. Ils peuvent être considérés comme les «représentants» d'un groupe terroriste même s'ils n'en sont «ni adhérents ni associés». Les directives indiquent obligeamment que certains liens, comme fournir des services de concierge ou de livraison par exemple, ne sont pas des causes suffisantes pour être ajoutées à la liste de surveillance.

Le système de nomination semble dépourvu de toute forme de vérification et de contrepoids. Les responsables du gouvernement ont répété à l'envi qu'une procédure rigoureuse évitait d'inscrire injustement des personnes dans les bases de données, mais la «Directive» montre que toutes les désignations de «terroristes connus» sont considérées comme justifiées à moins que le NCTC apporte la preuve du contraire. Lors d'une audience judiciaire d'avril 2014, le gouvernement a dévoilé que sur les 468 749 inscrits comme «terroristes connus ou présumés» de 2013, seuls 4 915 avaient été rejetés – un taux d'environ 1 %[10]. Les règles semblent inverser la charge de la preuve, attribuant aux inscriptions une «présomption de validité».

En principe, la procédure de nomination semble méthodique, mais, en pratique, le système entier prend un raccourci. Le «surclassement accéléré fondé sur le niveau de menace» confère à un seul responsable de la Maison-Blanche le pouvoir de transférer des «catégories de personnes» entières dont les noms apparaissent dans les bases de données les plus conséquentes vers la liste d'interdiction de vol ou celle des contrôles renforcés. Cela peut arriver, stipule la «Directive sur la surveillance», quand un «niveau de menace particulier» porte à croire qu'un certain type d'individus pourrait commettre un acte terroriste. Ce pouvoir extraordinaire de la «surveillance

catégorielle» – autrement appelée profilage – est détenu par le conseiller du président pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste, un poste auparavant occupé par le directeur de la CIA John Brennan. Il ne demande aucune validation du Sénat.

La «Directive sur la surveillance» n'indique pas quelles «catégories de personnes» ont été l'objet de ces surclassements accélérés. Une catégorie aussi vaste que celle des «hommes yéménites en âge de combattre» peut-elle exister? Ce n'est pas clair. La «Directive sur la surveillance», elle, précise que les citoyens américains et les détenteurs de la carte verte peuvent être soumis à de tels surclassements, même si les responsables du gouvernement doivent examiner leur situation à l'aide d'une procédure «accélérée». Les surclassements peuvent rester en vigueur pendant soixante-douze heures avant d'être révisés par une commission de hauts responsables. S'ils sont acceptés, ils peuvent rester en place pendant trente jours avant qu'un renouvellement soit demandé et accordé «jusqu'à la disparition de la menace».

«Parmi l'ensemble de critères de surveillance plein d'exceptions qui contournent les règles, celle-ci est sans doute celle dont la portée est la plus large et la plus inquiétante», déclare Shamsi, l'avocate de l'ACLU. «Cela rappelle les alertes de menaces terroristes classées par couleur du gouvernement Bush, largement critiquées. Sauf que dans ce cas-ci, les bureaucrates peuvent exercer un pouvoir pratiquement absolu aux conséquences néfastes pour des catégories entières de personnes.» Le NCTC a refusé de fournir des détails sur l'instance de surclassement, la fréquence à laquelle il est appliqué et les catégories de personnes visées.

La «Directive sur la surveillance» fournit pour le moment l'explication la plus claire de ce qui arrive lorsque des Américains et des étrangers se font arrêter dans les aéroports et les postes-frontière par les agents du gouvernement. Le cinquième chapitre, intitulé «À la croisée de la gestion et de l'analyse», détaille le type d'informations à collecter lors de «rencontres» avec les personnes inscrites sur les listes de surveillance, ainsi que les différentes organisations qui devraient intervenir. Le département de la Sécurité intérieure compte le plus grand nombre de rencontres, mais d'autres instances – du département d'État et de la Garde côtière jusqu'aux

gouvernements étrangers et «certains organismes privés» – se chargent aussi de réunir des «ensembles de données» quand les individus surveillés croisent leur route. Les rencontres peuvent avoir lieu face à face ou en ligne quand, par exemple, un individu surveillé demande un visa.

En plus des données, comme les empreintes digitales, les itinéraires de voyage, les pièces d'identité et les permis de port d'armes, les règles encouragent les examinateurs à s'enquérir des contrats d'assurance maladie, des prescriptions médicales, de «n'importe quelle carte avec un composant électronique (cartes d'hôtels, cartes de magasins, cartes cadeaux, cartes de fidélité de compagnies aériennes)», des téléphones portables, des adresses courriel, des jumelles, de l'eau oxygénée, des numéros de comptes bancaires, des relevés de paie, des relevés de notes, des amendes (excès de vitesse, stationnement interdit...) et des petites annonces. Les comptes des réseaux sociaux, les répertoires de téléphones portables, les numéros favoris, les captures d'ordinateurs portables, les clés USB, les iPod, les Kindle et les appareils photographiques sont autant de données numériques récoltées. Toutes ces informations sont ensuite entrées dans la base de données TIDE.

Les examinateurs ont la consigne de récolter les données sur le contenu de vos poches, les équipements de plongée, les cartes de péage ou de bibliothèque, sur chaque livre que vous avez, avec des informations sur l'état du volume, «neuf, corné, annoté, non consulté». Ils examinent les cartes de visite et les documents relatifs à des conférences auxquelles vous pouvez assister, «n'importe quoi avec un numéro de compte», et se doivent de noter les détails quant à l'or ou les bijoux portés par l'individu surveillé. Même les «informations sur les animaux domestiques» – des questions posées aux vétérinaires ou obtenues par des puces électroniques – sont sollicitées. Les directives encouragent aussi la collecte des données biométriques et biographiques des compagnons de voyage des personnes surveillées.

L'United States Agency for International Development (USAID, agence américaine pour le développement international) fait notamment partie de la liste des organismes gouvernementaux qui rassemblent ces données. Ni agence de renseignement ni agence de maintien de l'ordre, elle finance des programmes à l'étranger qui font la promotion de l'environnement, de la santé et de l'éducation. L'USAID, qui prétend combattre la pauvreté dans le

monde, transmettrait des renseignements confidentiels sur les étrangers. Selon la «Directive sur la surveillance», «quand l'USAID reçoit une demande de financement, avant de l'accorder, elle est examinée par les analystes du renseignement de l'USAID du [Terrorist Screening Center].» Les directives ne révèlent pas le nombre de noms fournis par l'USAID, le type d'informations qu'elle donne, ou le nombre et les fonctions des «analystes du renseignement de l'USAID».

Un porte-parole de l'USAID explique que «dans certains pays à haut risque, comme en Afghanistan, l'USAID juge que valider les organisations partenaires potentielles grâce à la liste de surveillance terroriste permet de protéger l'argent des contribuables américains et de réduire au maximum les risques de financer le terrorisme». Ce même porte-parole a déclaré que, depuis 2007, l'agence a contrôlé «les noms et les informations d'identification personnelle d'individus clés parmi les entrepreneurs, les bénéficiaires directs et indirects» de ses financements.

Le gouvernement a été largement critiqué, car les personnes surveillées ne parviennent pas à savoir pourquoi elles le sont et ne peuvent pratiquement pas être retirées de la liste. Les directives affirment que «la politique générale du gouvernement américain n'est ni de confirmer ni de nier la présence d'un individu sur une liste de surveillance». Mais les tribunaux se sont offusqués du silence officiel et des procédures qui traînent en longueur: en 2014, un juge fédéral a qualifié d'inconstitutionnelle et de «complètement inefficace[11]» la procédure secrète sans laquelle un nom ne peut être retiré des listes.

La difficulté d'être retiré de la liste est soulignée dans un passage de la «Directive sur la surveillance» qui explique qu'un individu peut être maintenu sur la liste, voire y être ajouté, même s'il a été acquitté d'une accusation liée au terrorisme. En effet, une condamnation par les tribunaux américains requiert des preuves au-delà du doute raisonnable, alors que l'inscription sur la liste de surveillance demande seulement un soupçon raisonnable. Une fois que le soupçon est soulevé, même le verdict d'un jury ne peut l'effacer.

La mort ne garantit pas non plus d'être retiré de la liste. Les directives stipulent que les morts resteront sur la liste s'il y a des raisons suffisantes de

croire que leur identité pourrait être utilisée par un terroriste présumé, ce que le NCTC nomme une «tactique terroriste éprouvée». Pour la même raison, les règles prévoient le maintien et l'ajout des noms des épouses décédées de terroristes vivants présumés.

La procédure pour retirer les noms des vivants de la liste a beau être simple, elle reste opaque. Une réclamation doit être déposée au Traveler Redress Inquiry Program (TRIP, programme de protection des passagers) du département de la Sécurité intérieure pour introduire une requête interne qui n'est pas soumise à la supervision des tribunaux ou d'un organisme extérieur au milieu de la lutte antiterroriste. La requête peut conduire à la suppression du nom du plaignant de la liste de surveillance ou à une modification de son statut, mais ce dernier n'en sera pas averti. Les directives font ressortir l'une des raisons pour lesquelles il est si difficile d'être radié: dans la mesure où plusieurs agences ont participé à la collecte d'informations sur un individu, elles doivent toutes s'accorder pour l'enlever de la liste.

Si des citoyens américains sont placés sur la liste d'interdiction de vol pendant qu'ils sont à l'étranger et qu'ils se voient refuser d'embarquer sur leur vol de retour, les directives expliquent qu'ils doivent en référer à l'ambassade ou au consulat américain le plus proche, qui lui n'a pas le droit de révéler la raison de l'interdiction de vol. On peut accorder à ces personnes une «dérogation unique» pour prendre l'avion, mais elles ne sont pas informées de leur statut. De retour aux États-Unis, il leur sera de nouveau interdit de prendre l'avion. Les agences de nomination sont «continuellement obligées» de fournir les informations disculpatoires, s'il y a lieu, et sont censées dresser des bilans annuels sur les Américains et les détenteurs de la carte verte qui sont sous surveillance. Les étrangers – ou les morts – sont-ils contrôlés avec la même fréquence? Rien n'est moins sûr, car, comme l'indiquent les directives, «la surveillance n'est pas une science exacte».

En fait, selon un autre jeu de documents gouvernementaux classifiés, publié en août 2014 par *The Intercept*, près de la moitié des personnes figurant dans la base de données gouvernementale des terroristes présumés n'était liée à aucun groupe terroriste reconnu[12]. Des 680 000 personnes qui figurent dans la TSDB, une liste de surveillance des «terroristes connus ou

présumés» consultée par les autorités locales, les entrepreneurs privés et les gouvernements étrangers, plus de 40 % n'avaient «aucune affiliation connue à un groupe terroriste». Ce groupe de 280 000 personnes surveillées dépasse celui des personnes suspectées d'être en lien avec Al-Qaïda, le Hamas et le Hezbollah réunis.

Les documents révèlent que le gouvernement Obama a coordonné le développement sans précédent du système de détection du terrorisme. Au cours de la présidence d'Obama, le nombre de personnes sur la liste d'interdiction de vol a été multiplié par dix et a atteint le record de tous les temps de 47 000 personnes, dépassant même les chiffres de George W. Bush.

«Si tout est du terrorisme, alors rien n'est du terrorisme», dit David Gomez, un ancien agent spécial haut gradé du FBI. Le système de surveillance, ajoute-t-il, «est hors de contrôle».

Les documents classifiés ont été préparés par le NCTC, l'agence principale qui traque les individus soupçonnés d'entretenir des liens avec le terrorisme international. Estampillés «Secret» et «NOFORN» (qui veut dire qu'aucun gouvernement étranger ne peut les consulter), ils offrent le résumé chiffré le plus complet du système de surveillance à ce jour. Le gouvernement ajoute des noms ou des informations à ses bases de données sur des sujets existants au rythme de 900 par jour. Il procède aussi à un profilage ethnique global: le deuxième groupement de personnes désignées comme «terroristes connus ou présumés» par le gouvernement est à Dearborn, dans le Michigan, une ville de 96 000 habitants qui compte le plus haut taux de résidents arabo-américains du pays. La CIA utilise un programme jusque-là inconnu – nom de code: Hydra –, pour accéder secrètement aux bases de données des pays étrangers à des fins de surveillance.

Un responsable de l'antiterrorisme américain, familier du sujet, a déclaré qu'en novembre 2013, il y avait approximativement 700 000 personnes dans la TSDB, mais il a refusé de donner les chiffres actuels. En juillet 2014, l'Associated Press, citant les recours des avocats du gouvernement auprès de la Cour fédérale, a indiqué qu'un million et demi de noms avaient été ajoutés à la liste durant les cinq années précédentes[13]. Le responsable du gouvernement y voyait une erreur d'interprétation des

données: «La liste s'est un peu allongée, mais elle est loin du chiffre d'un million et demi cité dans les journaux.» Il a ajouté que les statistiques rapportées par l'Associated Press incluaient non seulement les inscriptions d'individus, mais aussi des fragments de renseignement et d'informations biographiques sur les personnes sous surveillance.

Quand les responsables américains parlent de «la liste de surveillance», il s'agit du TSDB, un répertoire d'informations qui, comme on l'a dit précédemment, est partagé par le milieu du renseignement et l'armée, ainsi que par les autorités locales, des gouvernements étrangers et des entreprises privées.

«Vous avez besoin de faits pour qualifier quelqu'un de terroriste avec certitude», déclare Gomez, l'ancien agent du FBI. «Je dis donc: "Montez un dossier béton sur ce type." Mais si vous soupçonnez seulement quelqu'un d'être terroriste? Alors le dossier peut être mal ficelé.»

Le NCTC n'a pas répondu à nos questions à propos de son système de détection du terrorisme. À la place, il décrivait dans un communiqué le système de surveillance comme un «élément crucial de nos défenses contre le terrorisme» et le jugeait plus efficace que la procédure de détection des menaces antérieure au 11-Septembre, qui reposait sur des listes «dactylographiées ou écrites à la main dans des catalogues et des registres». La Maison-Blanche s'est refusée à tout commentaire.

La plupart des personnes inscrites sur les listes de surveillance du gouvernement le sont d'abord dans le TIDE – plus large mais plus intrusif. Cette base de données permet en fait de cibler des personnes avec encore moins de raisons que les critères laxistes en vigueur pour la TSDB. Les informations du TIDE sont partagées entre le milieu du renseignement, les commandos du commandement des opérations spéciales et les instances nationales comme le New York City Police Department (NYPD, département de la police de la ville de New York). À l'été 2013, des responsables ont célébré ce qu'un document publié par le NCTC nomme une «étape importante»: faire monter le nombre total de personnes dans la base de données du TIDE jusqu'à un million, soit un demi-million de plus que quatre ans plus tôt.

Le document attribue le mérite de cette réussite historique au Directorate of Terrorist Identities (DTI, direction des identités terroristes), une unité secrète de l'antiterrorisme américain, presque inconnue,

responsable du maintien du TIDE: «Ce chiffre témoigne du dévouement du DTI et du travail accompli ces deux dernières années et demie.» Ce nombre reflète aussi l'intensification de la collecte d'informations personnelles par le gouvernement Obama sur les individus suspectés d'entretenir des liens avec le terrorisme. En 2006, quand CBS News avait obtenu une copie de la liste d'interdiction de vol, celle-ci comptait 44 000 noms. Face à la vive réaction de la société civile, le gouvernement avait réduit la liste à 4 000 noms à la fin de 2009.

L'année suivante, après que le soi-disant «terroriste en sous-vêtements» a tenté de faire exploser un avion en vol pour Détroit, Obama a assoupli le critère d'inscription sur la liste d'interdiction de vol. Les résultats ont été immédiats. Selon un document, depuis 2010, le NCTC «a créé plus de 430 000 fichiers personnels reliés au terrorisme» tout en supprimant seulement ceux de 50 000 personnes «dont les liens avec le terrorisme ont été démentis ou ne correspondent pas aux critères d'inscription sur une liste de surveillance». Les documents montrent qu'à ce moment-là, plus de 240 «inscriptions» sur le TIDE étaient effectuées chaque jour.

«Vous pourriez aussi bien avoir une baguette et prétendre qu'elle est magique, car c'est ce que nous faisons – prétendre que cela fonctionne», affirme l'ancien agent du FBI Michael German, maintenant professeur au centre Brennan pour la justice de l'université de New York. «Ces agences voient le terrorisme comme un atout. Elles obtiennent un budget plus important. Elles savent qu'elles peuvent brandir cette menace: la société américaine sera effrayée, le Congrès et les tribunaux les autoriseront à faire ce qu'elles voudront sous la bannière de la sécurité nationale.»

Les documents montrent que le gouvernement cherche à ajouter le plus de personnes possible sur la liste du TIDE uniquement «pour les besoins de la lutte contre le terrorisme». Avec des centaines de nouveaux noms tous les jours, les chiffres fournissent un instantané d'un système de surveillance en constante mutation.

Une diapositive d'août 2013 du NCTC, intitulée «Le TIDE en chiffres» montre l'étendue du système de surveillance du gouvernement Obama. Selon elle, approximativement 680 000 personnes ont été inscrites sur une liste de surveillance dans le monde et 320 000 autres ont été ajoutées dans la base de données TIDE. Jusqu'à août 2013, 16 000 personnes, dont 1 200 Américains, ont été placées sur la liste des contrôles renforcés aux

aéroports et aux postes-frontière; 611 000 hommes et 39 000 femmes étaient sur la liste de surveillance principale du terrorisme.

La CIA, la Defense Intelligence Agency (DIA, agence du renseignement militaire), la NSA et le FBI étaient les principales «agences de nomination» responsables de la surveillance gouvernementale. New York, Dearborn dans le Michigan, Houston, San Diego et Chicago étaient les cinq villes que l'on retrouvait le plus fréquemment sur les listes de surveillance à cause de «terroristes connus ou présumés». Dearborn corrobore ce que les habitants et les défenseurs des libertés civiles ont souvent soutenu: les communautés musulmane, arabe et sikhe de cette ville sont injustement la cible d'enquêtes fouillées des autorités, de profilage illégal et de racisme. «À ma connaissance, aucun musulman de Dearborn n'a commis d'acte terroriste contre notre pays», avance Dawud Walid, le directeur général de la branche du Michigan du Council on American-Islamic Relations (CAIR, conseil des relations américano-islamiques). Walid ajoute que le nombre élevé de résidents de Dearborn inscrits dans les listes de surveillance «confirme le type d'engagement que le gouvernement prend envers notre communauté – il nous voit comme des suspects perpétuels».

Les documents énumèrent les organisations que le gouvernement vise le plus dans sa lutte antiterroriste, à savoir – en dehors des personnes «sans affiliation connue à une organisation terroriste» – Al-Qaïda en Irak (73 189), les talibans (62 794), Al-Qaïda (50 446) suivis du Hamas (21 913) et du Hezbollah (21 199). Même si le gouvernement Obama a sans relâche affirmé qu'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) était la menace la plus importante pour les États-Unis, les 8 211 personnes rattachées à cette organisation représentent en fait la plus petite part de la liste des dix organisations terroristes «les plus dangereuses». AQPA est dépassée par les personnes suspectées d'appartenir au réseau Haqqani basé au Pakistan (12 491), aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, 11 275) et à Al-Chabab en Somalie (11 547).

Les documents révèlent aussi qu'en 2013, les États-Unis qualifiaient 3 200 personnes de «terroristes connus ou présumés» associés à la guerre en Syrie. Parmi eux, se trouvaient 715 Européens et Canadiens, ainsi que 41 Américains. En mars 2014, Matt Olsen, le directeur du NCTC, affirmait qu'il y avait plus de 12 000 combattants étrangers en Syrie, dont plus de 1 000 Occidentaux et environ 100 Américains.

Il est clair que le gouvernement ne se contente pas d'arrêter les gens surveillés dans les aéroports. Il récolte et analyse secrètement une grande quantité d'informations personnelles sur eux, dont leurs photos d'identité, leurs empreintes digitales et leur lecture d'iris. Au lendemain de l'attentat du marathon de Boston, la DTI a entamé un programme intensif de collecte de données biométriques et d'autres informations sur tous les Américains de la liste du TIDE: «Ce projet comprend une recherche dossier par dossier sur chaque personne dans les bases de données du département d'État et [du milieu du renseignement], ainsi que des requêtes de masses de données.» Au marathon suivant, à Chicago, la DTI a procédé à des enquêtes en profondeur pour, entre autres, extraire les données biométriques des personnes du Midwest dont les noms étaient sur la liste du TIDE. Pour cela, la DTI a sorti des fichiers du TIDE toutes les personnes vivant dans l'Illinois, l'Indiana et le Wisconsin et titulaires d'un permis de conduire.

Les efforts de la DTI à Boston et Chicago s'inscrivent dans le mouvement général pour obtenir des informations biométriques sur plus d'un million de personnes entrées dans ses bases de données secrètes. Cela concerne des centaines de milliers de personnes qui ne sont pas inscrites. En 2013, la direction du service d'analyse biométrique a lancé un programme pour obtenir des données biométriques des fichiers des permis de conduire de tout le pays. Au moins 15 États et le District de Columbia travaillent avec la DTI pour faciliter l'accès aux photographies des conducteurs. Dans l'année fiscale 2013, 2 400 de ces images ont été transmises au TIDE. Le service d'analyse biométrique a aussi offert son «programme novateur de reconnaissance faciale» à un «large panel de clients». En 2013, ses analystes ont produit plus de 290 rapports pour d'autres organismes gouvernementaux, comme la CIA, le NYPD et le SOCOM.

En un mot, le gouvernement bâtit des dossiers remarquablement détaillés sur des individus qui ont été sortis de ses bases de données. Même si certains des documents présentent des informations contradictoires sur le nombre de données biométriques que le gouvernement rassemble, le rapport le plus précis montre que les chiffres sont importants. En 2013, par exemple, la base de données principale sur le terrorisme contenait plus de 860 000 documents biométriques pour 144 000 personnes. La base de

données contenait aussi plus d'un demi-million de photos d'identité, presque un quart de million d'empreintes digitales et 70 000 lectures d'iris. Le gouvernement a aussi conservé les données biométriques de personnes qu'il n'a pas su identifier: le TIDE contenait plus de 1 800 «données biométriques de personnes inconnues». Et, en un an seulement, le gouvernement a étendu sa collecte de données biométriques «non conventionnelles» avec une hausse significative d'échantillons d'écriture (32 %), de signatures (52 %), de cicatrices, de marques, de tatouages (70 %) et d'échantillons d'ADN (90 %). Hina Shamsi, la directrice du projet de sécurité nationale de l'ACLU, sonne l'alarme:

> Nous entrons dans le monde de la nouvelle de Philip K. Dick, *Minority Report*, où le fait que vous soyez ami avec la mauvaise personne incite le gouvernement à vous inscrire dans une base de données, y ajouter vos photos d'identité et vos lectures d'iris pour que la technologie de reconnaissance faciale vous traque dans le plus grand secret. Le fait que cette information puisse être partagée avec des organisations allant de la CIA au NYPD – qui ne sont pas reconnues pour protéger les libertés civiles – nous rapproche d'une société de surveillance, ici et à l'étranger, où le gouvernement viole nos droits.

La DTI va bien plus loin que la collecte d'informations sur les détenteurs de permis de conduire. En gérant la principale base de données sur le terrorisme, la DTI se coordonne avec la CIA et le National Media Exploitation Center (NMEC), une branche du Pentagone chargée d'analyser et de diffuser les «documents papier, les contenus numériques, les bandes vidéo, les bandes sonores et les communications électroniques» interceptées à l'étranger lors d'opérations de l'armée ou du renseignement. En partageant les informations avec l'armée, la DTI est en mesure d'«obtenir des données croisées en accédant aux hébergeurs du NMEC» affirme le NCTC. En retour, la DTI «fournit au NMEC une possibilité de recherche biométrique classifiée par le biais d'une assistance manuelle et automatique à la reconnaissance faciale». La DTI récolte des informations auprès de la CIA, entre autres, notamment grâce à une base de données secrète appelée CINEMA, un raccourci pour CIA Information Needs Management (gestion des besoins en information de la CIA), et grâce au programme secret Hydra de la CIA, qui utilise «des informations acquises clandestinement auprès de gouvernements étrangers» pour améliorer la qualité des «types de données sélectionnées» dans le TIDE.

En 2013, la DTI et la CIA ont mené une «étude de faisabilité» pour Hydra, en utilisant le Pakistan comme cobaye. La DTI a donné à la CIA une liste de 555 Pakistanais de la base de données du TIDE. Après l'avoir ajoutée dans Hydra, la CIA a «soigneusement comparé ces noms avec ceux des détenteurs de passeports pakistanais» et a fourni des informations biographiques et biométriques au DTI. Ravi de cette réussite, le gouvernement compte étendre cette exploitation parallèle des données. Selon le document, «les initiatives à venir incluront d'autres pays».

Pourquoi j'ai divulgué les documents relatifs aux listes de surveillance

La déclaration qui suit a été faite par la source qui a révélé la «Directive sur la surveillance de mars 2013».

CES DERNIÈRES ANNÉES, nous avons beaucoup entendu parler de la «liste secrète de cibles à éliminer» d'Obama, mais nous ne savons pratiquement rien de son utilisation. Malgré un examen superficiel effectué par le Congrès et les poursuites intentées par l'ACLU pour lever le voile du secret, des questions simples restent sans réponse:

Comment est-on ajouté sur la liste?
Suis-je sur la liste?
Qui m'a mis sur la liste?
Comment sortir de la liste?
Peut-on en sortir?

En vérité, il existe plusieurs listes qui ciblent des individus pour différentes raisons. Certaines sont bien gardées; d'autres sont partagées par les agences de renseignements avec les autorités locales. Certaines visent à tuer ou capturer des «cibles de grande importance»; d'autres, à menacer, contrôler ou simplement surveiller quelqu'un. Cependant, toutes les listes, qu'elles visent à tuer ou faire taire, émanent du TIDE et sont gérées par le TSC du NCTC. L'existence du TIDE n'est pas cachée, mais les détails de son rôle dans le gouvernement ne sont pas connus du grand public. En août 2013, la base de données a atteint le palier d'un million d'entrées. Aujourd'hui, il y en a des milliers de plus. Elle ne cesse de s'agrandir depuis sa création en 2003.

La «Directive sur la surveillance de mars 2013» expose les critères selon lesquels on ajoute un nom à la base de données. Non seulement le TSC se réserve-t-il le droit de stocker votre nom, votre date de naissance et

d’autres informations personnelles, mais il conserve aussi vos dossiers médicaux, vos relevés de notes, vos données de passeport, votre numéro de plaque d’immatriculation et celui de votre téléphone portable, votre courriel, vos numéros de compte bancaire et vos relevés d’achats, ainsi que d’autres informations comme votre ADN et des photographies qui permettent de vous identifier en utilisant des logiciels de reconnaissance faciale. Le NCTC collabore avec des agences de l’alliance internationale connue sous le nom de Five Eyes pour ajouter les informations manquantes ou créer de nouvelles entrées dans ses bases. On attribue à chaque entrée de la base de données un numéro particulier du TIDE (NPT). D’Oussama Ben Laden (NPT 1063599) à Abdulrahman Awlaki (NPT 26350617), le fils américain d’Anwar Al-Awlaki (NPT 26350617), quiconque a été la cible d’une opération secrète a d’abord reçu un numéro NPT et a été surveillé de près par toutes les agences qui suivent ce numéro, avant d’être finalement placé sur une liste et condamné à mort sans procès.

Quand les gouvernements se mettent à enregistrer d’énormes listes d’ennemis, ils bafouent les mécanismes de contrôle du pouvoir de l’État, surtout quand ils considèrent leurs citoyens comme une menace. Environ 21 000 entrées sur les plus d’un million du TIDE renvoient à des citoyens américains. En divulguant cette information (qui n’est pas classifiée, mais qui, par une logique inverse, est jugée trop délicate pour être rendue publique), j’espère permettre à la société civile de comprendre le genre d’activité qui peut mener à figurer sur une liste et à être surveillé au quotidien. Pour la première fois, le public a un aperçu des critères qui peuvent mener à être condamné à une frappe de drone.

En 2008, j’ai serré la main du sénateur Obama quand il est passé par ma ville, en route vers la Maison-Blanche. Après son investiture, il a déclaré: «La transparence et le respect de l’État de droit seront les pierres angulaires de cette présidence.» Je crois fermement que ces principes sont indispensables à une société ouverte, et c’est pourquoi j’ai décidé de révéler ces informations. Si ce gouvernement n’a pas le courage de tenir ses promesses envers le peuple, alors d’autres comme moi s’en chargeront à sa place.

Traquer, débusquer, achever

Jeremy Scahill

PEU APRÈS L'ÉLECTION de Barack Obama, Michael Hayden, directeur sortant de la CIA, et John Brennan, le nouveau conseiller en chef de la lutte antiterroriste, ont insisté pour qu'il adopte la méthode du scalpel: des opérations de lutte antiterroriste circonscrites et secrètes et des frappes de drones. Dans une note de service, Hayden a notamment dit à Obama que l'action secrète était le seul moyen d'affronter Al-Qaïda et les autres groupes terroristes qui fomentent des attaques contre les États-Unis.

Selon les membres de l'entourage d'Obama, l'Irak et l'Afghanistan avaient été d'utiles laboratoires pour ces tactiques, mais les adopter hors des zones de guerre déclarées comportait de nouvelles considérations juridiques et diplomatiques. Une équipe de conseillers chevronnés constituée de commandants d'opérations spéciales, de stratèges et de responsables du Pentagone a poussé le nouveau président à intensifier les guerres secrètes menées au Yémen et en Somalie pour y combattre les menaces émergentes. Ses conseillers appelaient à balayer les obstacles bureaucratiques d'un revers de main et à restructurer les opérations létales. En résumé, c'est une nouvelle configuration globale de l'assassinat qu'ils réclamaient, ce qui demandait de louvoyer dans une guerre intestine de plus en plus intense entre la CIA et le Pentagone, qui s'affrontaient pour prendre le contrôle.

C'est longtemps la CIA qui a dirigé la guerre secrète au Pakistan. En 2009, Obama a accordé plus de drones à l'agence, afin de pilonner régulièrement Al-Qaïda, les talibans pakistanais et d'autres cibles au Pakistan et en Afghanistan[1]. L'armée, chargée de poursuivre la guerre en Afghanistan, a été en grande partie mise sur la touche au Pakistan, hormis pour les raids transfrontaliers occasionnels et le recours à ses pilotes pour opérer les drones de la CIA[2]. Mais jouer un rôle secondaire dans la guerre

globale des drones n'a pas suffi au Pentagone, qui a tenté de s'imposer à la tête des campagnes de drones au Yémen et en Somalie.

En septembre 2009, le général David Petraeus, commandant du United States Central Command (CENTCOM, commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient et de l'Asie centrale), a émis un décret d'entrée en guerre non conventionnelle à la force opérationnelle interarmées qui préparerait le terrain aux forces armées pour des actions clandestines plus soutenues au Yémen et dans d'autres pays[3]. Ce décret a permis aux forces des opérations spéciales américaines d'entrer sur le territoire de pays alliés ou non, pour «implanter des réseaux qui pourraient "infiltrer, perturber, défaire ou détruire" Al-Qaïda et d'autres groupes militants, autant que "préparer l'environnement" à des attaques des forces armées américaines ou locales». Au même moment, le ton des discours d'AQPA et d'Al-Chabab a commencé à se durcir et AQPA a commencé à préparer des attaques terroristes en sol américain. Suite à la tentative avortée du «terroriste en sous-vêtements», le gouvernement Obama a donné le feu vert aux actions directes des commandants d'opérations spéciales[4].

En décembre 2009, le gouvernement Obama a autorisé pour la première fois une frappe aérienne secrète au Yémen – un missile de croisière qui a tué plus de 40 personnes, la plupart des femmes et des enfants[5]. Après cette frappe, à l'instar du programme de la CIA au Pakistan, les drones viendraient soutenir la traque de cibles de grande importance menée par le JSOC dans la région. Quand Obama est entré en fonction, les Américains n'avaient mené qu'une frappe de drone au Yémen, en novembre 2002[6]. En 2012, on rapportait une frappe de drone tous les six jours. Jusqu'en août 2015, seulement au Yémen, ce type d'attaque a fait plus de 490 morts.

«La campagne des drones n'a qu'un seul but aujourd'hui, et c'est de tuer. Dans l'expression "capture-élimination", "capture" n'est pas un terme approprié. Dans la stratégie des drones, "capture" s'écrit sans majuscule. On ne fait plus de captures», a reconnu le général Michael Flynn, ancien chef de la DIA. «Toute notre politique au Moyen-Orient semble reposer sur les tirs de drones. C'est le choix de ce gouvernement pour lutter contre le terrorisme. Ils sont fascinés de voir à quel point il est facile pour les forces d'opérations spéciales et de la CIA de débusquer une personne en plein

milieu du désert, dans un petit village merdique, et de lui envoyer une bombe sur la tête pour la tuer.»

La force opérationnelle 48-4 des opérations spéciales était le fer de lance du gouvernement Obama de l'intensification des guerres en Afrique de l'Est et dans la péninsule arabique. Son centre de commandement principal se situait dans l'ancien camp Lemonnier de l'armée française, à Djibouti, une petite enclave entre l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie et le golfe d'Aden. Grâce à sa position stratégique, Lemonnier a servi de centre pour lancer des opérations militaires dans la région. Pour les drones, la force opérationnelle utilisait aussi une plateforme et un dispositif de surveillance dans la mer d'Arabie pour recueillir des données. La force opérationnelle 48-4 disposait de bases à Nairobi et Sanaa ainsi qu'une base pour les drones à Arba Minch en Éthiopie. Une petite base dans la baie de Manda, au Kenya – à un jet de pierre de la Somalie – hébergeait les commandos des opérations spéciales et les avions avec leur équipage.

Les opérations de la 48-4, qui visaient à traquer, tuer ou capturer des membres d'AQPA et d'Al-Chabab, ont principalement été menées par des drones et des aéronefs à voilure fixe. Parfois, des petites équipes d'agents spéciaux lançaient des opérations au sol en Somalie et au Yémen, interceptaient des bateaux ou kidnappaient des terroristes présumés[7], mais le drone était l'arme de prédilection du gouvernement. «C'est le choix politique le plus avantageux: coût faible, pas de morts du côté américain et ça donne une impression de force», déclare l'amiral Dennis Blair, ancien directeur national du renseignement d'Obama, pour résumer comment le gouvernement envisageait cette politique. «C'est bien vu aux États-Unis. Ce n'est qu'à l'étranger que les drones sont impopulaires. Les dégâts de cette politique sur les intérêts américains n'apparaissent qu'à long terme[8].»

Alors que la clarification du statut du Yémen devenait l'une des priorités absolues de la lutte antiterroriste américaine, la guerre intestine larvée entre le Pentagone et la CIA s'est envenimée. En 2011, la CIA a commencé à utiliser une nouvelle base en Arabie saoudite, qui lui facilitait l'accès aux cibles situées au Yémen. Des listes de cibles parallèles et concurrentes menaient à une lutte interne pour le contrôle de la guerre des drones au Yémen. Le duel s'est transporté à la une du *New York Times* et du *Washington Post*, abreuvés de fuites internes orchestrées des deux côtés,

pour savoir qui pèserait le plus sur les décisions politiques. Les partisans de la CIA au Congrès ont déclaré que l'agence était plus «patiente et discrète» dans ses frappes de drones, alors que ceux qui étaient du côté de l'armée déploraient le fait que l'agence était mal équipée pour mener des opérations quasi militaires, ainsi que son manque de transparence[9].

Au point culminant de cette guerre de tranchées bureaucratique, en 2012, l'ISR, une unité du Pentagone, influente et bien financée, a commencé à préparer une note classifiée sur les défis rencontrés par les forces des opérations spéciales qui intervenaient en Afrique de l'Est et dans la péninsule arabique, dont la force opérationnelle 48-4[10]. L'ISR a été placée sous le contrôle de Michael Vickers, un vétéran des opérations paramilitaires de la CIA. Obama avait promu Vickers au rang de sous-secrétaire du renseignement en 2010 et, en tant que plus haut responsable du renseignement du Pentagone, celui-ci avait une influence considérable lorsqu'il était question des opérations secrètes.

L'ISR a été créée en 2008 pour étudier les besoins en dispositifs de surveillance et de renseignement des combattants en Afghanistan et en Irak[11]. En 2012, elle s'était transformée en un groupe de pression multimilliardaire réclamant l'acquisition de dispositifs de surveillance de haute technologie pour soutenir les forces spéciales dans leurs guerres non conventionnelles. En soulignant les défis relevés par les forces spéciales chargées de perturber et détruire les réseaux terroristes, l'ISR cherchait à obtenir plus d'équipement et de données pour mener à bien ses opérations.

Le 15 octobre 2015, *The Intercept* publiait deux versions de l'étude qui portaient le même titre: «Le soutien de l'ISR aux opérations ponctuelles de lutte antiterroriste – Somalie/Yémen». Le premier ensemble de documents, un rapport détaillé, avait été diffusé en février 2013. Le second, un résumé analytique, avait été révélé en mai 2013, le mois où Obama a prononcé son premier discours majeur sur les drones et les assassinats ciblés. Le moment choisi pour publier ces rapports n'est pas anodin, car c'est à cette époque que le gouvernement Obama a commencé à évoquer publiquement l'idée de confier le contrôle du programme de drones à l'armée.

«Les États-Unis attaquent Al-Qaïda et ses forces alliées avec des avions pilotés à distance que l'on nomme communément drones», expliquait Obama devant un parterre militaire. «Cette nouvelle technologie soulève

des questions profondes qui ne sont pas nouvelles – qui est visé, et pourquoi; les victimes civiles et le risque de se faire de nouveaux ennemis; la légalité de telles frappes face au droit américain et international; la responsabilité et la morale[12].» Les frappes de drones, a-t-il affirmé, sont «efficaces» et légales. Obama n'a pas mentionné la force opérationnelle 48-4 dans son discours, mais il parlait bien des actions de cette division – et de celles du programme parallèle de la CIA.

Pendant la période couverte par l'étude de l'ISR, de janvier 2011 à juin 2012, trois citoyens américains ont été abattus lors d'attaques de drones au Yémen. Un seul d'entre eux, le pasteur radical Anwar Al-Awlaki, était une cible désignée. Les États-Unis ont déclaré qu'ils ne cherchaient pas à éliminer Samir Khan, l'homme qui voyageait avec Awlaki quand un missile Hellfire a percuté leur véhicule. Le troisième citoyen américain assassiné – le cas le plus controversé – était le fils d'Awlaki, Abdulrahman Awlaki, âgé de 16 ans. Il a été tué deux semaines après son père, alors qu'il dînait avec son cousin et des amis. Immédiatement après l'attaque, des responsables anonymes du gouvernement ont déclaré que le jeune Awlaki était lié à Al-Qaïda et qu'il avait 21 ans. Après que la famille a produit son certificat de naissance, les États-Unis ont changé de position et un responsable anonyme a déploré l'assassinat de l'adolescent en parlant d'une «erreur monstrueuse[13]».

Un ancien responsable du gouvernement Obama, qui a travaillé sur le programme de ciblage d'objectifs de grande importance et qui a demandé à ne pas être nommé dans la mesure où il discutait d'affaires classifiées, m'a dit en 2013 qu'après l'exécution d'Abdulrahman, le président, «surpris et contrarié, a exigé des explications». «Nous ne savions absolument pas que le gamin était là», raconte le responsable. La Maison-Blanche n'a reconnu officiellement l'attaque que deux ans plus tard. «Nous avons abattu trois citoyens américains dans une période très courte. Deux n'étaient même pas des cibles: Samir Khan et Abdulrahman Awlaki. Ça n'est pas très beau à voir. C'est gênant.» L'ancien responsable a dit que John Brennan, conseiller en chef d'Obama en matière de lutte antiterroriste, «croyait que l'enfant avait été tué intentionnellement et a exigé une enquête. Je ne sais pas ce qui en est sorti[14]». Quand je l'ai interrogé à ce propos, le porte-parole du

Conseil de sécurité nationale (NSC) m'a répondu: «Nous ne pouvons pas commenter les détails exacts des opérations.»

Le lieutenant-général Flynn qui, depuis son départ de la DIA, est devenu un critique véhément du gouvernement Obama, accuse la Maison-Blanche de recourir aux frappes de drone par opportunisme plutôt que pour leur efficacité. «On avait tendance à dire: "Larguez une bombe depuis un drone et faites écrire dans les journaux qu'Abu Bag of Doughnuts a été tué" et on se sentait bien pendant vingt-quatre heures, dit Flynn. Et vous savez quoi? Ça ne servait à rien. On fabriquait un martyr et on leur donnait une nouvelle raison de nous combattre.»

Glenn Carle, un ancien officier supérieur de la CIA, met en doute la description que fait Flynn de l'utilisation généralisée des drones par le gouvernement Obama. Après avoir passé plus de vingt ans dans les services secrets de la CIA, il m'a confié: «Je doute que le gouvernement ait jamais pris une décision officielle pour agir de la sorte. Obama se fait toujours attaquer par la droite sur les questions de la défense. On lui reproche d'être incapable de prendre des décisions difficiles. Ce qui est faux. Le gouvernement Obama a été impitoyable dans sa poursuite des terroristes. Si nous estimons que certains individus essayent de nous tuer, alors nous faisons tout pour que leur vie soit écourtée.»

Selon l'étude de l'ISR, la force opérationnelle 48-4 ne disposait pas d'une grande puissance de feu à Djibouti pour tuer ou capturer les cibles validées par le président. Une diapositive montre que, jusqu'en 2012, la base du camp Lemonnier hébergeait plus d'une douzaine de drones armés et d'avions de surveillance. Son arsenal contenait aussi huit chasseurs-bombardiers F-15E, qui peuvent transporter des bombes à charge pénétrante de 2 200 kg guidées par laser. L'ISR recommandait d'augmenter le nombre de drones pour les opérations spéciales et d'étendre la durée des mandats pour capturer et interroger les suspects «avec l'aide des pays d'accueil partenaires».

La sous-traitance de certaines opérations américaines de capture-élimination aux autorités locales, fréquente durant les mandats de Bush, a souvent mené à des violations des droits humains, à des cas de torture et à des exécutions extrajudiciaires. «J'hésite beaucoup à soutenir les armées étrangères, les forces paramilitaires ou les milices», dit Clinton Watts, ancien agent spécial du FBI qui a travaillé pour la lutte antiterroriste et qui

est ensuite devenu un officier supérieur du NCTC de West Point. «J'ai déjà pu voir ça de près. Vous cautionnez les viols et les pillages dans les campagnes. Vous ne pouvez pas les contrôler, vous ne savez pas ce qu'ils font et tout vous explose en pleine face comme une attaque de drone ratée.»

L'ISR a affirmé que le nombre d'opérations de capture pourrait augmenter si l'on avait recours à des «conseillers» américains pour bâtir des partenariats avec les autorités locales et déployer des «opérations de forces d'avant-garde». L'armée américaine a recours à ces dernières pour implanter discrètement des appareils de surveillance et accéder à des endroits habités par des cibles potentielles, souvent dans des pays où les États-Unis ne sont pas encore en guerre. Les forces déployées pour les «opérations d'avant-garde» peuvent aussi mener à des «actions directes» clandestines, comprenant des assassinats et des captures[15]. Sous le gouvernement Bush, ces opérations ont d'abord servi à justifier le déploiement clandestin des services spéciaux américains à travers le monde pour préparer les tactiques à adopter sur les futurs champs de bataille[16]. Quand le gouvernement Bush a décrété que le monde entier était un «champ de bataille[17]», après le 11-Septembre, ces activités se sont multipliées.

En juillet 2015, le gouvernement américain lance un appel d'offres pour l'entraînement des troupes du commandement du Pacifique – qui mènent les opérations des forces d'avant-garde – et exige un apprentissage des tactiques qui «favorisent directement ou indirectement la surveillance technique des opérations dans des zones contrôlées[18]». Parmi celles-ci, le crochetage d'une série de verrous physiques et technologiques; la copie de clés d'hôtels; le crochetage de systèmes de verrouillage de voitures; et l'apprentissage de la maîtrise de soi dans les techniques d'évasion. L'appel d'offres précise que ces apprentissages permettront aux agents de «rester performants dans cette gamme précise de compétences».

Le ton de l'étude de l'ISR donne parfois l'impression que les forces d'opérations spéciales sont prisonnières des coupes dans le budget et d'une bureaucratie juridique qui les empêche de capturer et tuer les terroristes avec la fréquence, l'efficacité et l'urgence exigées par les politiciens. Le lieutenant-général Flynn fait écho à ces sentiments, lui qui a été à la tête du

JSOC pendant des années. «Vous ne pouvez pas mener d'opérations de contre-insurrection, de lutte antiterroriste sans des interrogatoires efficaces. Si le président dit "Détruisez l'ennemi", mais que vous réclamez des ressources en vain, alors vous ne gagnerez jamais. Si vous ne pouvez ni capturer ni interroger votre ennemi, votre efficacité dans les opérations antiterroristes est au moins réduite de moitié, voilà le défi auquel nous sommes confrontés.»

Carle, l'ancien agent du FBI, est d'avis que l'étude de l'ISR était une manœuvre dans le cadre d'une guerre intestine «classique»: «Si vous contrôlez le budget, alors vous contrôlez les décisions. Chacun croit que les jouets qu'il a entre ses mains sont les meilleurs et que, par conséquent, il lui en faut plus.» Le Pentagone veut «accroître son influence pour que les types en civil de la CIA, indisciplinés et débraillés, qui trinquent dans les réceptions, ne puissent plus lui dire quoi faire. C'est une lutte institutionnelle classique.»

L'étude de l'ISR utilise le langage de l'entreprise privée pour décrire les opérations létales, comme s'il s'agissait de produits nécessitant une réorientation et une mise à jour. Elle contient des analyses réalisées par IBM, qui s'est vanté du fait que son travail pour le Pentagone «intègre des méthodes commerciales de consultation à une connaissance tacite de la mission, remettant des produits et des conseils de travail qui améliorent les opérations et créent de nouvelles possibilités[19]». L'étude compare les opérations conventionnelles dans lesquelles les troupes américaines étaient engagées au sol, comme en Irak et en Afghanistan, aux guerres secrètes au Yémen et en Somalie, où la présence militaire américaine était discrète et sporadique. À l'inverse de la situation en Irak et en Afghanistan, où les unités des opérations spéciales avaient carte blanche pour mettre en place un programme d'assassinats et de captures, en Somalie et au Yémen, les forces devaient appliquer les règles et les directives les plus strictes. «Si l'on se rapporte aux opérations précédentes, avance l'étude, il faut beaucoup plus de temps pour atteindre les objectifs.» La CIA a opéré au Pakistan avec des exigences moins strictes à respecter pour obtenir l'accord du président avant de lancer les attaques; le président a aussi renoncé à l'obligation selon laquelle une cible de la CIA devait représenter une menace «imminente[20]».

Selon l'étude, «relativement peu de terroristes de haut niveau répondent aux critères d'exécution». Aussi, l'exigence d'un «minimum» de dégâts collatéraux et la conformité au critère d'«assurance presque totale» pour identifier positivement une cible «réduisent les opportunités de ciblage». Les auteurs de cette étude se plaignent du fait que l'identification positive et la réduction des dommages collatéraux décuplent les difficultés techniques, surtout lorsque, à cause d'un nombre insuffisant de drones et de plateformes vidéo, les appareils de surveillance ne répondent plus à la demande et se mettent à «clignoter». Un ancien officier supérieur des opérations spéciales, qui n'a pas voulu être identifié car il commentait des documents classifiés, a dit que l'étude de l'ISR était considérée comme un «cahier de doléances». Le message, selon lui, était le suivant: «Nous ne pouvons pas faire ce que vous nous demandez, car nous n'avons pas les ressources nécessaires.»

Le débat interne sur le contrôle du programme des drones se poursuit, avec des rapports qui suggèrent la mise en place d'une «structure bicéphale de commandement», soit la CIA et l'armée[21]. Pour l'heure, il semble que l'armée ait obtenu la majeure partie de ce qu'elle réclamait. En août 2015, *The Wall Street Journal* annonçait que l'armée prévoyait «accroître nettement le nombre de vols de drones durant les quatre prochaines années, donnant accès à plus de renseignements et procurant une puissance de feu accrue pour maintenir sous pression les points chauds émergents à l'échelle planétaire». L'article déclarait que les vols de drones augmenteraient de 50 % d'ici 2019, et d'ajouter: «Tout en étendant la surveillance, le Pentagone prévoit aussi d'augmenter le nombre de frappes aériennes mortelles[22].»

La chaîne d'assassinat

Cora Currier

LES DOCUMENTS SECRETS de l'armée publiés par *The Intercept* le 15 octobre 2015 sont une preuve rare de la procédure par laquelle le gouvernement Obama établit et utilise sa liste de cibles à éliminer au Yémen et en Somalie. On y découvre le processus de prise de décision derrière les attaques de drones et les autres opérations menées dans le cadre de la guerre secrète, de l'étape du choix et du contrôle des cibles par les responsables de l'armée et de la Maison-Blanche, jusqu'à la validation présidentielle d'une fenêtre meurtrière de soixante jours.

Ces documents éclairent, et parfois contredisent, la version officielle du gouvernement à propos de la campagne qui vise les terroristes de haut niveau représentant une menace imminente pour les États-Unis. Les auteurs de l'étude admettent ouvertement que la capture de terroristes ne se produit pas souvent, et laissent entendre que le recours à des frappes «ponctuelles» contre des individus inconnus au comportement suspect est fréquent. Une diapositive illustre la chaîne de commandement qui conduit jusqu'à l'autorisation d'une frappe mortelle.

Le gouvernement Obama a toujours été réticent à déclassifier ne serait-ce que la justification juridique des attaques de drones. Il a donc, à plus forte raison, gardé secrète la structure bureaucratique dévoilée dans ces documents. La CIA et le JSOC ont tous les deux mené des attaques de drones au Yémen, et ont été avares de commentaires à ce sujet. Les défenseurs des droits civiques, eux, ont accueilli ces révélations avec satisfaction. «Les citoyens ont le droit de savoir qui prend ces décisions, et ce sur quoi elles sont fondées», indique Jameel Jaffer, le directeur adjoint aux affaires juridiques de l'ACLU. Le Pentagone et le NSC ont refusé de répondre à des questions précises sur l'étude de l'ISR ou sur le programme

de drones. Le NSC n'a pas voulu dire si la procédure de validation des cibles et des frappes avait changé depuis la publication de cette étude.

Deux étapes vers une exécution

Une diapositive qui date de mai 2013 décrit les deux temps de la procédure de validation d'une attaque: 1) «"Développer une cible" jusqu'à "Valider une cible"»; 2) «"Autoriser" jusqu'à "Agir"». Selon une autre diapositive, la force opérationnelle 48-4 du JSOC, qui travaille avec les services de renseignement, monte une action contre quelqu'un et produit une «carte de baseball» de la cible, qui «remonte les échelons de la hiérarchie et arrive jusqu'au président».

La force opérationnelle du JSOC qui traquait la personne ciblée transmet le dossier au commandement responsable de la région – le CENTCOM pour le Yémen et le US Africa Command (AFRICOM, commandement des États-Unis pour l'Afrique) en Somalie –, puis au chef d'état-major des armées et au secrétaire à la Défense. Le dossier est ensuite évalué par une équipe de conseillers spéciaux du Principals Committee (comité directeur) du NSC, et par un groupe connu sous le nom de Deputies Committee (comité des adjoints). L'organigramme de la chaîne d'assassinat indique qu'Obama a validé chacune des cibles, mais pas chacune des frappes, même si d'autres témoignages avaient indiqué que le président ratifiait personnellement les frappes hors d'Afghanistan et du Pakistan[1]. Cependant, le graphique semble être en accord avec le commentaire de Barack Obama qui, en 2012, a déclaré: «En fin de compte, c'est moi qui supervise la procédure[2].»

Les différents témoignages sur la procédure bureaucratique de l'utilisation des drones soulignent systématiquement le rôle que jouent John Brennan, conseiller de la lutte antiterroriste d'Obama, nommé directeur de la CIA en 2013, et les juristes du gouvernement, lorsqu'il s'agit de décider qui sera tué. Sous Brennan, il semblerait que la procédure de choix des cibles ait été relocalisée à la Maison-Blanche, ce qui aurait eu pour conséquence de remplacer les vidéoconférences autrefois menées par l'état-major des armées et de donner un rôle plus important au NCTC dans

l'organisation du renseignement[3]. Plus tard en 2013, la Maison-Blanche aurait resserré le contrôle des frappes individuelles au Yémen[4].

Lors de l'étude de l'ISR, le JSOC avait une fenêtre de soixante jours pour attaquer une cible validée par le président et pour lancer la frappe, la force opérationnelle avait besoin d'une autorisation du Geographic Combatant Command (commandement géographique de combat), de l'ambassadeur et du responsable de la CIA dans le pays où était localisée la cible. Pour une cible majeure, comme Anwar Al-Awlaki, «un haut responsable doit valider la frappe», explique le lieutenant-colonel Mark McCurley, un ancien pilote de drones qui a participé à des opérations au Yémen avant de publier un livre sur son expérience. «Pour être validée, cette décision doit passer par une multitude de juristes et obtenir l'autorisation de différents échelons. La chaîne de commandement est constituée d'individus qui, tout le long, surveillent la procédure des frappes aériennes[5].» Le gouvernement du pays était aussi censé donner son accord. «Un refus = arrêt de l'opération», indique la diapositive, illustrée d'un petit panneau rouge marqué STOP.

En pratique, par contre, les modalités de collaboration variaient d'une nation à l'autre. Le ministre somalien de la Sécurité nationale, Abdirizak Omar Mohamed, a déclaré dans une interview que le président somalien et son ministre des Affaires étrangères étaient informés des frappes «parfois en avance, parfois pendant l'opération. [...] Normalement, nous étions avertis en amont», ajoute-t-il. Il ne pouvait citer d'exemples où les autorités somaliennes s'étaient opposées à une frappe, mais il a précisé que, le cas échéant, il présumait que les États-Unis auraient respecté leur décision.

LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT

Tom Donilon
Conseiller à la sécurité nationale

Hillary Clinton
Secrétaire d'État

Timothy Geithner
Secrétaire du Trésor

Leon Panetta
Secrétaire de la Défense

Eric Holder
Procureur général

Steven Chu
Secrétaire de l'Énergie

Janet Napolitano
Secrétaire de la Sécurité intérieure

▲ **Comité directeur**

PREMIÈRE ÉTAPE : CHOISIR UNE CIBLE

Général Martin Dempsey
Chef d'état-major des armées

Général James Mattis
Commandant du CENTCOM

JSOC

Selon une étude du Pentagone, Obama a accordé des autorisations de soixante jours pour tuer des terroristes présumés, mais il n'a pas autorisé de frappes individuelles. Ce graphique montre les responsables qui auraient participé au choix des cibles au Yémen début 2012, d'après la chaîne de commandement décrite dans l'étude.

En 2011, le président yéménite Ali Abdullah Saleh traversait une crise. Il a quitté le pays en juin après avoir été blessé lors d'un attentat, alors que des manifestations secouaient le pays pendant le printemps arabe. La CIA et le JSOC ont intensifié leur campagne de drones, fortement soutenus par le successeur de Saleh, Abdu Rabbu Mansour Hadi[6]. «Avec Saleh il n'y a presque jamais eu de coordination. Une fois que Hadi est devenu président, en mars 2012, il y avait de fortes chances pour qu'on soit prévenus» avant que les frappes de drones ne soient menées, a expliqué un ancien haut responsable yéménite qui a travaillé à la fois pour le régime de Saleh et celui de Hadi. En 2015, avec la capitale du Yémen aux mains du groupe rebelle houthi et les bombardements continus de l'Arabie saoudite, les juristes du gouvernement ne se souciaient guère d'obtenir l'autorisation pour lancer des frappes de drones en plein dans la mêlée[7]. «Maintenant, je pense qu'ils s'en fichent complètement d'avertir qui que ce soit. Il n'y a plus d'interlocuteur», continue le même responsable yéménite, qui, parce qu'il commente les troubles actuels et qu'il ne travaille plus pour le gouvernement, a demandé à garder l'anonymat.

Qui peut être visé

Les gouvernements Bush et Obama ont tous les deux maintenu la possibilité de poursuivre des membres d'Al-Qaïda et leurs alliés où qu'ils soient dans le monde, grâce à l'autorisation octroyée en 2001 de recourir à la force militaire. L'étude de l'ISR, qui se réfère à des opérations qui tombent sous le coup de cette autorisation, montre aussi comment les campagnes d'assassinats ciblés diffèrent des pratiques sur les champs de bataille traditionnels, dans la mesure où la région est située «en dehors d'un théâtre d'opérations de conflit armé actif», ce qui limite les «opérations américaines autorisées».

En mai 2013, la Maison-Blanche a rendu publiques les directives censées encadrer les opérations létales de lutte antiterroriste pour contenir une pression qui la poussait à admettre que la guerre des drones avait fait des victimes parmi les civils[8]. Comme nous l'avons déjà dit, Obama a annoncé que seuls les individus qui représentaient une «menace permanente et imminente pour le peuple américain» et qui ne pouvaient être capturés

étaient visés[9]. Une frappe n'était lancée qu'avec l'«assurance presque totale» qu'aucun civil ne serait tué ou blessé.

Or, même avec les nouvelles directives, les juristes, et surtout les avocats spécialisés en droits humains, ont critiqué la position du gouvernement Obama en affirmant que, d'un point de vue strictement légal, les États-Unis sont en conflit armé avec Al-Qaïda au Yémen et en Somalie; ils contestent donc les normes qui doivent s'appliquer à ces frappes[10]. D'autres se demandent comment les centaines de personnes tuées par les frappes de drones dans ces pays remplissent la condition soi-disant nécessaire pour être exécutées. «Je pense qu'on peut soulever quelques interrogations sur la rigueur avec laquelle certaines exigences sont appliquées», dit Jennifer Daskal, professeure de droit à l'American University qui a travaillé au département de la Justice de 2009 à 2011. «L'assurance presque totale d'éviter la mort de civils: est-ce qu'on impose quoi que ce soit? Qu'est-ce qu'une "capture impossible"? Jusqu'où faut-il essayer?»

L'étude n'indique pas clairement si elle renvoie aux directives de mai 2013, dans la mesure où elle ne donne aucune description détaillée du critère de validation de la cible, indiquant seulement que la personne visée doit être une «menace pour les troupes ou les intérêts américains». Un porte-parole du NSC n'a pas expliqué pourquoi les critères de l'étude diffèrent des directives émises en mai 2013, mais il a souligné que «ces directives sont toujours en vigueur aujourd'hui».

La fenêtre de deux mois pour attaquer, explique Hina Shamsi, directrice du projet de sécurité nationale de l'ACLU, montre que le gouvernement a une interprétation assez large de ce qu'est une «menace permanente et imminente»: «Si vous avez une autorisation pour une période de plusieurs mois, vous signifiez qu'une personne peut être toujours visée, qu'elle participe ou non aux combats.»

L'organigramme de la chaîne d'autorisation ne mentionne jamais la capture. Il est peut-être sous-entendu que cette option fait partie du processus de ciblage, mais cette omission met en lumière les faits au-delà de la préférence affichée du gouvernement Obama pour la capture: la détention d'une cible choisie est exceptionnelle.

Comme nous l'avons déjà vu, entre 2011 et 2012 les captures ne comptaient que pour 25 % des opérations menées dans la corne de l'Afrique, et elles ont toutes été effectuées par des forces étrangères. Le gouvernement Obama a rendu publiques quelques-unes d'entre elles, dont celle du commandant d'Al-Chabab, Ahmed Abdulkadir Warsame, capturé en avril 2011 par les forces américaines dans le golfe d'Aden et ramené à Manhattan pour un procès. Il n'apparaît peut-être pas dans les chiffres, car il a été arrêté en mer.

L'étude ne fournit pas le nombre total de frappes ni celui des victimes, mais elle stipule que «relativement peu de terroristes de grande importance satisfont les critères de ciblage» et qu'à la fin de juin 2012, il n'y avait que 16 cibles validées au Yémen et 4 en Somalie. Malgré le faible nombre de personnes sur la liste de cibles à éliminer, il y a eu entre 2011 et 2012 au moins 54 attaques américaines signalées au Yémen, tuant *a minima* 293 personnes, dont 55 civils, selon le Bureau of Investigative Journalism. En Somalie, trois attaques ont entraîné la mort d'au moins six personnes[11].

Certaines des frappes au Yémen auraient été menées par la CIA qui, depuis la mi-2011, envoie des drones vers le Yémen à partir d'une base en Arabie saoudite. Selon certaines sources, elle posséderait sa propre liste de cibles à éliminer et ses règles internes[12]. L'armée, parfois, a elle aussi blessé de nombreuses autres personnes dans ses tentatives d'assassinat d'une cible de grande importance. L'étude contient une description de la traque d'un membre présumé d'Al-Qaïda, l'«objectif Rhodes» ou «Anjaf» – probablement Fahd Saleh Al-Anjaf Al-Harithi, déclaré mort en juillet 2012, le même jour que la cible de l'objectif Rhodes. Une attaque ratée contre Al-Harithi en avril cette année-là a coûté la vie à deux «ennemis». Les nouvelles annonçaient alors que trois «militants» étaient morts[13].

Par ailleurs, le grand nombre de frappes signalées pourrait être l'indication de frappes particulières au Yémen, où des personnes peuvent être visées en raison de leurs comportements suspects sans preuve de leur appartenance à un groupe terroriste. En 2012, des responsables gouvernementaux disaient que le président Obama avait autorisé des frappes au Yémen sur des personnes inconnues. Selon lui, les «frappes d'obstruction aux attentats terroristes» étaient mieux encadrées que les frappes ponctuelles de la CIA au Pakistan[14]. L'étude fait allusion à l'usage

de drones et d'avions-espions pour «accomplir un travail de développement de réseaux de frappes d'obstruction aux attentats terroristes», vraisemblablement en référence à la surveillance des habitudes de comportement et des fréquentations des individus ciblés pour les frappes ponctuelles. On ne sait pas clairement qui dirige ces frappes, qui remettent en cause les affirmations répétées du gouvernement selon lesquelles les États-Unis abattent principalement des cibles de «grande importance».

L'assurance presque totale

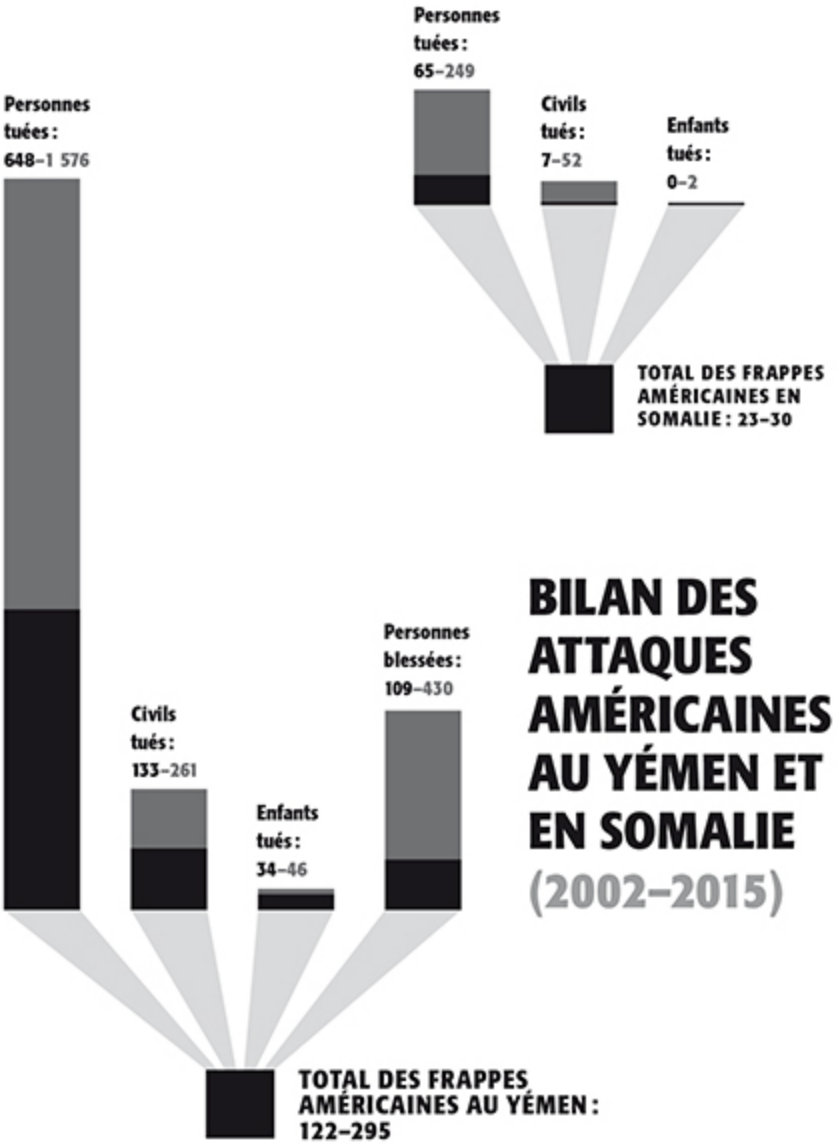
Selon les directives publiées en mai 2013 par la Maison-Blanche, une frappe ne doit être menée qu'au terme d'une surveillance systématique et n'advenir qu'en l'absence de civils. Pour lancer l'opération, il faut «l'assurance presque totale que la cible terroriste sera présente» et que «les non-combattants ne seront ni tués ni blessés». Selon l'étude de l'ISR, les règles sont un peu différentes. Les «dommages collatéraux doivent être réduits», ce qui signifie une faible estimation du nombre d'innocents qui pourraient être blessés, et il doit y avoir «l'assurance presque totale» que la cible est présente, «confirmée par deux sources de renseignement concordantes». À la différence de ce que déclare la Maison-Blanche, le critère de «l'assurance presque totale» ne s'applique pas aux civils. Bien que l'étude cite «la nécessité d'éviter les dommages collatéraux» pour expliquer «l'échec» des missions, elle ne fournit ni bilan de victimes civiles ni exemples de fausses informations qui auraient conduit à la mort d'innocents.

En arriver à une identification précise représente un problème «critique» pour le programme de drones de la région, en raison d'une technologie limitée et du nombre d'avions-espions insuffisant. L'armée s'appuie principalement sur le renseignement électromagnétique, en grande partie collecté par les gouvernements étrangers qui ont leurs propres priorités. Bien sûr, l'identification de la bonne cible est directement reliée à la question des victimes civiles: si vous n'êtes pas sûr de votre cible, il se peut que vous tuiez des personnes innocentes. En Irak et en Afghanistan, «quand il y a des dommages collatéraux, il s'agit dans 70 % des cas d'une identification qui n'a pas fonctionné – autrement dit, d'une erreur», selon

un article de Gregory McNeal, expert des drones et de la sécurité de l'École de droit de Pepperdine[15]. Un autre aspect compte: un ancien haut gradé des opérations spéciales qui a demandé à garder l'anonymat, car il commentait des documents classifiés, a expliqué que si le délai de soixante jours expirait, les analystes devaient reconstituer un dossier sur la cible. Cela pouvait les inciter à agir rapidement avant que la fenêtre se referme.

À l'époque de l'étude de l'ISR, de nombreuses frappes du JSOC ont tué des innocents. Une attaque menée en septembre 2012 au Yémen, sur laquelle Human Rights Watch (HRW) et le réseau de fondations Open Society ont longuement enquêté, a tué douze civils, dont trois enfants et une femme enceinte[16]. Aucun militant connu n'est mort dans cette frappe, et le gouvernement yéménite a dédommagé les familles des victimes, mais les États-Unis n'ont jamais offert d'explication. «Les mères, les pères, les frères et les sœurs des victimes de ces attaques de drones veulent en connaître la raison», dit Amrit Singh, le conseiller juridique en chef de la Open Society Justice Initiative. «On ne nous donne aucune explication sur ces attaques, les familles n'ont, dans la plupart des cas, pas de compensation et ne sont au courant d'aucune enquête.»

Au printemps 2015, la Maison-Blanche a annoncé, lors d'un de ses rares aveux d'erreur de ciblage, que deux otages détenus par Al-Qaïda, un Américain et un Italien, avaient été tués par une frappe de drone de la CIA au Pakistan en janvier[17]. Le porte-parole de la Maison-Blanche a essayé d'expliquer cette tragédie en reprenant les critères qui n'avaient pourtant pas suffi à protéger les victimes: les otages étaient morts malgré «l'assurance presque totale» qu'ils n'étaient pas présents après une «surveillance presque continue».



BILAN DES ATTAQUES AMÉRICAINES AU YÉMEN ET EN SOMALIE (2002–2015)

Depuis la première attaque de drones au Yémen en 2002, des centaines de personnes ont été tuées lors d'opérations américaines au Yémen et en Somalie, dont beaucoup étaient des civils innocents. Les chiffres ont été établis par le Bureau of Investigative Journalism d'après des rapports sur les attaques de drones de la CIA et du JSOC et sur d'autres opérations. La grande marge d'erreur des estimations est due aux difficultés inhérentes à la collecte de données sur les frappes aériennes dans les zones de combat. Les « personnes tuées » étaient souvent des inconnues. Ce pouvait être des civils comme des terroristes présumés ou des militants. Les États-Unis n'ont pratiquement jamais autorisé publiquement les opérations individuelles.

Au cœur du dédale des drones

Jeremy Scahill

LES DOCUMENTS SECRETS publiés par *The Intercept* en avril 2015 confirment que la grande base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne, est le pôle technologique du programme de drones des États-Unis. Ramstein est le site d'une station relais satellitaire qui permet aux opérateurs de drones dans le sud-ouest des États-Unis de communiquer avec leurs aéronefs contrôlés à distance jusqu'au Yémen, en Somalie, en Afghanistan et dans d'autres pays cibles. Le jeu de diapositives secrètes, de juillet 2012, fournit le schéma le plus complet à ce jour des installations techniques qui servent de socle aux attaques menées avec les drones Predator et Reaper.

Face aux virulentes critiques formulées en Europe à l'égard des Américains sur leur programme d'assassinats ciblés, les hauts fonctionnaires américains et allemands ont longtemps minimisé le rôle de Ramstein dans ces opérations, et toute question qui leur était adressée à ce sujet recevait une réponse évasive soigneusement formulée. Or les diapositives fuitées montrent que les installations de Ramstein jouent un rôle central dans les frappes de drones menées par la CIA et l'armée américaine au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Afrique. Selon la source, on ne saurait exagérer l'importance de Ramstein pour la guerre des drones américaine: «Ramstein achemine les instructions aux drones et renvoie les images récoltées. Sans Ramstein, les drones ne pourraient pas fonctionner, en tout cas pas comme ils fonctionnent aujourd'hui.»

Cette nouvelle preuve place la chancelière allemande Angela Merkel dans une position délicate, compte tenu du fait que l'Allemagne et les États-Unis ont longtemps entretenu d'étroites relations diplomatiques. Le gouvernement allemand a autorisé les États-Unis à utiliser la base, à la seule condition qu'ils ne fassent rien qui contrevienne aux lois allemandes. Le

gouvernement américain soutient que ses frappes de drones contre Al-Qaïda et ses «forces alliées» sont légales, même en dehors des zones de guerre déclarée. Mais la magistrature allemande a laissé entendre que de telles opérations ne se justifient que sur les lieux d'un conflit officiel. De plus, l'Allemagne a le droit de sanctionner les «infractions criminelles contre le droit international [...] même si celles-ci sont perpétrées à l'étranger et n'ont aucun lien avec l'Allemagne», selon le code allemand de droit pénal international, adopté en 2002[1].

Cela signifie que les troupes américaines en poste à Ramstein pourraient, en théorie, être poursuivies par la justice allemande si elles fournissent aux pilotes de drones des données utilisées pendant les attaques. Jusqu'ici, le gouvernement allemand s'est montré peu enclin à engager de telles poursuites, mais une pression de plus en plus forte pourrait l'y pousser. «C'est du meurtre pur et simple», s'indigne Björn Schiffbauer de l'Institut de droit international de l'université de Cologne. Les juristes interviewés par *Der Spiegel* ont déclaré que les troupes américaines pourraient être poursuivies pour crimes de guerre par les procureurs allemands[2].

Ramstein est l'une des bases américaines les plus importantes hors des États-Unis. Elle accueille plus de 16 000 soldats et civils. Le centre relais, dont la construction a été achevée fin 2013, trône au milieu d'une vaste forêt, à côté d'un terrain de baseball utilisé par les étudiants du lycée américain de Ramstein. Le camp principal, en béton armé, entouré d'un mur de pierre et d'arbres, possède un toit métallique incliné. À l'intérieur, les escadrons de l'armée de l'air peuvent coordonner les signaux des différentes missions de drones – surveillance et attaque. Sur deux côtés du bâtiment se trouvent six installations qui ressemblent à de gigantesques balles de golf et qui sont des relais atténuateurs satellitaires.

Dans une demande de budget pour la station satellite de Ramstein, de 2010, l'armée de l'air américaine indique que sans ces installations, le programme de drones pourrait faire face à «une forte dégradation des capacités opérationnelles», ce qui aurait un «grave impact sur les missions en cours et à venir». Si l'on se fie à cette demande, les drones Predator, Reaper et les avions sans pilote Global Hawk utiliseraient «ce site pour

mener des opérations» en Afrique et au Moyen-Orient et, sans Ramstein, les «attaques armées des drones ne pourraient être opérationnelles».

«Parce qu'il y a plusieurs théâtres d'opérations, une station relais doit être implantée dans la base aérienne de Ramstein pour fournir au commandement militaire les informations les plus à jour, à tout moment», explique le document. La station relais apporterait aussi son soutien aux opérations secrètes d'une mission illégale de l'armée de l'air connue sous le nom de «Big Safari». Le document divulgué décrit un réseau complexe d'installations partout aux États-Unis et dans le monde: des centres de commande de drones situés dans des bases militaires désaffectées aux États-Unis, jusqu'à Ramstein, en passant par les avant-postes en Afghanistan, à Djibouti, au Qatar, au Bahreïn et les installations de la NSA à Washington et dans l'État de Géorgie. Ce qui est clair, c'est que les méandres du dédale des drones américains passent presque tous par Ramstein.

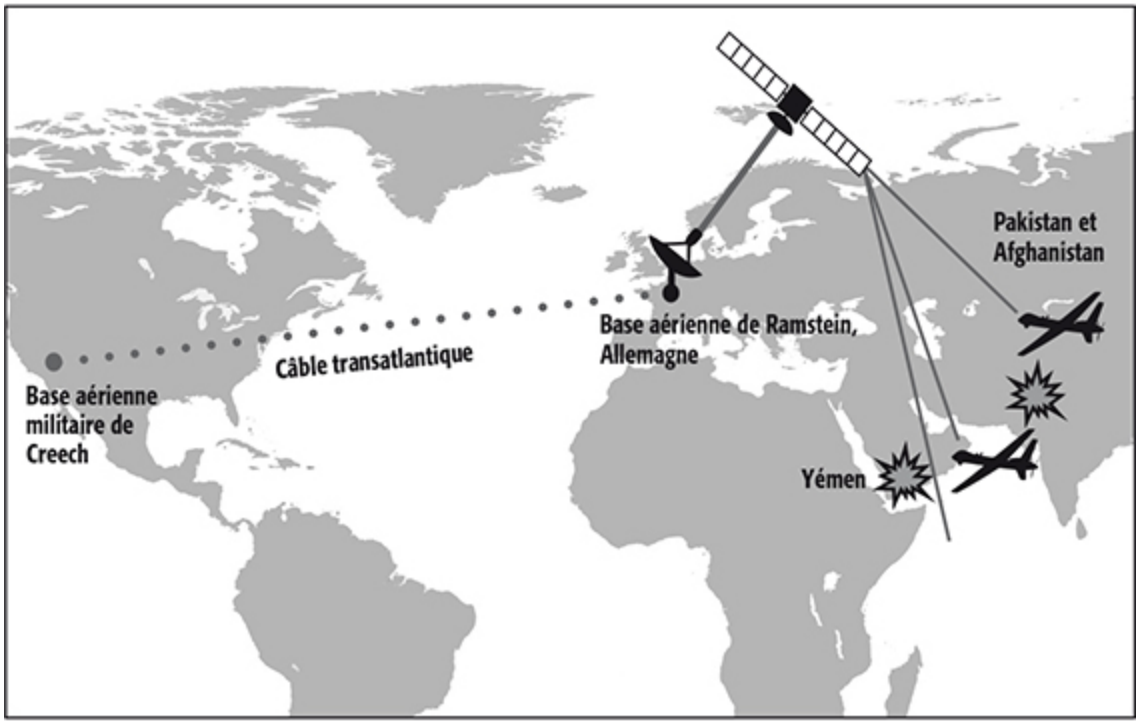
La base aérienne militaire de Creech dans le Nevada est au centre de nombreux dispositifs de la guerre des drones. Son personnel est responsable des opérations en Afghanistan – qui a subi plus d'attaques de drones que tout autre pays – et au Pakistan – où la CIA a mené une guerre aérienne secrète durant les dix dernières années[3]. Cette campagne a tué des milliers de personnes parmi lesquels des centaines de civils. Certaines missions sont effectuées à partir d'autres endroits, comme Fort Gordon en Géorgie et la base aérienne de Cannon au Nouveau-Mexique.

Les pilotes de la base de Creech et d'autres stations de contrôle au sol transmettent leurs instructions aux drones par des câbles de fibre optique transatlantiques jusqu'à Ramstein, où le signal rebondit vers un satellite et rejoint les drones situés au Yémen, en Somalie et dans autres pays cibles. Ramstein est une station relais satellitaire idéalement située pour raccourcir le temps de latence entre les instructions envoyées par les pilotes et leur réception par l'appareil. Un temps de latence trop long – ce qui nécessiterait plus de satellites relais – rendrait impossible toute manœuvre rapide. Les images vidéo d'un drone ne pourraient plus être envoyées quasiment en temps réel aux États-Unis. Sans la vitesse et la précision du contrôle qu'une installation comme Ramstein permet, les pilotes voleraient pratiquement à l'aveuglette.

Un des documents divulgués reproduit le schéma du fonctionnement de la base: la station relais satellitaire de Ramstein achemine d'abord les communications des pilotes aux appareils déployés dans différents pays et, ensuite, la vidéo produite par les drones vers plusieurs installations du renseignement et de l'armée, aux États-Unis et dans le monde. Un autre schéma montre comment les pilotes de Creech se raccordent à Ramstein et à la liaison satellite de Predator, qui permet de contrôler directement les drones, où qu'ils soient.

Tout cela – la localisation et le besoin d'héberger de façon sécuritaire une grande quantité de matériel, d'installations et le personnel nécessaire à la liaison satellitaire – fait de Ramstein l'un des sites les plus viables pour remplir cette fonction essentielle dans la guerre des drones.

Un scandale énorme a éclaté quand le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* et la chaîne de télévision publique ARB ont révélé, en mai 2013, que la base servait à mener des frappes de drones[4]. La polémique a donné lieu à des enquêtes parlementaires et les États-Unis ont plusieurs fois été appelés à expliquer exactement ce qu'ils faisaient à partir de cette base. En guise de réponse, les gouvernements allemand et américain ont réfuté les allégations et déclaré qu'il n'existait aucune preuve concrète de la participation de Ramstein dans une frappe meurtrière. Un mois plus tard, dans un discours de juin 2013 à Berlin, le président Obama a abordé le rôle de la base dans la guerre des drones. Il n'a pas dit que l'installation de relais satellitaire de Ramstein servait dans les frappes de drones américaines. Au lieu de quoi, il s'est appliqué à réfuter une accusation qui n'avait jamais été lancée: «Nous n'utilisons pas l'Allemagne comme point de lancement de drones [...] dans le cadre de notre lutte contre le terrorisme.»



Des câbles transatlantiques relient les pilotes de drones américains à leurs appareils de l'autre côté du monde.

En réponse aux questions de *The Intercept*, le commandant James Brindle, porte-parole du Pentagone, a répété les déclarations du gouvernement: «Nous entretenons une collaboration civile et militaire étroite avec l'Allemagne et gérons toutes les activités de la base en conformité avec les accords passés entre nos deux gouvernements. Le centre d'opérations aérospatiales de Ramstein sert à la planification opérationnelle, à la surveillance et à l'analyse des missions des forces aériennes en Europe et en Afrique, mais ne pilote ou ne contrôle directement aucun engin aérien avec ou sans équipage.»

Le gouvernement allemand a tenu peu ou prou les mêmes propos, expliquant qu'aucun pilote de drone n'était basé à Ramstein et qu'aucun drone n'en décollait. «Le gouvernement américain a confirmé qu'aucun aéronef armé n'est contrôlé et ne s'envole à partir des bases américaines en Allemagne», a déclaré en 2014 Steffen Seibert, le porte-parole du gouvernement allemand. En 2013, des membres du parlement allemand ont soumis des questions écrites au gouvernement: «Selon les informations dont

dispose le gouvernement fédéral, est-il vrai que des attaques de drones en Afrique ne pourraient être menées sans une station relais satellitaire reliée à Ramstein?» «Le gouvernement fédéral ne dispose d'aucune information fiable à ce sujet», a été la réponse officielle. Face à l'insistance des questions sur le relais satellitaire et son utilité, le gouvernement a fini par déclarer: «Le gouvernement fédéral ne dispose d'aucune information sur l'installation du système de satellites ni sur sa date de mise en service[5].»

Des notes internes du gouvernement allemand obtenues par *Der Spiegel* montrent que des fonctionnaires ont essayé, sans succès, de pousser le gouvernement à questionner les États-Unis sur le lien entre les installations en Allemagne et les frappes de drones. Selon un document de juin 2013, une haute responsable du ministère des Affaires étrangères, Emily Haber, a fait pression pour qu'une réponse claire soit demandée à Washington quant au rôle, dans les frappes de drones, des installations américaines en Allemagne. Sa requête a été rejetée. «La chancellerie et le ministère de la Défense préfèrent attendre que la pression du Parlement et de l'opinion "retombe"», disait la réponse. L'accord officieux entre l'Allemagne et les États-Unis semble revenir à «ne rien demander et ne rien dire», comme la loi de discrétion sur l'homosexualité dans l'armée américaine.

Si la plupart, voire l'intégralité des déclarations faites par chacun des gouvernements peuvent être vraies d'un point de vue technique, il n'en reste pas moins qu'il serait très difficile pour les États-Unis de continuer la guerre des drones actuelle sans cette base. Le jeu de diapositives recourt à toute une panoplie de flèches pour expliquer le système complexe de commande des drones dans le monde, et elles pointent toutes vers Ramstein. «Tout repose sur les plaques tournantes que sont Ramstein et Creech» dans les opérations des drones armés ou de surveillance, explique la source. Sauf s'il existe une station de liaison satellitaire cachée, les seules opérations de drones qui ne dépendent pas de Ramstein dans ces régions seraient celles menées par des appareils qui auraient une vue dégagée du terrain qu'ils survolent.

En Allemagne, les groupes de défense des droits humains, ainsi que des membres de l'opposition, ont longtemps soupçonné que Ramstein jouait un rôle actif dans la guerre des drones américaine. Ils ont sommé leur

gouvernement de ne plus permettre aux Américains d'opérer depuis le territoire allemand. Le lieutenant-général David Deptula, ancien directeur du Combined Air Operations Center (CAOC, centre interarmées des opérations) de l'armée de l'air des États-Unis, a accusé ces critiques de se laisser influencer par la «désinformation pratiquée par des organisations terroristes contre lesquelles les États-Unis luttent efficacement grâce à toutes ces choses». Deptula a supervisé l'implantation du programme américain de drones dès 2001. Dans une interview, il défendait l'utilisation de ces armes: «Les aéronefs pilotés à distance sont réellement les meilleurs moyens que nous avons pour recourir à la force. Pourquoi les Allemands voudraient-ils interrompre des opérations de renseignement qui permettent à la communauté des nations de mieux combattre le terrorisme?»

Kat Craig, la directrice juridique de Reprieve, une organisation internationale de défense des droits humains qui représente les victimes des attaques de drones au Yémen et ailleurs, explique que l'idée selon laquelle les critiques du programme de drones sont manipulées par la propagande terroriste «serait risible si elle n'était pas aussi insultante pour les victimes civiles des attaques. Trop souvent, ceux qui mènent les attaques ne savent tout simplement pas qui ils doivent tuer. Cette campagne est désastreuse parce qu'elle a été menée en secret, à l'abri du regard du public».

Si le gouvernement allemand est parvenu jusque-là à éluder les questions sur le rôle de Ramstein dans les attaques de drones, l'appareil judiciaire du pays n'aura peut-être pas la même possibilité. Deux affaires connexes se sont frayé un chemin dans les méandres de la justice du pays. En 2010, un citoyen allemand a été tué par un drone américain au Pakistan. Deux ans plus tard, un procureur fédéral a ouvert une enquête préliminaire «pour savoir si la mort violente de Bünyamin Erdogan pouvait être qualifiée de crime de guerre selon le code allemand de droit pénal international». L'affaire a été classée une fois que les enquêteurs ont statué qu'au moment où Erdogan a été abattu par un missile tiré depuis un drone, il n'était plus considéré comme un civil protégé par le droit international, mais qu'il était «membre d'un groupe armé organisé participant activement à un conflit armé». Selon l'interprétation allemande du droit international, le Pakistan

est considéré comme étant une zone de guerre dans les cas qui impliquent des militants connus dans ces régions.

La justice allemande n'a pas établi si d'autres pays cibles, comme le Yémen ou la Somalie, sont des zones de guerre. En octobre 2014, un Yéménite dont les proches avaient été tués en 2012 par un drone américain a intenté un procès contre le gouvernement allemand. Faisal bin Ali Jaber a déclaré que son neveu et son beau-frère, un imam modéré respecté pour ses sermons contre Al-Qaïda, avaient été tués dans une attaque. Jaber a affirmé que l'attaque meurtrière n'aurait pu être menée à bien sans le relais satellitaire de Ramstein. «Sans l'aide de l'Allemagne et sans la base de Ramstein, des hommes comme mon neveu et mon beau-frère seraient encore en vie aujourd'hui. C'est très simple: sans l'Allemagne, les drones américains ne voleraient pas. Je veux que le peuple allemand et son Parlement prennent la pleine mesure de ce qui se passe dans leur pays, et que le gouvernement empêche l'utilisation de la base de Ramstein dans la guerre des drones illégale et dévastatrice que mènent les États-Unis dans mon pays.» Un des avocats de Jaber a accusé l'Allemagne de «se cacher derrière les accords de statut des forces à l'étranger», et a ajouté que le gouvernement devait «assumer sa responsabilité dans la mort de civils provoquée par les drones américains[6]».

Le 20 janvier 2015, le ministère de la Défense allemand a répondu à l'accusation au nom du gouvernement: «L'accusé nie, en plaidant l'ignorance, que la station relais satellitaire de la base aérienne envoie des données de terrain d'engins aériens sans pilote du Yémen vers les États-Unis ou vers n'importe quel engin aérien sans pilote, et il nie aussi que Ramstein soit une plaque tournante essentielle au transfert de données nécessaire au guidage d'engins aériens sans pilote au Yémen.» Quant à la requête de la poursuite qui exigeait que l'Allemagne empêche la station relais de Ramstein de participer aux frappes de drones, le gouvernement allemand a répondu qu'il ne pouvait agir à titre de «"procureur public" universel envers des États souverains et punir de prétendues infractions commises en dehors de leur territoire».

Des juristes allemands ne se sont cependant pas contentés de cette justification. Si les troupes américaines stationnées à Ramstein sont impliquées dans ce que le gouvernement considère comme étant des

assassinats extrajudiciaires dans une zone de guerre non déclarée, celles-ci ne devraient pas avoir droit à l'immunité – en tout cas, pas sur le territoire allemand. Les accords de statut des forces à l'étranger de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) confèrent explicitement aux autorités allemandes le droit d'enquêter sur les membres de l'armée américaine soupçonnés d'avoir commis un crime. Les procureurs allemands se sont montrés peu intéressés à entamer ces démarches. La position de leur gouvernement consiste à dire: «Nous avons demandé aux Américains s'ils avaient violé des conventions ou des lois, et ils nous ont dit que non. Affaire classée.»

«Ce qui se passe avec les États-Unis, Ramstein et les drones, c'est un cas de division du travail», explique Wolfgang Kaleck, le directeur du European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR, centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains), une des organisations à l'origine du procès. «Le gouvernement allemand ne pose aucune question dérangeante, car il ne veut évidemment pas savoir ce qui se passe réellement.»

L'Allemagne a joué un rôle dans la guerre des drones américaine dès les débuts. En 2000, l'armée de l'air américaine a lancé une recherche sur l'armement des drones quand la CIA, qui envisageait l'assassinat d'Oussama Ben Laden, a commencé à utiliser les drones de surveillance Predator pour traquer cette cible de grande importance. Au cours de ce projet de surveillance, un scientifique a conçu pour la CIA et l'armée américaine un prototype du système encore utilisé aujourd'hui pour piloter des drones à distance.

Dans ce qu'on a d'abord appelé des «opérations fractionnées», les pilotes de drones opéraient depuis Ramstein et les appareils s'envolaient d'Ouzbékistan, pays voisin de l'Afghanistan. À partir de là, les drones pouvaient filmer en direct un bâtiment à côté de Kandahar, où Ben Laden était soupçonné de se se cacher. «Ils ont choisi Ramstein, car c'était l'endroit le plus pratique et le plus sûr pour atteindre un satellite dont l'empreinte couvrait l'Afghanistan», raconte Richard Whittle, l'auteur du livre *Predator: The Secret Origins of the Drone Revolution*. «Et ça a marché.» La réussite du développement de ces opérations a été bien

accueillie par ceux qui, au sein du milieu du renseignement américain, militaient pour l'assassinat de Ben Laden; leur mission devenait plus simple. Mais le plan d'assassiner Ben Laden avec un missile Hellfire tiré par un drone piloté depuis Ramstein est tombé sur un os. «Un juriste du département de la Défense a souligné que les Américains ne pouvaient pas appuyer sur la détente depuis le sol allemand, comme le permet l'accord américain de statut des forces à l'étranger, sans demander l'autorisation du gouvernement allemand», explique Whittle. De peur que le gouvernement du chancelier Gerhard Schroeder rejette la demande ou que l'existence de l'installation et du plan d'assassinat ne s'ébruite, la CIA est revenue à la planche à dessin. «Souvenez-vous qu'à ce moment-là, tuer Ben Laden n'avait pas la même valeur qu'elle aurait après le 11-Septembre, poursuit Whittle. Il était à peine connu du grand public. L'idée que la CIA menait des assassinats ciblés n'avait pas la même résonance, il y avait beaucoup d'hésitation.»

La CIA a envisagé d'installer la station de contrôle sur un bateau au milieu de l'océan ou dans un autre pays européen, mais ces deux scénarios entraînaient des complications et des risques techniques. En fin de compte, la CIA a décidé d'installer les pilotes dans une station de contrôle au sol dans les quartiers généraux de la CIA à Langley, et d'utiliser des câbles de fibre optique sous-marins pour les communications ultrarapides entre les pilotes et leurs drones. Le câble vers l'Allemagne serait l'artère qui relierait les pilotes aux avions qui traqueraient Ben Laden et d'autres terroristes présumés. Ce câble devait aller des États-Unis jusqu'à Ramstein, qui hébergerait un relais satellitaire assez puissant pour atteindre les satellites en Afghanistan. Mais le plus important était que les instructions de déploiement des drones armés seraient envoyées depuis les États-Unis. Les pilotes n'auraient donc plus besoin d'obtenir l'autorisation des Allemands pour la mission. Ce système portait le nom d'«opérations à distance fractionnées».

Peu après son entrée en fonction en 2009, Obama a approuvé la continuation de la guerre des drones en ouvrant notamment de nouveaux fronts en Somalie et au Yémen. Mais l'armée américaine a découvert une faille dans sa couverture satellitaire. Après une «demande urgente de l'état-major du Pentagone», un fournisseur commercial de satellites, Intelsat, a

donc placé son satellite Galaxy-26 en orbite au-dessus de l'océan Indien[7]. Ce repositionnement a permis aux signaux des opérateurs de drones installés aux États-Unis d'atteindre le Galaxy-26 en utilisant la station relais de Ramstein, facilitant ainsi le développement rapide du programme de drones.

Brandon Bryant, un ancien opérateur de capteurs qui a participé à des opérations au Yémen, en Afghanistan et en Irak, souligne que sans Ramstein, les États-Unis devraient trouver une autre base dans la région ayant la capacité d'atteindre les satellites au Moyen-Orient et en Afrique, ou installer des troupes américaines bien plus près des zones cibles. «Au lieu de pouvoir rester [aux États-Unis], ils seraient obligés de faire plus de choses à découvert, des déploiements plus ciblés, avec plus de gens sur le théâtre des opérations», avance Bryant, qui est devenu un farouche opposant du programme des drones. Les États-Unis, dénonce-t-il, font «des choses louches dans l'ombre, comme recourir aux satellites et aux technologies de l'information qui, s'ils continuent d'être utilisées, ne feront que perpétuer la guerre de drones».

«Ramstein est le point nodal de communication des drones», affirme Dan Gettinger, codirecteur du Centre d'études sur le drone à l'université de Bard. «Si les infrastructures de communication n'existaient pas, le drone ne serait qu'un avion téléguidé, un jouet, pour ainsi dire.» De fait, ces infrastructures sont «plus importantes pour le drone que les armes que celui-ci transporte».

Les diapositives classifiées montrent à quel point la base de Ramstein est intégrée à la guerre des drones. Les documents décrivent en détail le système par lequel un engin de géolocalisation fixé au drone est connecté au satellite et à la station de Ramstein. La plateforme Gilgamesh, dont *The Intercept* a parlé pour la première fois en février 2014, utilise un engin placé sous le drone. Celui-ci se comporte comme une antenne-relais de téléphone portable qui oblige les téléphones des cibles à se connecter pour servir aux missions «traquer, débusquer, achever». Les opérations de Gilgamesh utilisaient plusieurs sites, y compris celui de Djibouti, d'où les États-Unis lançaient des drones en Somalie et au Yémen. Les diapositives montrent aussi que les drones sont équipés de la plateforme de collecte Airhandler,

qui renvoie les données aux stations de contrôle au sol en passant par Ramstein.

Ramstein n'est pas la seule installation stratégique de l'armée américaine en Allemagne. Un autre dispositif clé, le European Technical Center, se trouve à une heure de route, à Wiesbaden. Selon un document classifié fourni par le lanceur d'alerte Edward Snowden, ce centre est la «principale plaque tournante des communications de la NSA dans cette partie du monde. Il assure la connectivité des communications, la collecte de renseignements électromagnétiques et permet aux données d'être transmises aux agents de la NSA, aux combattants et aux alliés en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient[8].»

Dans les diapositives qui exposent le système des drones, l'European Technical Center (ETC, centre technique européen) possède une liaison satellitaire avec la base aérienne de Bagram en Afghanistan et une connexion par fibre optique avec les installations antiterroristes de la NSA dans l'État de Géorgie, où se trouvent bon nombre d'opérateurs de drones.

À mesure que les États-Unis étendent la portée de leurs drones à l'échelle planétaire, Ramstein jouera un rôle de plus en plus crucial aux frontières de ces nouvelles guerres. En juin 2014, l'armée de l'air américaine a accordé un contrat à un gros fournisseur de satellites, proclamant qu'il renforçait «l'ensemble de la flotte de satellites pour fournir des capacités de communication» aux drones. Ce contrat apporte un soutien aux opérations de l'AFRICOM basé en Allemagne. «Le travail sera mené sur la base aérienne de Ramstein, en Allemagne, et en Afrique occidentale», est-il précisé. En 2011, l'armée de l'air demandait 15 millions de dollars pour construire une installation satellitaire similaire à celle de Ramstein dans une base militaire américaine à Sigonella, en Italie. En novembre 2014, selon l'armée, le projet en était encore au stade préliminaire. La demande de financement soulignait le rôle central joué par Ramstein dans l'ensemble des opérations de drones et présentait le site en Italie comme «un système de secours pour éviter de n'avoir qu'un seul point de rupture».

Viser l'Afrique

Nick Turse

Le jour se lève lentement en Afrique après une longue nuit d'encre. À l'aube, l'espoir se mêle à l'incertitude. [...] Les petites colonies, les comptoirs et les marchés aux esclaves ont longtemps bordé ses frontières; mais son vaste territoire intérieur est resté vierge.

Samuel BARTLETT, *Historical Sketch of the Missions of the American Board in Africa*, 1880

LORS DE LA RUÉE VERS L'AFRIQUE au long du XIX^e^ siècle, les puissances occidentales ont été obsédées par l'idée de combler les espaces vides sur les cartes du «continent noir». Aujourd'hui, une nouvelle ruée vers l'Afrique est sur le point de remplir tout un ensemble de zones vides. Depuis le 11-Septembre, l'armée américaine a secrètement entrepris l'élargissement de son empreinte sur le continent par un réseau de petits campements plutôt discrets. Certains servent de lieux de rassemblement à des forces d'intervention rapide, d'autres de petits avant-postes où les équipes des opérations spéciales peuvent encadrer les agents locaux; certains peuvent accueillir des avions-cargos, d'autres seulement des petits appareils d'observation[1]. Ils ont tous une mission commune: mettre fin à ce que l'armée nomme la «tyrannie de la distance». Ces installations permettent à l'armée américaine de surveiller et d'intervenir sur des bandes de terre de plus en plus étendues – et de frapper de plus en plus de cibles avec des drones et des avions avec équipage.

La force opérationnelle 48-4 a mené une guerre souterraine dans la région, entre janvier 2011 et l'été 2012, selon l'étude du Pentagone de 2013 sur les opérations secrètes de drones en Somalie et au Yémen. Cette division de l'armée, dont les quartiers généraux sont au camp Lemonnier à Djibouti, opérait depuis des avant-postes à Nairobi au Kenya et à Sanaa au Yémen. Les appareils qu'elle utilisait, aussi bien des drones commandés à distance que des avions avec équipage, étaient cantonnés dans des

aérodromes à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et sur des navires au large des côtes de l'Afrique de l'Est.

L'AFRICOM, l'organisme qui encadre les activités de l'armée sur le continent, prétend qu'elle dispose uniquement d'une «petite implantation» en Afrique et que le camp Lemonnier, un ancien poste de la Légion étrangère, est sa seule véritable base de lancement[2]. Cependant, quantité de nouvelles installations ont été ouvertes ces dernières années, et même Ashton Carter, secrétaire à la Défense du deuxième gouvernement Obama, a admis que le camp Lemonnier est le «centre d'un réseau en étoile sur le continent et dans la région».

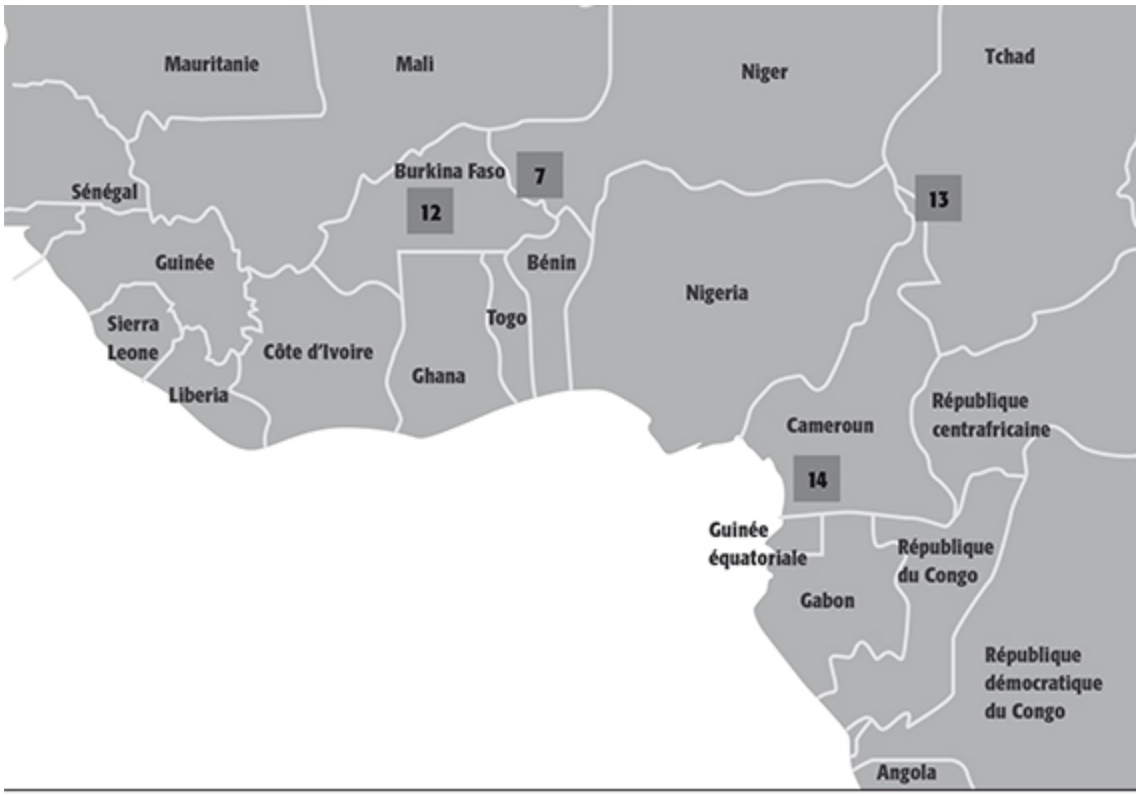
L'une de ses branches se situe à quelque dix kilomètres au sud-ouest du camp Lemonnier. Après plusieurs accidents, les opérations de drones ont été déplacées vers l'aérodrome de Chabelley, mieux équipé, en septembre 2013[3]. Les drones Predator ont aussi été positionnés dans les villes de Niamey au Niger et de N'Djamena au Tchad. Les drones Reaper ont été redéployés à l'aéroport international des Seychelles[4]. L'étude de l'ISR montre que, jusqu'en juin 2012, deux drones (un Predator et un Reaper) utilisés par des entreprises privées décollaient d'Arba Minch, en Éthiopie[5]. Un détachement capable de faire voler un ScanEagle, drone bon marché et rudimentaire utilisé par la marine, ou un MQ-8 Fire Scout, hélicoptère piloté à distance, est venu élargir l'éventail des outils de surveillance disponibles au large des côtes de l'Afrique de l'Est, comme l'avaient fait les dispositifs de l'Armada Sweep, un système de collecte de données électroniques dont sont équipés certains navires[6]. (La NSA a refusé de parler de l'Armada Sweep.) De plus, deux aéronefs à aile fixe avec équipage ont été stationnés dans la baie de Manda, au Kenya. Des rapports plus récents montrent que le JSOC opère actuellement depuis deux bases en Somalie, l'une à Kismayo et l'autre à Baledogle[7].

Ces bases, même si elles sont généralement minimalistes, à l'image des aérodromes de Chabelley et de la baie de Manda, ont essaimé ces dernières années, et d'autres sont à venir[8]. En 2014, par exemple, le capitaine Rick Cook, alors chef de la division des ingénieurs de l'AFRICOM, a mentionné l'éventualité d'une «installation similaire à une base» qui serait «semi-permanente» et «capable de lancer des opérations aériennes» au Niger[9]. Le National Defense Authorization Act (NDAA, loi de finances relative au

budget de défense nationale) de l'année fiscale 2016, présenté en avril 2015, demande 50 millions de dollars pour construire «un camp de base et un aérodrome à Agadez, au Niger [...] pour participer à des opérations en Afrique de l'Ouest[10]».

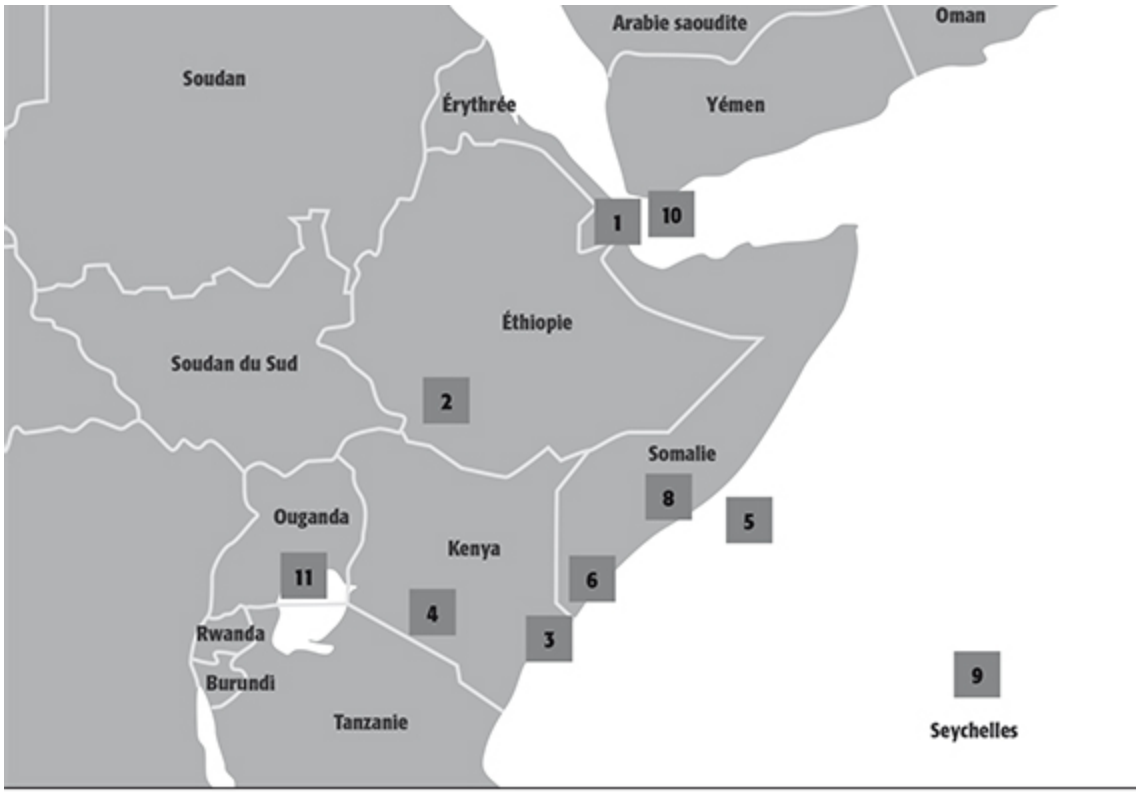
Depuis le 11-Septembre, une multitude d'installations – dont des points de rassemblement, des zones de coopération en matière de sécurité et des zones d'opérations plus avancées – sont ainsi sorties de terre (ou ont été agrandies) au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, au Gabon, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Sénégal, au Soudan du Sud et en Ouganda[11]. En 2011, un rapport de Lauren Ploch, analyste des affaires africaines du Service de recherche du Congrès, envisage le fait que l'armée américaine pourrait ouvrir des accès au Botswana, en Namibie, à São Tomé et Príncipe, au Sierra Leone, en Tunisie et en Zambie. Selon Sam Cooks, un officier de liaison de la Defense Logistics Agency (DLA, agence de logistique de la défense), l'armée américaine a conclu 29 accords pour utiliser les aéroports internationaux en Afrique comme centres de ravitaillement. Ces lieux ne sont qu'autant de nœuds d'un réseau d'avant-postes en expansion qui permet toujours plus de missions menées par les 5 000 à 8 000 militaires et civils américains qui opèrent tous les ans sur le continent[12].

Si vous cherchez des informations sur le camp Lemonnier en naviguant sur le site internet de l'AFRICOM, vous trouverez une myriade d'histoires qui réchauffent le cœur, des histoires d'énergies renouvelables, de forages de puits d'eau potable et le récit de la visite du chanteur Toby Keith[13]. Mais tout cela est bien loin de ce qui se passe vraiment là-bas. Cette base est le pivot de l'armée américaine en Afrique. «Le camp Lemonnier est [...] une base de projection de puissance de première importance dans la région», écrit le général Carter Ham en 2012, alors commandant de l'AFRICOM, dans une déclaration à la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis. «Les besoins du camp Lemonnier, comme lieu clé pour la sécurité nationale et les projections de puissance, sont nombreux et sans fin[14].»



RÉSEAU DE SURVEILLANCE MILITAIRE ET DE DRONES AMÉRICAINS EN AFRIQUE, 2012–2015

	LOCALISATION	APPAREIL / ÉQUIPAGE	CONFIRMÉ
1	Djibouti (Lemonnier)	10 MQ-1 (Predator), 4 MQ-9 (Reaper), 6 U-28, 2 P-3MS, 8 F-15E	2012
2	Arba Minch, Éthiopie	1 MQ-1 (Predator), 1 MQ-9 (Reaper)	2012
3	Baie de Manda, Kenya	2 aéronefs à voilure fixe médiane	2012
4	Nairobi, Kenya	Inconnu	2012
5	Océan Indien (embarqués sur les navires)	Détachement de ScanEagle / Fire Scout, système de l'Armada Sweep	2012



	LOCALISATION	APPAREIL / ÉQUIPAGE	CONFIRMÉ
6	Kismayo, Somalie	Jusqu'à 40 personnes	2015
7	Niamey, Niger	MQ-1 (Predator)	2014
8	Baledogle, Somalie	De 30 à 40 personnes	2015
9	Seychelles	MQ-9 (Reaper)	2012
10	Djibouti (Chabelley)	MQ-9 (Reaper), MQ-1 (Predator)	2013
11	Entebbe, Ouganda	Appareil PC-12	2013
12	Ouagadougou, Burkina Faso	Appareil PC-12	2013
13	N'Djamena, Tchad	MQ-1 (Predator)	2014
14	Cameroun	MQ-1 (Predator), de 90 à 300 personnes	2015

Sources : 1) étude de l'ISR ; 2) étude de l'ISR ; 3) étude de l'ISR ; 4) étude de l'ISR ; 5) étude de l'ISR ; 6) *Foreign Policy* ; 7) *The Washington Post* ; 8) *Foreign Policy* ; 9) *The Washington Post* ; 10) *The Washington Post* ; 11) *The Washington Post* ; 12) *The Washington Post* ; 13) *The New York Times* ; 14) *The Washington Post*.

Une carte dans l'étude de l'ISR montre qu'en juin 2012, étaient stationnés dans le camp Lemonnier dix MQ-1 Predator et quatre MQ-9 Reaper; six U-28A, un avion d'observation monomoteur des forces des opérations spéciales; deux Orion P-3, un avion quadrimoteur à turbopropulseurs d'abord conçu pour les patrouilles navales puis utilisé en Afrique[15]; huit F15E Strike Eagle, des chasseurs-bombardiers plus rapides et armés que les drones. En août 2012, 16 drones et 4 chasseurs-bombardiers décollaient ou atterrissaient en moyenne tous les jours[16].

Situé aux abords de l'aéroport international de Djibouti-Ambouli, le camp Lemonnier accueille les quartiers généraux de la force opérationnelle interarmées multinationale pour la Corne de l'Afrique, constituée de soldats, de marins et d'aviateurs – dont certains font partie des forces d'opérations spéciales[17]. Le nombre de militaires stationnés dans le camp a grimpé de 450 % depuis 2002[18]. La base elle-même s'est agrandie, passant de 35 hectares à presque 250. On a alloué plus de 600 millions de dollars pour divers projets – une aire de stationnement pour avions, des chemins de roulement et un camp pour les opérations spéciales[19] – en plus des 1,2 milliard de dollars alloués à la construction et aux réparations à venir.

Le camp Lemonnier est devenu l'une des bases les plus importantes de la campagne américaine d'assassinats par les drones en Somalie et au Yémen, et des opérations de l'armée dans la région[20]. Le camp est si crucial pour les plans militaires à long terme qu'en 2014, les États-Unis ont signé un accord reconduisant le bail jusqu'en 2044 et accepté un loyer de 70 millions de dollars par an – à peu près le double de ce qu'ils payaient auparavant au gouvernement de Djibouti[21].

La mort par métadonnées

Jeremy Scahill et Glenn Greenwald

SELON UN ANCIEN OPÉRATEUR DE DRONES du JSOC, la NSA choisit souvent les cibles en fonction d'analyses de métadonnées controversées et des techniques de pistage de téléphones portables – une tactique peu fiable qui cause la mort de personnes innocentes. Plutôt que de confirmer l'identité d'une cible grâce à des agents ou à des informateurs sur le terrain, la CIA et l'armée américaine lancent des frappes selon l'activité et la localisation du téléphone portable de la personne visée.

L'opérateur de drones, qui a accepté de parler des programmes ultra-secrets à condition de garder l'anonymat, était membre de la force opérationnelle des cibles de grande importance du JSOC, chargée d'identifier et de capturer ou de tuer des terroristes présumés au Yémen, en Somalie, en Afghanistan et ailleurs. Son récit est étayé par des documents ultra-secrets de la NSA qu'a fournis Edward Snowden. Il est corroboré par l'ancien opérateur de capteurs Brandon Bryant, devenu un farouche détracteur des opérations meurtrières auxquelles il était directement associé en Irak, en Afghanistan et au Yémen.

Une des tactiques de la NSA consiste à géolocaliser la carte SIM ou le téléphone portable d'un terroriste présumé, ce qui permet à la CIA ou à l'armée de lancer un raid nocturne ou une frappe de drone pour tuer ou capturer la cible. L'ancien opérateur de drone du JSOC soulignait que cette technologie permet certes de neutraliser des terroristes et des réseaux d'individus à l'origine d'attaques à la bombe artisanale improvisées contre les soldats américains en Afghanistan. Mais il a aussi déclaré que la dépendance croissante de la NSA envers cette tactique de surveillance a «sans le moindre doute» tué des personnes innocentes. Un des problèmes, explique-t-il, est que les cibles connaissent de plus en plus cette tactique et ont appris à la déjouer. Certains ont au moins 16 cartes SIM associées à leur

identité dans le système de cibles de grande importance. D'autres, qui ne sont pas au courant que leur téléphone portable est ciblé, le prêtent à leurs amis, enfants, épouses et membres de leur famille. Des hauts dirigeants talibans, qui connaissent les méthodes de ciblage de la NSA, ont distribué des cartes SIM au hasard dans leurs unités pour semer leurs poursuivants. «Pour nous embrouiller, ils vont à une réunion, prennent toutes les cartes SIM, les mettent dans un sac, les mélangent, et chacun repart avec une carte SIM différente», explique l'ancien opérateur de drones.

En fin de compte, même quand l'agence identifie avec certitude la carte SIM d'un terroriste présumé, quelqu'un d'autre peut disposer du téléphone et se faire tuer. Selon l'ancien opérateur de drones, l'unité de la NSA responsable de la géolocalisation, Geo Cell, autorise parfois des frappes sans savoir si l'individu en possession d'un téléphone ou d'une carte SIM surveillée est la bonne cible. «Une fois qu'une bombe explose ou qu'un raid nocturne est lancé, vous savez que le téléphone est là, explique-t-il. Mais on ne sait pas qui l'a entre les mains. On considère bien sûr que le téléphone appartient à un être infâme, un "combattant ennemi illégal". Et c'est là que ça devient louche.»

L'ancien opérateur de drones raconte qu'il a participé à des attaques de drones dans lesquelles l'identité de la cible était validée, ce qui n'a pas empêché que des inconnus aux alentours soient tués. «Ce pouvait être des terroristes ou bien des membres de leurs familles qui n'avaient rien à voir avec leurs activités.» En plus, ajoute-t-il, la NSA localise les cibles des drones en analysant l'activité de la carte SIM plutôt que le contenu des conversations. À partir de son expérience, il en est venu à croire que le programme de drones revient à faire des victimes à partir de métadonnées peu fiables. «Les gens font une fixation sur la liste de personnes visées, déclare-t-il. Sauf que nous ne courons pas après des gens, mais après leurs téléphones, dans l'espoir qu'à l'autre bout du missile il y ait bel et bien un méchant.»

Le récit de l'opérateur de drones contredit carrément la position officielle du gouvernement Obama, qui déclare à l'envi que ses opérations tuent les terroristes avec la plus grande précision. Dans un discours prononcé en 2014 à l'université de la Défense nationale, le président Obama a affirmé qu'«avant toute frappe, il doit y avoir l'assurance presque totale qu'aucun civil ne sera tué ou blessé – le critère le plus absolu à

prendre en compte». Et d'ajouter: «En ciblant précisément ceux qui veulent nous tuer et non ceux parmi qui ils se cachent, nous faisons le choix qui mènera le moins probablement à la perte de vies innocentes.»

Mais le fait que l'armée s'en remette de plus en plus à la surveillance de téléphones et à d'autres tactiques faillibles suggère l'inverse. En janvier 2014, le Bureau of Investigative Journalism, dont la méthodologie pour faire le décompte des attaques de drones est pour le moins prudente, a estimé qu'au moins 273 civils au Pakistan, au Yémen et en Somalie avaient été tués lors de raids aériens sans pilote durant les cinq premières années du gouvernement Obama[1]. Une étude récente faite par un conseiller militaire a montré qu'en Afghanistan, où la plupart des attaques de drones ont eu lieu, les véhicules sans pilote risquent dix fois plus que ceux pilotés par des hommes de causer des victimes civiles.

La NSA a refusé de répondre aux questions sur son rôle dans les attaques de drones. Caitlin Hayden, porte-parole du NSC, a aussi refusé de commenter ce «type de détails opérationnels qui, de notre point de vue, ne devraient pas être rendus publiques». En décrivant la politique gouvernementale des assassinats ciblés, Hayden n'a pas précisé s'il arrive que les attaques soient déclenchées sans recours au renseignement humain. Elle a souligné: «Nos conclusions ne s'appuient pas sur une seule source d'information. Nous les vérifions par un croisement de sources et de méthodes.» Hayden s'est sentie libre, en revanche, de décrire le rôle que joue le renseignement humain après une frappe meurtrière: «Après tout recours à la force létale ciblée, quand il y a des signes qui portent à croire que des civils ont peut-être été touchés, les analystes du renseignement s'appuient sur une vaste quantité d'informations – renseignements humains et électroniques, couverture médiatique et vidéos de surveillance – pour établir avec certitude si des civils ont été tués ou blessés.»

Le gouvernement ne semble pas prendre les mêmes précautions quand il établit les critères de sélection des cibles à assassiner. L'ancien opérateur de drones du JSOC estime que l'écrasante majorité des opérations sur les cibles de grande importance pour lesquelles il a travaillé en Afghanistan reposaient sur des renseignements électromagnétiques, recueillis par la surveillance téléphonique de la NSA. «C'était le cas de 90 % des frappes de combat et des raids nocturnes, explique-t-il. Vous pouviez le deviner, car

quand le rapport de mission indiquait “Cette mission a été enclenchée par des renseignements d’origine électromagnétique”, cela signifiait par la géolocalisation d’un téléphone.»

Un article publié en juillet 2013 dans le *Washington Post* citait uniquement d’anciens hauts fonctionnaires du renseignement et des sources anonymes pour relayer les déclarations de la NSA sur la réussite de la géolocalisation des terroristes présumés. L’article rapportait «un slogan rapidement adopté à Geo Cell: “Nous les traquons, vous les détruisez”[2].» Il n’exprimait aucune réserve sur ces déclarations de la NSA ni ne mentionnait le manque de fiabilité de ses méthodes de ciblage qui conduisent à l’assassinat d’innocents.

Or comme le raconte l’ancien opérateur de drones, la traque et l’assassinat par métadonnées sont intrinsèquement faillibles. La NSA, dit-il, «développe un modèle qui lui permet de reconnaître la voix de la cible, de repérer aussi qui sont ses amis, ses chefs, ses subordonnés. Elle met ensuite le tout dans une matrice. Mais ce n’est pas toujours juste. Les erreurs humaines sont fréquentes».

Ce récit concorde avec celui d’un autre informateur interne directement associé au programme de drones, Brandon Bryant, qui a passé six ans comme «*stick monkey*» («branleur de manche») – un opérateur de capteurs de drones qui contrôle les «yeux» des véhicules aériens téléguidés de l’armée américaine. Lorsqu’il a quitté l’armée de l’air en 2011, son escadron, composé d’un petit équipage d’opérateurs expérimentés, avait tué 1 626 «ennemis» au combat. Bryant explique qu’il est sorti de l’ombre parce qu’il est tourmenté d’avoir causé, avec son escadron, autant de pertes de vies civiles. Aujourd’hui, il consacre sa vie à révéler les défaillances mortelles du programme des drones américain.

Bryant décrit un programme bien compartimenté: les opérateurs de drones qui tirent sur des cibles au sol ne savent pas d’où viennent les renseignements. «Je ne connais pas nos informateurs, explique-t-il. Nous n’étions jamais mis au courant de ce genre d’information. La NSA travaillait-elle avec nous? Je n’en ai aucune idée.» Au cours de sa carrière, les personnes ciblées par des frappes de drones ont changé leurs tactiques, notamment dans leur façon d’utiliser les téléphones portables. «Ils sont devenus très malins et ne font plus les mêmes erreurs. Ils se débarrassent de

leurs cartes SIM et se procurent un nouveau téléphone, ou bien ils mettent leur carte SIM dans un nouveau téléphone.»

Selon l'ancien opérateur de drones du JSOC et les documents classifiés révélés par Snowden, la NSA ne se contente pas de localiser les téléphones portables des terroristes présumés en interceptant leurs communications par les relais de téléphones portables et les fournisseurs d'accès internet. L'agence équipe aussi ses véhicules aériens de «bases relais émettrices-réceptrices virtuelles», de fausses antennes-relais qui obligent les téléphones des cibles à se connecter au récepteur de la NSA sans que leurs propriétaires ne le sachent. Ainsi, l'armée obtient la localisation du téléphone portable dans un périmètre de dix mètres, et fournit les données en temps réel à des équipes d'opérateurs de drones qui larguent les missiles ou ouvrent la voie aux raids nocturnes.

Le système de géolocalisation de la NSA utilisé par le JSOC porte le nom de code Gilgamesh. Dans le cadre de ce programme, un appareil construit spécialement pour ces opérations est attaché au drone. Alors que le drone est en vol, l'appareil détecte la carte SIM ou le téléphone que la cible est censée utiliser. Avec cette méthode, explique l'ancien opérateur de drones du JSOC, il peut facilement y avoir méprise sur la personne touchée à cause d'erreurs dans les métadonnées, surtout au Yémen, au Pakistan et en Somalie. «Nous n'y avons aucune troupe au sol. Nous ne disposons ni des mêmes forces, ni des mêmes informateurs, ni des mêmes informations que dans les zones où nous sommes bien implantés, en Afghanistan par exemple. À mon avis, les erreurs sont plus courantes au Yémen, en Somalie et, surtout, au Pakistan.» Jusqu'en mai 2013, selon l'ancien opérateur de drones, le président Obama avait autorisé le ciblage de 16 personnes au Yémen et de 5 en Somalie. Avant le feu vert, précise-t-il, au moins deux sources de renseignement doivent concorder. Sauf que bien souvent, celles-ci fournissent des données récoltées par la NSA plutôt que par des agents de renseignements.

L'ancien opérateur de drones décrit le processus qui consiste à «traquer, débusquer et achever» une cible: «Puisque personne, du moins au JSOC, ne fait de collecte de renseignements au Yémen, toutes leurs frappes reposent sur des signaux et des images pour être validées: les signaux sont les verrous des téléphones portables (qui permettent de "traquer"), et les vidéos "l'œil qui ne cligne jamais" (qui "débusque").» Et c'est la frappe qui

«achève». «Le JSOC serait complètement inefficace sans la NSA et sa surveillance de masse à grande échelle. C'est ce qui permet de remplir les cartes de baseball» qui répertorient les cibles potentielles des drones et des raids.

Les autorisations de «frappe» du président sont valables soixante jours. Si une cible ne peut être repérée dans ce laps de temps, l'autorisation doit être réétudiée puis renouvelée. Selon l'ancien opérateur de drones, dix-huit mois, voire plus, peuvent s'écouler pour collecter les informations et obtenir l'accord pour attaquer une cible au Yémen. «Ce qui explique pourquoi les commandants, une fois qu'ils ont obtenu l'autorisation, passent à l'action dès que l'occasion se présente – même s'ils risquent de tuer des civils –, car, dans leur esprit, ils pourraient ne plus jamais avoir l'autorisation de frapper à nouveau.»

Les drones ont beau ne pas être la seule méthode utilisée pour abattre les cibles, ils sont dorénavant si répandus qu'ils font partie de la culture militaire américaine – à tel point qu'on leur donne souvent des surnoms. En Afghanistan, se rappelle l'opérateur, il y avait «Lightning» [l'éclair] et «Skyraider» [le prédateur du ciel]. Ce dernier a aussi été nommé «Sky Raper» [la faucheuse du ciel] «car il a tué beaucoup de gens». Quand les opérateurs pilotaient «Sky Raper», cela signifiait que «quelqu'un allait mourir. Il était toujours utilisé pour les missions prioritaires».

La CIA recourt à une plateforme de la NSA appelée «Shenanigans» (manigances), semblable à Gilgamesh, celle du JSOC. Ce système opératoire utilise une capsule sur les avions qui engrange des quantités astronomiques de données venant de routeurs sans fil, d'ordinateurs, de téléphones ou d'autres appareils électroniques qui sont dans son rayon d'action. Un document ultra-secret de la NSA fourni par Snowden, rédigé par un opérateur de Shenanigans, décrit son déploiement à Oman en mars 2012, là où la CIA a établi une base de drones. Le lanceur d'alerte a cherché des appareils de communication, censés être utilisés par AQPA dans le Yémen voisin, sur plus de six kilomètres à la ronde. La mission, baptisée «Victorydance» (danse de la victoire), «a été une expérience extraordinaire, écrit l'opérateur. C'était un véritable effort concerté des agences. Les vols et les frappes ont été coordonnés par des agents de la CIA et de la NSA. La mission a duré six mois, durant lesquels 43 vols ont eu lieu». La mission,

ajoute-t-il, «a cartographié l'empreinte Wi-Fi de presque toutes les villes principales du Yémen».

La NSA a joué un rôle de plus en plus central dans les assassinats par les drones ces cinq dernières années. Dans un document ultra-secret de la NSA de 2010, le directeur de la division de planification et des politiques stratégiques du Counterterrorism Mission Management Center (CTMMC, centre de gestion des missions antiterroristes) de l'agence a retracé l'histoire de l'implication de la NSA au Yémen. Peu de temps avant qu'Obama a assumé ses fonctions de président en 2008, l'agence a commencé à «réorienter des ressources pour se concentrer sur le Yémen». À l'époque, elle n'avait que trois analystes spécialistes d'AQPA. À l'automne 2009, il y en avait 45 et l'agence produisait des renseignements électromagnétiques de «haute qualité» pour la CIA et le JSOC. En décembre 2009, en utilisant le programme de collecte de métadonnées de la NSA, le gouvernement Obama a augmenté de façon spectaculaire les frappes de drones et de missiles de croisière. La première attaque autorisée par Obama visait soi-disant un camp d'Al-Qaïda dans le village d'Al-Majala dans le sud du pays. Cette attaque a eu recours à des bombes à fragmentation et a causé la mort de 14 femmes et 21 enfants[3]. La Maison-Blanche n'a jamais commenté publiquement cette attaque, pas plus qu'elle n'a précisé la source du renseignement fautif qui a provoqué la mort de ces civils.

Un autre document classifié de la NSA confirme que l'agence «a joué un rôle clé» dans l'attaque de drones de septembre 2011 qui a coûté la vie au citoyen américain Anwar Al-Awlaki, ainsi qu'à un autre Américain, Samir Khan. Selon la justification de la demande du budget de 2013 du Congrès, «la CIA a traqué [Awlaki] pendant trois semaines avant qu'une opération interarmées ne tue» les deux Américains au Yémen avec deux autres personnes. Quand Brandon Bryant a quitté son escadron de l'armée de l'air en avril 2011, l'unité aidait le JSOC dans sa traque d'Awlaki. La CIA a pris les commandes de la traque après l'échec du JSOC au printemps 2011.

Selon Bryant, le rôle accru de la NSA au Yémen a multiplié le risque d'erreurs fatales commises dans le cadre des opérations de la CIA. Pour lui,

les agents de la CIA «ne font pas attention à la manière de faire les choses. Regardez leurs opérations au Pakistan et leurs conséquences dévastatrices: ils essayent d'adopter ces mêmes tactiques au Yémen. C'est la répétition d'une tactique déjà utilisée plutôt qu'une réflexion intelligente».

Ceux qui sont à l'intérieur du système comprennent que les tactiques de ciblage du gouvernement sont fondamentalement faillibles. Selon l'ancien opérateur de drone du JSOC, les instructeurs qui supervisent la formation à Gilgamesh le soulignent: «"Ce n'est pas une science. C'est un art." Une manière de dire que ce n'est pas parfait.» Pourtant, les capsules de localisation fixées à des drones ont facilité des milliers d'opérations de capture-élimination en Afghanistan, en Irak, au Yémen, en Somalie et au Pakistan depuis septembre 2011. Un document classifié de la NSA fourni par Edward Snowden montre qu'en 2009, «pour la première fois dans toute l'histoire de l'armée de l'air, plus de pilotes ont été formés pour piloter des drones [...] que des avions de combat conventionnels», conduisant à un «point de bascule dans le comportement militaire de l'armée américaine en recourant aux frappes aériennes dans des zones de guerre non déclarée», comme le Yémen et le Pakistan. Le document poursuit: «Avez-vous jamais cru que vous verriez le jour où les États-Unis mèneraient des opérations de combat dans un pays doté de l'arme nucléaire sans un fantassin sur le terrain ni un pilote dans les airs?» Même les agents de la NSA semblent avoir conscience du décalage flagrant entre la technologie de repérage de l'agence et les méthodes d'opération militaire traditionnelles.

Un document de la NSA de 2005 pose ainsi la question: «Qu'est-ce qui ressemble à Little Boy (l'une des bombes atomiques larguées sur le Japon durant la Seconde Guerre mondiale) et qui, comme elle, annonce l'aube d'une ère nouvelle (au moins pour le renseignement électromagnétique et la géolocalisation de précision)?» Et la réponse: «Si vous avez répondu: une capsule montée sur un véhicule aérien sans pilote qui combat le terrorisme, vous avez raison.»

Un autre document fait l'éloge de la technologie de géolocalisation qui a «abrégé et raccourci de nombreuses "chaînes d'assassinats", tué et capturé un nombre inconnu d'ennemis en Afghanistan, et sauvé des vies américaines et des nations de la coalition». Cependant, l'ancien opérateur de drones reste profondément perturbé par le manque de fiabilité de telles méthodes. Comme d'autres lanceurs d'alertes, dont Edward Snowden et

Chelsea Manning, il dit que ses efforts pour signaler ces problèmes auprès de sa hiérarchie ont été balayés du revers de la main: «Le système perdure, car comme souvent dans l'armée, les gens y croient sans arrière-pensée.» Quand il soulevait des objections sur des renseignements qui étaient «récoltés à la hâte», «inexacts» ou «absolument faux», «la réponse habituelle que je recevais était: "Le JSOC ne dépenserait pas des millions et des millions de dollars et du temps de travail pour courir après quelqu'un s'il n'était pas sûr de son coup." Il existe un proverbe à la NSA: "Le renseignement électromagnétique ne ment jamais." C'est peut-être vrai, mais ça ne l'empêche pas d'être sujet à l'erreur humaine».

Le programme d'assassinat du gouvernement est en fait construit, dit-il, pour éviter l'autocorrection. «Ils prennent des décisions hâtives, la plupart du temps fausses. Ils sautent directement aux conclusions, et bien souvent il n'y a pas moyen de revenir en arrière pour corriger la situation.» Face à une pression de plus en plus forte pour ajouter des noms sur la liste des cibles à éliminer, une seule réponse: «Continuez de nourrir la bête.»

C'est l'assassinat d'Awlaki, suivi deux semaines plus tard par celui de son fils de 16 ans, Abdulrahman Al-Awlaki, qui a poussé Bryant à parler. En octobre 2013, il s'est présenté devant une commission d'experts aux Nations unies, parmi lesquels se trouvait le rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Emmerson, qui menait une enquête sur les civils tués par les attaques de drones. Portant des chaussures de marche et une paire de pantalons cargo marron, Bryant a plaidé pour des «enquêtes indépendantes» sur le programme de drones du gouvernement Obama. «À la fin de notre serment d'allégeance, nous disons: "Liberté et justice pour tous"», a-t-il expliqué devant la commission. «Je suis convaincu que cette devise doit être appliquée non seulement aux citoyens américains, mais aussi à toutes les personnes avec qui nous nous entendons bien, afin qu'ils soient traités comme des égaux et avec le même respect.»

Contrairement à ceux qui supervisent le programme de drones, Bryant a assumé personnellement la responsabilité de ses actions dans l'assassinat d'Awlaki. «J'ai servi six ans dans l'armée de l'air comme opérateur de drones. J'étais partie prenante de violations des droits constitutionnels de citoyens américains qui auraient dû être jugés devant un tribunal. Et parce

que j'ai violé ce droit constitutionnel, je suis devenu un ennemi du peuple américain.»

Plus tard, dans un entretien, Bryant nous a dit: «J'ai dû partir, car on nous disait que le président voulait Awlaki mort. Moi aussi je le voulais mort. On me disait qu'il avait trahi notre pays. [...] Je n'avais pas vraiment compris que notre constitution protégeait les Américains qui avaient trahi notre pays. Ils ont quand même droit à un procès.» Les assassinats d'Awlaki et de son fils ont continué de hanter Bryant. Abdulrahman Awlaki s'était sauvé de chez lui pour retrouver son père qu'il n'avait pas vu depuis trois ans. Mais son père a été tué avant que son fils ne parvienne à le trouver. Abdulrahman a été tué deux semaines plus tard, alors qu'il dînait avec son cousin et des amis. La Maison-Blanche ne s'est jamais expliquée. «Pas un jour ne passe sans que je pense à eux, avoue Bryant. Le gamin n'avait pas l'air de quelqu'un qui aurait commis un attentat-suicide ou un truc comme ça. Il ressemblait plutôt à un enfant venu au Yémen pour retrouver son père.»

En mai 2013, le président Obama a reconnu que «le secret qui entoure» les frappes létales «peut mettre notre gouvernement à l'abri des questions que le public est en droit de poser quand il s'agit d'un déploiement de soldats américains. Ce secret peut aussi mener le président et son équipe à considérer les attaques de drones comme un remède miracle contre le terrorisme». Et c'est exactement ce qui s'est passé, selon l'ancien opérateur de drones du JSOC. Il met aussi en garde que les responsables politiques considèrent le programme de géolocalisation plus fiable qu'il ne l'est en réalité au vu du nombre de frappes qui dépendent dorénavant des métadonnées plutôt que du renseignement humain. «Je ne sais pas si le président Obama serait à l'aise à l'idée de valider des attaques de drones s'il connaissait la marge d'erreur, ajoute-t-il. Il ne sait que ce qu'on lui dit.»

Peu importe qu'Obama soit pleinement au courant ou pas des erreurs inhérentes au système d'assassinat ciblé. Lui et ses conseillers ont à maintes reprises indiqué clairement qu'il supervise les opérations de drones et qu'il en endosse l'entière responsabilité. Obama aurait dit à ses assistants: «Il semblerait que je sois plutôt bon pour tuer des gens[4].»

Tirer à l'aveugle

Cora Currier et Peter Maass

LE CÔTÉ IRONIQUE DE LA GUERRE des drones du président Obama a été largement souligné: un gouvernement qui voulait endiguer la torture et fermer la prison controversée de Guantánamo a fini par mener une campagne aérienne d'assassinats. Sous la présidence d'Obama, des centaines de frappes de drones ont tué des milliers de personnes. En revanche, les détails de cette guerre ont été difficiles à obtenir, surtout pour les autres zones que l'Irak et l'Afghanistan.

Le gouvernement Obama a toujours présenté les drones comme une arme efficace dans la guerre contre Al-Qaïda et les autres groupes radicaux. Pourtant, les documents classifiés publiés par *The Intercept* en octobre 2015 révèlent que l'armée américaine a été aux prises avec des «défaillances graves» de la technologie et du renseignement dont elle se sert pour débusquer et tuer les terroristes présumés au Yémen et en Somalie, car ces pays sont loin et la présence américaine y est limitée. En 2013, à l'époque où ces documents secrets ont circulé dans le milieu du renseignement américain, le gouvernement Obama évoquait publiquement la possibilité de confier le programme des drones de la CIA au Pentagone. L'armée militait pour obtenir de nouvelles bases, plus de drones, des vidéos de meilleure qualité et du matériel d'espionnage plus performant[1].

Mais en identifiant les ratés et les limites des opérations militaires visant à «traquer, débusquer, achever» des cibles en Somalie et au Yémen, les conclusions de l'étude de l'ISR semblaient contredire les déclarations du gouvernement Obama quant à la précision et à l'efficacité de cette campagne et amener de l'eau au moulin de ceux qui mettaient en cause la qualité du renseignement utilisé dans les frappes de drones.

L'étude formulait des recommandations précises pour la Corne de l'Afrique, mais une porte-parole du Pentagone, la commandante Linda Rojas, a refusé de dire quelles mesures ont été prises en réponse aux conclusions de l'étude, si tant est que des mesures aient été prises, et elle a seulement dit: «Notre ligne de conduite nous empêche de commenter les détails de rapports classifiés.»

La tyrannie de la distance

L'un des problèmes les plus flagrants parmi ceux que souligne l'étude est l'incapacité de l'armée à assurer une surveillance permanente de ses cibles dans la Corne de l'Afrique et au Yémen. La source de ce problème est ce qu'on appelle la «tyrannie de la distance», expression qui désigne la grande distance que les avions doivent parcourir depuis leur base aérienne à Djibouti jusqu'à leurs cibles.

Les vols de surveillance sont limités par la capacité des réservoirs de carburant et, dans le cas des aéronefs avec équipage, par l'endurance des pilotes. Contrairement à l'Irak, où plus de 80 % des opérations se déroulent dans un rayon de 150 kilomètres autour de la base, l'étude dit que «la plupart des objectifs au Yémen sont à plus ou moins 500 kilomètres» de Djibouti, et ceux «en Somalie peuvent être à plus de 1 000 kilomètres» de la base. Les véhicules aériens peuvent donc passer la moitié de leur temps de vol en route, ce qui ne laisse pas assez de temps pour une véritable mission de surveillance.

Pour ajouter à la tyrannie de la distance, se plaignait l'étude de l'ISR, le JSOC ne disposait pas de suffisamment de drones dans la région pour mener à bien une exécution. L'armée évalue les vols de surveillance en nombre d'orbites – c'est-à-dire la couverture continue et ininterrompue d'une cible – et le JSOC n'a pas réussi à effectuer souvent le «nombre minimum d'orbites requis» au-dessus du Yémen, et en Somalie elle n'a jamais atteint ce nombre. Quinze vols par jour, en moyenne, étaient nécessaires pour effectuer trois orbites au-dessus du Yémen.

Les «maigres» ressources disponibles obligeaient les appareils à «couvrir le plus de pistes possible – donc à étendre la zone couverte, ce qui provoquait des "clignotements" de surveillance». Parce que plusieurs

appareils devaient être regroupés au-dessus d'une cible avant une attaque, la surveillance d'autres cibles cessait temporairement, on s'éloignait ainsi de l'idéal militaire du «regard permanent» ou de «l'œil qui ne cligne jamais» d'une traque ininterrompue[2].

Le JSOC utilisait des avions-espions avec équipage pour effectuer des orbites complètes au-dessus du Yémen. En juin 2012, il y avait six avions de reconnaissance U-28 en mission en Afrique de l'Est et dans la Péninsule arabique, ainsi que d'autres types d'appareils. Les U-28 à Djibouti étaient surnommés «rustines», selon l'étude de l'ISR, et «perturbaient le trafic aérien djiboutien» par leurs vols fréquents. Sauf qu'à l'été 2012, grâce aux drones utilisés par des entreprises privées installées en Éthiopie, et aux hélicoptères Fire Scout sans équipage, la Somalie avait le nombre minimum de drones exigé. Celui des drones Predator stationnés à Djibouti a doublé au cours de l'étude et, en 2013, la flotte a été déplacée de la base américaine principale du camp Lemonnier vers l'aérodrome de Chabelley, à cause du surpeuplement et après une série d'accidents[3].

Le problème du «clignotement» a toutefois persisté et l'étude recommandait d'ajouter des appareils dans les zones d'opération. Soulignant que des problèmes politiques et de développement empêchaient de construire de nouvelles bases, l'étude suggérait de lancer plus d'appareils depuis la mer.

Le lieutenant-général Michael Flynn, directeur de la DIA de juillet 2012 à août 2014, a déclaré dans une interview que le niveau de surveillance qu'il avait établi pour la traque d'Al-Qaïda quand il était en poste n'avait jamais été atteint. «On finit par dépenser de l'argent pour des futilités au lieu de se concentrer sur ce dont on a besoin, déplore-t-il. Il ne s'agit pas seulement d'acheter plus de drones. Nous avons besoin de tout un système.» Selon Micah Zenko, un haut fonctionnaire du Council on Foreign Relations (CFR, conseil des Affaires étrangères) qui a étudié de près la guerre des drones, des contraintes budgétaires en Afrique signifient «moins de temps pour la surveillance continuelle à laquelle les analystes et les commandants de la lutte antiterroriste se sont habitués en Afghanistan et au Pakistan».

Traquer, débusquer, achever

Le cycle «traquer, débusquer, achever» est connu dans l'armée sous l'acronyme FFF, ou F3 (pour «*find, fix, finish»*). Mais deux autres initiales, E et A (pour «exploiter et analyser») sont tout aussi cruciales. Elles se réfèrent à l'utilisation des informations recueillies sur le terrain et dans les interrogatoires des détenus.

F3EA est devenu la doctrine des campagnes de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan au milieu des années 2000. Le général Stanley McChrystal, ancien commandant du JSOC, a écrit dans ses mémoires que la simplicité de ces «cinq lettres successives [...] dissimulait la force avec laquelle elles orientaient notre mission[4]». En 2008, Flynn, qui a travaillé en étroite collaboration avec McChrystal avant d'être à la DIA, a écrit: «L'exploitation et l'analyse relancent le cycle en fournissant des pistes qui peuvent être observées et suivies en utilisant un appareil de reconnaissance aérien[5].» Ainsi, les frappes mortelles amputent le cycle «traquer, débusquer, achever» de la partie «exploitation et analyse» – les éléments qui manquaient justement dans la campagne de drones lancée en Afrique de l'Est et au Yémen. Ce manque révèle l'une des contradictions au cœur du programme de drones en général: les assassinats constituent des impasses pour les services de renseignement.

L'étude de l'ISR montre qu'après une «opération d'exécution», il n'y a généralement personne sur le terrain pour récupérer des documents de la cible, son ordinateur, son téléphone, ou pour capturer des suspects et les interroger. Pourtant, la collecte de ce genre de renseignements – appelée «exploitation de documents et de médias» et «rapport tactique d'interrogatoire» – est inestimable pour identifier les futures cibles.

En déclarant que 75 % des opérations dans la région étaient des frappes et que «les exécutions limitent significativement les renseignements que l'on peut tirer des détenus et du matériel saisi», l'étude recommandait une augmentation «des captures par des pays d'accueil partenaires pour un renseignement de meilleure qualité». Un des problèmes de ce scénario, cependant, est que les services de sécurité dans les pays d'accueil, comme

le Yémen et la Somalie, sont peu fiables et soupçonnés de commettre divers types de crimes, dont la torture.

Dans un rapport publié en 2014 par la commission Stimson sur la politique américaine des drones, le général à la retraite John Abizaid et l'ancienne fonctionnaire du département de la Défense Rosa Brooks ont écrit que les «énormes incertitudes» de la guerre des drones s'accentuent «quand les États-Unis dépendent des renseignements et des informations de repérage fournis par le gouvernement d'un pays d'accueil: comment être sûrs que nous ne sommes pas pris dans une guerre civile ou utilisés pour cibler les ennemis politiques intérieurs du pouvoir en place[6]»?

En 2011, par exemple, les responsables américains ont déclaré au *Wall Street Journal* qu'ils avaient tué par mégarde un gouverneur local parce que les responsables yéménites ne leur avaient pas dit qu'il serait présent lors d'une réunion d'Al-Qaïda frappée par un drone[7]. «On croit qu'on s'est fait avoir», a dit un responsable. (Le gouvernement yéménite a contredit cette version.) Malgré ces résultats, le programme des drones s'est largement fié aux renseignements d'autres pays. Une diapositive de l'étude de l'ISR montre que le renseignement électromagnétique provient «souvent de partenaires étrangers». Une autre diapositive, intitulée «Des alternatives à l'exploitation et l'analyse», indique: «Lorsque l'accès à l'environnement est réduit, les services de renseignement de nos partenaires détiennent bien souvent les meilleures informations.»

Une façon d'accroître la fiabilité du renseignement d'un pays d'accueil est d'être directement associé à la collecte, mais cela peut être risqué pour les soldats sur le terrain. L'étude de l'ISR invitait les «forces opérationnelles d'avant-garde», y compris de «petites équipes de conseillers des forces spéciales», à travailler avec les forces étrangères pour capturer des combattants, les interroger et saisir toutes les données manuscrites ou les appareils électroniques en leur possession. Selon des directives publiques des opérations spéciales, les forces opérationnelles d'avant-garde «font des préparatifs pour des actions à court terme», en installant des dispositifs de repérage, en menant des missions de reconnaissance et en se préparant à des attaques[8]. L'étude de l'ISR ne précise pas le nombre optimal de conseillers, où ils doivent être stationnés, ni dans quelle mesure ils s'impliqueraient dans les captures et les interrogatoires.

Même si l'étude de l'ISR date de 2013, le commandant des opérations spéciales Joseph Votel a fait écho à ses conclusions en juillet 2015. Ses troupes travaillaient étroitement avec les forces de l'Union africaine et le gouvernement somalien pour vaincre Al-Chabab. «Nous obtenons bien plus de renseignements [...] quand nous capturons quelqu'un ou saisissons du matériel que quand nous tuons[9].»

La piètre qualité du renseignement électromagnétique

Avec une capacité limitée pour mener des raids et recueillir des informations sur des individus ciblés au Yémen et en Somalie, le JSOC a trop compté sur le contrôle des communications électroniques pour identifier et localiser les cibles. Cependant, l'étude de l'ISR déclare sans ambages que le renseignement électromagnétique est d'une qualité inférieure, alors même qu'il compte pour plus de la moitié des informations collectées sur les cibles et qu'il provient généralement de partenaires étrangers. Le reste de l'information provient de sources humaines, et a surtout été recueilli par la CIA. «Ces sources, souligne l'étude, ne sont pas aussi à jour et précises que les informations tactiques» qui proviennent des interrogatoires et des données saisies. Encore plus grave, les documents mentionnent les potentialités «faibles» et «limitées» de la collecte de données électromagnétiques. Les opérations d'exécution sont donc l'objet d'une double contrainte: elles dépendent de renseignements rares et de moins bonne qualité.

La disparité avec les autres zones d'opérations était frappante, comme le montre la comparaison des données de téléphones portables: en Afghanistan, il y avait 8 900 rapports de données de téléphones portables chaque mois, contre 50 au Yémen et 160 en Somalie. Malgré cela, le renseignement électromagnétique comptait pour plus de la moitié des sources d'information qui contribuaient à sélectionner des cibles en Somalie et au Yémen en 2012.

Le lieutenant-général Flynn a dit dans une interview qu'il y avait «une trop grande confiance accordée aux aspects techniques [du renseignement], comme le renseignement électromagnétique ou la surveillance par drone. [...] Quelqu'un, quelque part en Somalie, qui sait qu'il est une cible de

grande importance pourrait prendre son téléphone et dire dans un langage codé: “Le mariage aura lieu dans les vingt-quatre heures.” L’Europe entière et les États-Unis se retrouveraient immédiatement en alerte maximale, mais il pourrait tout à fait être en train de se foutre de notre gueule. Le renseignement électromagnétique est un système qu’on peut facilement contourner, et c’est la raison pour laquelle il doit être corroboré par d’autres sources – des sources humaines. Vous devez être sûr que la personne est vraiment là où vous croyez, car ce que vous avez intercepté, en réalité, c’est son téléphone».

Les documents montrent comment les analyses de l’armée, en plus d’utiliser le renseignement électromagnétique, dépendaient aussi de ces renseignements pour s’assurer qu’ils avaient la bonne personne dans leur ligne de mire. Après avoir localisé une cible, souvent par son téléphone ou un autre appareil électronique, les analystes étudiaient les enregistrements vidéo des avions de surveillance «pour avoir l’assurance presque totale de l’identité des cibles en relevant des traits physiques caractéristiques.»

Un document du renseignement britannique sur les assassinats ciblés en Afghanistan et qui fait partie des documents divulgués par Snowden, décrit une procédure similaire et qui consiste à «surveiller un lieu, suivre toutes les personnes qui s’en éloignent, et vérifier si un schéma semblable se dégage des renseignements électromagnétiques». Le document explique que «d’autres indicateurs visuels peuvent être utilisés pour une [identification positive]», y compris «la description des vêtements» et «la démarche». Après le tir, selon le document britannique et les études de cas dans le rapport de l’ISR, les drones font du surplace pour vérifier que la cible a bien été touchée, collectent des vidéos et des preuves de la destruction du téléphone portable. (L’agence de renseignement britannique a refusé de commenter le document.)

Mais selon l’étude de l’ISR, l’armée a fait face à «des défaillances graves de ses capacités» dans les technologies permettant ce genre de surveillance et de vérification après l’attaque. Au moment de l’étude, seuls quelques drones Reaper étaient équipés de vidéos de haute définition, et la plupart des appareils présents dans la région n’étaient pas en mesure de collecter des données de «reconnaissance des numéros composés». L’étude évoque ces défaillances pour expliquer le faible taux de réussite des frappes contre les personnes de la liste de cibles à éliminer au Yémen et en Somalie,

surtout si on le compare avec les taux en Irak et en Afghanistan. Les échecs sont présentés comme des problèmes d'efficacité, mais l'étude ne mentionne presque pas les conséquences que peut avoir l'exécution due à des renseignements fautifs d'une mauvaise cible.

De la surveillance globale à la surveillance intérieure

Jeremy Scahill et Margot Williams

EN DÉCEMBRE 2015, *The Intercept* a publié un catalogue secret du gouvernement américain présentant des dizaines d'appareils de surveillance utilisés par l'armée et les services de renseignement[1]. Le document, qui contient des informations inédites, offre un rare aperçu des systèmes d'espionnage des autorités fédérales et locales en territoire national.

Le catalogue donne des détails sur le Stingray, une marque bien connue de matériel de surveillance, ainsi que sur les boîtiers dits «*dirtbox*» de Boeing et des douzaines d'autres appareils mystérieux qui peuvent équiper des véhicules, des drones ou des avions. Certains sont conçus pour être utilisés sur des supports statiques, alors que d'autres peuvent être discrètement transportés par un individu. Ils portent des noms comme Cyberhawk, Yellowstone, Blackfin, Maximus, Cyclone et Spartacus. Dans le catalogue, la NSA est listée comme le fournisseur de l'un de ces appareils; un autre a été développé pour l'usage de la CIA; et un autre encore à la demande des forces spéciales. Presque un tiers des entrées renvoient à des équipements électroniques dont on n'a jamais entendu parler.

Certains de ces appareils peuvent héberger une «liste de cibles» de près de 10 000 identifiants de téléphones et la plupart d'entre eux peuvent servir à localiser des individus. Certains ont des fonctionnalités avancées, comme l'écoute téléphonique ou l'interception de messages SMS. Deux dispositifs, apparemment conçus pour être utilisés sur des téléphones portables saisis, sont censés pouvoir récupérer les fichiers multimédias, les carnets d'adresses et les notes, et un autre peut récupérer les SMS effacés.

Le catalogue est avant tout une mine d'informations sur les appareils de surveillance développés à des fins militaires et de renseignement, mais de plus en plus utilisés par les autorités locales pour espionner les gens et les inculper. Après le massacre commis à San Bernardino, Californie, en décembre 2015, tuerie que le président Obama a qualifiée d'«acte terroriste», nombre de personnes ont exigé des forces de police locales qu'elles renforcent leurs actions de lutte antiterroriste. L'histoire montre qu'un tel virage incite à adapter des technologies militaires à l'usage civil[2]. De leur côté, les défenseurs des libertés civiles, de plus en plus alarmés par la surveillance des téléphones portables sur le territoire national, ont appelé à un débat ouvert et éclairé sur les compromis entre sécurité et vie privée. Le gouvernement fédéral n'a fourni presque aucune information sur les fonctionnalités spécifiques du matériel.

«Après le 11-Septembre, des instruments de surveillance sophistiqués d'abord conçus pour un usage militaire, comme les Stringray, les drones ou la biométrie, sont revenus à la mode aux États-Unis», explique Jennifer Lynch, avocate en chef de l'Electronic Frontier Foundation (EFF), qui a entrepris une bataille juridique contre l'usage des appareils de surveillance des téléphones portables sur le territoire national. «Leur usage par la police soulève une foule de questions qui relèvent d'un autre contexte que celui de l'armée.»

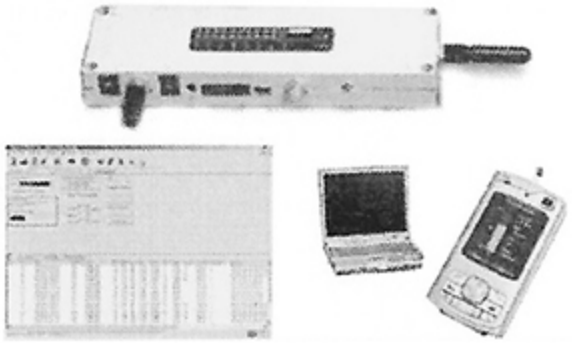
Beaucoup d'appareils figurant dans ce catalogue, y compris les Stingray et les *dirtbox*, sont des émulateurs cellulaires ou de fausses antennes-relais. Quand un téléphone se connecte à ce réseau bidon, il transmet un code d'identification unique et, par les caractéristiques de son signal radio, sa localisation. Les émulateurs cellulaires peuvent aussi intercepter les appels et les SMS[3].

Pour chaque appareil des conseils sont fournis pour avoir l'autorisation de l'utiliser; il faut généralement obtenir l'accord du «commandant des forces au sol» ou invoquer un ou deux articles du code qui régit les opérations de l'armée et du renseignement, y compris les actions secrètes. Mais, selon des critiques comme Lynch, l'utilisation de ces appareils dans le pays viole les droits constitutionnels des citoyens, notamment le quatrième amendement qui interdit les perquisitions et les saisies non

motivées. Ces appareils ont souvent été utilisés sans mandat, ou avec des mandats bien trop larges, selon leurs détracteurs. Les juges et les groupes de défense des libertés civiles se sont tous plaints que les engins sont utilisés sans qu'on n'en connaisse vraiment le fonctionnement, même dans le cadre de procédures judiciaires. «Chaque fois que la police passe dans la rue avec un Stringray, ces appareils subtilisent l'identité et dénichent la localisation de dizaines et de centaines de passants innocents», dénonce Nathan Wessler, l'avocat principal du projet Parole, vie privée et technologie de l'ACLU.

La controverse entourant la question de la surveillance des téléphones portables montre bien le mécontentement que suscite le déploiement de matériel de combat militaire dans la vie civile. Le gouvernement américain utilise des émulateurs cellulaires depuis plus de vingt ans, mais ce n'est que récemment que les autorités locales y recourent[4]. L'émulateur cellulaire type, le Stingray, a été breveté par Harris Corporation en 2003 et d'abord utilisé par l'armée, les agences de renseignement et les autorités fédérales. Une autre entreprise, la Digital Receiver Technology, aujourd'hui filiale de Boeing, a développé les *dirtbox* – plus puissants –, qui ont gagné la faveur de la NSA, de la CIA et de l'armée américaine pour traquer les terroristes présumés. Les appareils, d'une plus longue portée que le Stingray, peuvent apparemment suivre plus de 200 téléphones.

Équipement de surveillance Blackfin I / II

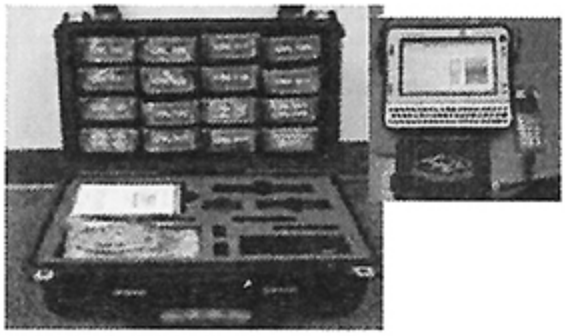


« Il peut vous attirer plein d'ennuis. »

Chronique de Nathan Wessler, avocat du projet Parole, vie privée et technologie de l'ACLU :

« Selon le fabricant du Stingray, cet appareil permet d'écouter les appels et de lire les SMS. Utile aussi pour éjecter du réseau les téléphones avoisinants (vous pouvez choisir de bloquer un seul téléphone ou de brouiller le signal de tous ceux présents dans les environs). Attention : les écoutes téléphoniques sont soumises à un "super mandat" signé par le juge. Recourir au Blackfin sans une supervision judiciaire adéquate peut vous attirer plein d'ennuis. »

Pendant la guerre contre le terrorisme, les entreprises qui ont vendu de fausses antennes-relais au gouvernement fédéral ont fait fortune. En plus des grands groupes comme Boeing ou Harris, qui ont obtenu des contrats pour un montant supérieur à 2,6 milliards de dollars en 2014, le catalogue obtenu par *The Intercept* contient des appareils proposés par des entreprises de taille plus modeste, comme Ventis, du Nevada – disparue depuis –, et SR Technologies, de Davie en Floride, dont le site prévient qu'«en raison de la nature sensible de nos activités commerciales, nous demandons à nos visiteurs de s'inscrire pour obtenir plus d'informations[5]». Le catalogue n'est pas daté, mais certains appareils ont été lancés sur le marché en 2009, 2010, 2011, et un autre en aurait été retiré en 2012. Selon les normes de classification des États-Unis, le catalogue est estampillé secret depuis 2006, mais ce n'est pas nécessairement la date de fabrication du catalogue ni celle des appareils présentés.



Récolteur de données Cyberhawk sur le champ de bataille

« Plus de données qu'il n'en faut pour cartographier le réseau social complet. »

Chronique de Jennifer Lynch, avocate de l'EFF :

« Essayez-vous d'anéantir la prochaine grande organisation criminelle ? Si c'est le cas, le Cyberhawk pourrait être le moyen d'y parvenir. Il peut récolter les données de plus de 79 téléphones portables, y compris les numéros enregistrés et composés, les SMS, les images, les détails de l'agenda et les fichiers sonores. C'est plus de données qu'il n'en faut pour cartographier le réseau social complet d'une organisation – même si vos cibles utilisent des téléphones "jetables". Et le meilleur dans tout ça ? Il utilise des logiciels et des composants fabriqués ici, aux États-Unis. Mais mieux vaut obtenir un mandat pour surveiller ces téléphones – en 2014, la Cour suprême a déclaré que c'était obligatoire. »

Le gouvernement a recouru à des émulateurs cellulaires pour cibler des personnes à assassiner dans des attaques de drones, comme on l'a déjà montré. Le catalogue explique les avantages procurés par les systèmes Gilgamesh et Airhandler utilisés par l'armée et la CIA pour «traquer des cibles de grande importance» en Afghanistan et dans d'autres zones de guerre. Mais la CIA a aussi aidé le service des US Marshals à utiliser ces technologies sur le territoire national. Pendant plus d'une décennie, l'agence a travaillé avec la police fédérale pour déployer des avions équipés de boîtiers *dirtbox* pour espionner des téléphones portables dans tous les États-Unis[6].

Les appareils de surveillance de téléphones portables se sont ensuite frayé un chemin dans les arsenaux de quelques services de police locaux. En 2007, Harris demandait un permis à la commission fédérale des communications pour vendre ses appareils aux autorités locales, appuyé par de nombreuses lettres de recommandation de la police[7]. «Le texte de

chacune de ces lettres était identique. Seul différait le logo de l'autorité dans l'en-tête», raconte Chris Soghoian, technicien supérieur à l'ACLU, qui a obtenu des copies des lettres par une requête fondée sur la Loi d'accès à l'information.

Géolocalisation au sol Spartacus II (pour les véhicules)

« Peut aisément être déplacé d'un avion à une voiture, voire jusque sur votre corps. »

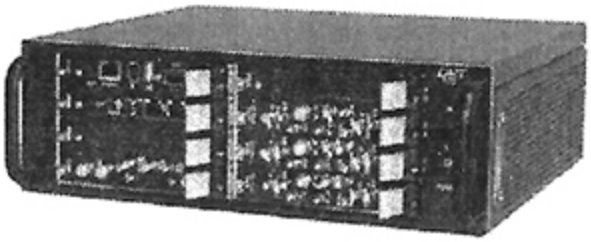
Chronique de Jennifer Lynch, avocate de l'EFF :

« Avec Spartacus II, vous vous sentirez puissant, comme un gladiateur romain. C'est le système à double bande de qualité le plus petit du marché et il peut aisément être déplacé d'un avion à une voiture, voire jusque sur votre corps – tout ça sans changer de système. Même si le prix de 180 000 dollars peut le rendre inaccessible pour les agences les plus modestes, ses capacités trans-frontalières facilitent l'obtention d'un financement fédéral. Et, si vous l'utilisez à la frontière, vous n'aurez peut-être même pas besoin de mandat. »

La campagne de lobbying a été couronnée de succès. Jusqu'au début 2016, presque 60 forces de l'ordre de 23 États possédaient un Stingray ou une sorte d'émulateur cellulaire, même si des experts pensent que ce chiffre est en deçà de la réalité[8]. Dans certaines juridictions, la police utilise régulièrement les fausses antennes-relais; la police de Baltimore, par exemple, a utilisé le Stingray plus de 4 300 fois depuis 2007[9]. Ces antennes-relais «ont joué un grand rôle dans les enquêtes, notamment lors d'enlèvements, de poursuites de fugitifs et dans certaines affaires compliquées de trafic de drogues», a déclaré le procureur général adjoint Sally Quillian Yates.

La police invoque souvent la guerre contre le terrorisme pour justifier l'acquisition de ces appareils. La police d'État du Michigan a déclaré que ses Stingray permettraient «à l'État de suivre la localisation d'un terroriste

présumé», même si l'ACLU a montré que sur 128 utilisations des dispositifs en 2014, aucune n'était en lien avec le terrorisme[10]. À Tacoma, dans l'État de Washington, la police soutient que les Stingray pourraient prévenir les attaques à la bombe artisanale qui frappent les soldats en Irak[11]. «Je ne suis au courant d'aucune affaire dans laquelle la police a recouru à un émulateur cellulaire pour débusquer un terroriste», a dit Lynch de l'EFF. En revanche, «les autorités ont recours aux émulateurs cellulaires pour résoudre jusqu'au crime le plus mineur».



Équipement d'enquête DRT 1101B

« Jusqu'à 10 000 cibles. »

Chronique de Jennifer Lynch, avocate de l'EFF :

« Essayez-vous de surveiller une immense mobilisation politique ? Ne cherchez plus, voici DRT. Appelés *dirtboxes*, ces appareils peuvent localiser jusqu'à 10 000 cibles et traiter de nombreux appareils analogiques et numériques en même temps. Ils sont même capables d'intercepter et d'enregistrer des données vocales numériques. La meilleure chose dans cet appareil, c'est que personne ne saura jamais que vous l'avez utilisé. Soyez prudents, c'est tout – si vos cibles se rendent compte que vous avez eu recours aux *dirtboxes*, et que vous n'aviez pas de mandat, elles pourraient convaincre un juge de vous obliger à jeter toutes les preuves que vous aviez collectées après l'utilisation de l'appareil. Vous pouvez poser un modèle de *dirtbox* comme celui-ci sur un avion pour survoler une foule. »

Le bureau du Directeur du renseignement national a refusé de dire ce qu'il pensait du catalogue et des appareils qu'il propose. Le FBI, la NSA, et l'armée n'ont pas donné suite à nos questions écrites. Le département de la Justice «utilise des technologies conformes aux exigences et garanties de la Constitution, y compris le quatrième amendement et les dispositions statutaires prévues par la loi», a déclaré Marc Raimondi, un porte-parole du département de la Justice qui a travaillé pendant six ans pour la Harris Corporation, le fabricant des Stingray.

La police locale a certes participé à la diffusion des émulateurs cellulaires, mais le financement du gouvernement fédéral a encouragé les municipalités à faire l'acquisition d'un plus grand nombre de ces appareils. Depuis le 11-Septembre, les États-Unis ont financé l'achat d'équipement militaire par les polices d'État et les polices municipales par des subventions accordées par le département de la Sécurité intérieure et le département de la Justice. Il s'est produit la même chose pour les appareils du type Stingray.

«Les autorités locales de tout le pays ont financé l'achat de Stingray grâce à des programmes de financement comme ceux qui ont servi à l'achat de véhicules blindés et de drones», explique Soghoian, de l'ACLU. «Le Stingray, à l'instar des drones, des lecteurs de plaques d'immatriculation et des scanners biométriques, est une autre technologie de reconnaissance créée pour l'armée par des fabricants d'armes militaires qui, après des années d'utilisation en zones de guerre, profitent aux polices d'État et aux polices municipales grâce à l'argent de l'État fédéral.»

En 2013, la police de l'État de Floride a déclaré que depuis 2008, elle avait acheté deux appareils de reconnaissance à longue portée HEATR et des Stingray pour une valeur de trois millions de dollars[12]. En Californie, le comté d'Alameda et les services de police d'Oakland et de Fremont ont dépensé 180 000 dollars du financement fourni par le département de la Sécurité intérieure pour acheter des émulateurs cellulaires Hailstorm de la Harris et l'appareil de surveillance portable Thoracic, fabriqué par la Keyw, une compagnie de sécurité et de renseignement du Maryland[13]. En tant que partie prenante du projet Archangel, décrit dans les documents du gouvernement comme étant un «programme d'interception radio frontalier», la Drug Enforcement Administration (DEA, agence de lutte contre le trafic de drogue) a signé un contrat avec la Digital Receiver Technology pour plus d'un million de dollars en équipement de surveillance. Le département de l'Intérieur, lui, a signé avec la Keyw un contrat de plus d'un demi-million de dollars de «géolocalisation de précision à faible empreinte cellulaire».

L'information sur ces acquisitions, comme tant de choses liées aux fausses antennes-relais, est obtenue grâce à des demandes d'accès à l'information et aux documents administratifs. Les fonctionnalités des

appareils sont gardées sous clés – un secret qui n'est pas sans rappeler ses origines militaires. Quand la police achète les émulateurs cellulaires, elle doit systématiquement signer des accords de confidentialité avec le FBI précisant qu'elle ne révélera pas «l'existence et les fonctionnalités» des appareils de reconnaissance, et qu'elle s'engage à ne partager «aucune information» au sujet de l'équipement avec le public[14].

Plusieurs appareils dans le catalogue de l'armée ont beau être largement utilisés par les forces de l'ordre fédérales et locales, des juges ont dû se battre pour obtenir des détails sur leur fonctionnement. L'utilisation de certains appareils du catalogue secret n'a jamais été reconnue publiquement; en conséquence, tout recours à ces technologies par des forces de police est difficile à contester.

«Cela peut prendre plusieurs décennies pour que le public apprenne ce que notre police fait et à quel point elle viole nos droits constitutionnels», explique Wessler, de l'ACLU. «En montrant les technologies de pointe des appareils de reconnaissance, ces documents vont aider les législateurs, les juges et le public à surveiller la police dans sa quête d'outils de surveillance électronique toujours plus puissants.»

Parfois, on ne sait même pas combien la police dépense pour des appareils de type Stingray quand ils sont payés avec les actifs saisis lors de coups de filet chez les trafiquants de drogues et lors d'autres opérations qui tombent sous le coup de la loi fédérale civile de saisie de biens. Les forces de police de l'Illinois, du Michigan et du Maryland ont utilisé ces fonds venant de la confiscation de biens mal acquis pour payer leurs équipements. «Le secret absolu qui entoure les émulateurs cellulaires est complètement injustifié et illégal», a déclaré Jennifer Lynch. «Aucun officier ou inspecteur de police ne devrait être autorisé à cacher des informations à un tribunal ou à un accusé sur la façon dont il a mené son enquête.»

Les juges ont fait pression pour que soit levé le secret entourant les fausses antennes-relais, notamment en repoussant des demandes de mandat. La police a parfois essayé de cacher le fait qu'elle avait utilisé un appareil Stingray dans une enquête, en conséquence de quoi un juge a rejeté la preuve obtenue grâce à l'appareil. En 2012, un juge du Texas a rejeté une demande de la DEA d'utiliser un émulateur cellulaire dans une opération,

faisant valoir que l'agence n'avait pas expliqué «ce que le gouvernement ferait» des données collectées auprès de personnes innocentes.

Les autorités policières ont répondu en relâchant des bribes d'information. En septembre 2015, le département de la Justice a publié de nouvelles directives pour l'utilisation des Stingray et des dispositifs similaires: les autorités fédérales qui s'en servent doivent maintenant obtenir un mandat fondé sur une cause probable et effacer toute donnée à caractère personnel sur les individus qui ne sont pas l'objet de l'enquête[15]. Cependant, une clause dans ces directives stipule que de bien vagues «circonstances exceptionnelles» peuvent dispenser les agents de l'obligation d'obtenir un mandat.

En octobre 2015, des directives similaires ont été publiées par le département de la Sécurité intérieure, dispensant de mandat les opérations sur la frontière américaine ainsi que les fonctionnaires qui ont acheté leurs Stingray avec l'argent du gouvernement fédéral, comme ceux du Wisconsin, du Maryland et de la Floride[16]. L'ACLU, l'EFF et des membres éminents du Congrès ont déclaré que les exceptions du gouvernement fédéral étaient trop mal définies et ouvraient la porte aux abus. «Les fausses antennes-relais peuvent collecter tellement d'informations sur des personnes innocentes qu'un simple mandat n'est plus suffisant, a expliqué Lynch. Les policiers devraient limiter l'utilisation de cet appareil à une courte période bien définie. Ils devraient aussi avoir en tête le serment qu'ils ont fait pour corroborer la présomption de culpabilité qui leur a permis d'obtenir le mandat.»

En novembre 2015, le juge fédéral Iain Johnston de l'Illinois a publié un avis juridique en réponse à la requête présentée par le gouvernement pour utiliser une fausse antenne-relais dans le cadre d'une enquête sur un trafic de stupéfiants. Dans son avis, le magistrat a vertement critiqué le secret entourant les Stringray et les autres appareils de surveillance, suggérant que les implications constitutionnelles de leur usage étaient très difficiles à mesurer. «Un émulateur cellulaire est simplement trop puissant pour être utilisé et les informations récoltées trop vastes pour que leur usage soit possible sans autorisation spécifique par un tribunal totalement informé», écrit-il. Il ajoute que la Harris Corporation «protège de façon abusive les informations sur son appareil. À tel point que les procureurs négocient des

arrangements à l'amiable bien en deçà de ce qu'ils pourraient obtenir, pour ne pas avoir à dévoiler certaines informations sur les simulateurs cellulaires. [...] Alors, où trouve-t-on quelqu'un, même parmi les juges fédéraux, qui soit capable d'obtenir des informations sur ces appareils? Un juge peut toujours demander au procureur adjoint ou à un agent fédéral, mais eux aussi restent bouche cousue à ce propos[17]».

L'ACLU et l'EFF sont convaincus que le public a le droit de connaître le type d'appareils qui sont utilisés afin de pouvoir participer à un débat éclairé sur les conséquences potentiellement très lourdes de cette technologie. Le catalogue secret, selon Wessler, «comble un vide important, mais il incombe aux services de l'ordre de nous dire le type d'équipement de surveillance qu'ils utilisent et ce qu'ils font pour protéger les droits à la vie privée garantis par le quatrième amendement.»

Vie et mort de l'Objectif Peckham

Ryan Gallagher

IL DÉAMBULE DANS LES RUES animées de Londres, mais Bilal El-Berjawi regarde par-dessus son épaule; où qu'il aille, il a l'impression d'être surveillé. D'ici quelques années, à 4 000 kilomètres de là, dans la lointaine Somalie, il sera assassiné par un drone américain.

Berjawi était un citoyen libano-britannique petit et trapu, aux cheveux drus et bruns. Il avait grandi comme n'importe quel autre jeune garçon dans la capitale du Royaume-Uni: il allait à l'école le jour et jouait au foot avec ses amis pendant son temps libre. Mais à l'aube de ses 20 ans, sa vie était tout sauf ordinaire. Parce qu'on le soupçonnait d'avoir des liens avec des militants chevronnés d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, sa citoyenneté britannique a été révoquée du jour au lendemain, et il a été placé sur une liste américaine de cibles à éliminer. En 2012, Berjawi a trouvé la mort à environ 16 kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio, quand un missile a touché sa voiture blanche et l'a détruite jusqu'à la rendre méconnaissable.

À la mort de Berjawi, l'Associated Press a rapporté que l'attaque qui le visait avait été menée par un drone, citant un responsable américain anonyme[1]. *The Economist* a critiqué le secret entourant l'attaque et se demandait s'il s'agissait d'une «exécution vraiment britannique[2]». Un document américain classifié obtenu et publié par *The Intercept* en octobre 2015 a fait la lumière sur les circonstances de la mort de Berjawi. Celui-ci révélait que le gouvernement américain le surveillait depuis au moins cinq ans alors qu'il voyageait entre Londres et la Somalie; qu'il avait été la cible d'une unité secrète des opérations spéciales contrôlant une flotte de plus de deux douzaines de drones, d'avions de chasse et d'autres véhicules aériens en Afrique de l'Est; et que la surveillance de son téléphone portable avait facilité son exécution.

Le document, une étude de cas dans le rapport de 2013 de l'ISR, ne mentionne pas nommément Berjawi, mais une cible portant le nom de code Objectif Peckham. Il contient pourtant suffisamment de détails précis sur les mouvements de la cible et le lieu et l'heure de l'attaque pour que l'on puisse prouver son identité avec certitude. L'histoire de la vie et de la mort de Berjawi soulève de nouvelles questions sur le rôle que joue le gouvernement britannique dans les assassinats ciblés de ses propres citoyens. Elle nous offre aussi un aperçu exceptionnel des actions secrètes menées par l'armée américaine dans la Corne de l'Afrique et de leur impact sur Al-Qaïda et Al-Chabab, un groupe affilié dans la région.

Berjawi – qui était connu sous différents noms, dont Bilal Abul-Jariya, Abu Omar et Abu Hafsa – a grandi dans un appartement du quartier de St. John's Wood dans le nord-ouest de Londres, à deux pas des studios d'Abbey Road. Il n'était encore qu'un bébé quand sa mère a émigré au Royaume-Uni avec lui, sa sœur et son frère. Selon l'entretien que Berjawi a accordé à Cage, un groupe de défense des droits humains basé à Londres qui soutient les présumés terroristes dont les droits sont bafoués, il serait né au Liban en 1990 et aurait émigré la même année à Londres. Mais les registres des passeports, selon un journal ougandais, indiquent qu'il pourrait en fait être né en septembre 1984. Il aurait donc eu 27 ans au moment de sa mort.

Adolescent, Berjawi traînait avec ses amis sur Edgware Road et fréquentait les bars à chicha et les magasins de nourriture libanaise qu'il y avait un peu partout dans le quartier. Tam Hussein, qui travaillait pour un organisme communautaire dans le nord de Londres, a rencontré Berjawi pour la première fois autour de 2003, quand il avait 16 ou 17 ans. «C'était un bon gars à l'époque, me confie Hussein. Mais c'était aussi un casse-cou, un battant. Il était connu pour ça.»

Hussein se rappelle que Berjawi était lié à un gang musulman du nord de Londres, impliqué dans des bagarres contre une bande rivale de jeunes irlandais. Mais il ne se souvient d'aucun autre signe indiquant que Berjawi s'adonnait à autre chose qu'aux activités d'un adolescent turbulent. Un jour, Berjawi et son groupe d'amis ont eu l'opportunité de profiter de vacances à l'étranger payées par l'organisation communautaire pour laquelle Hussein travaillait. Hussein se rappelle que le groupe avait choisi un village de vacances à Benidorm, sur la côte est de l'Espagne, où ils avaient été

expulsés d'un hôtel pour tapage: «Ils sont devenus fous, ils ont démoli leur chambre. Je ne l'avais jamais vu boire, mais là c'est arrivé, bien sûr – il aimait tous les trucs que les jeunes hommes de son âge aiment, faire la fête et ce genre de choses.»

Les années entre 2003 et 2006 semblent avoir été cruciales pour Berjawi. De fêtard espagnol et joueur de foot londonien il est devenu militant pour Al-Qaïda en Somalie. Selon le Pentagone, Berjawi a quitté Londres en 2006 pour une courte période et s'est rendu dans un camp d'entraînement appelé «Bayt Al-Jinn», où il a reçu une formation en maniement d'explosifs. Il est ensuite «retourné au Royaume-Uni et a fourni une aide matérielle aux éléments alliés d'[Al-Qaïda] en Afrique de l'Est». L'étude de cas ne donne aucune localisation pour le camp de Bayt Al-Jinn, mais un ancien rapport secret sur un Kényan présumé terroriste détenu à Guantánamo, publié par Wikileaks en 2011, mentionne une «maison Bayt Jinn» à Mogadiscio, soi-disant fréquentée par les agents internationaux d'Al-Qaïda dans la région[3]. Le rapport de Guantánamo déclare aussi qu'un groupe connu sous le nom des «London boys», dont Berjawi faisait partie, avait pris part à un camp d'entraînement à Mogadiscio à l'automne 2006.

Les comptes rendus du gouvernement américain sont corroborés par une biographie du martyr Berjawi publiée sur des forums internet djihadistes après sa mort. Il aurait «rejoint les moudjahidines en Somalie à l'époque de l'Union des tribunaux islamiques» – des tribunaux somaliens qui appliquaient les règles de la charia et qui avaient pris le contrôle de grandes parties de la Somalie en 2006[4]. C'est là qu'il aurait participé à son «premier entraînement». Puis il serait retourné en Grande-Bretagne, où il aurait pris la responsabilité de «la collecte des fonds et de leur distribution».

À son retour de Somalie en 2006, Berjawi ne semble avoir eu aucun contact direct avec la police britannique ou des services de sécurité. Malgré sa présence dans un camp d'entraînement affilié à Al-Qaïda, il n'a pas été arrêté, ce qui suggère que les renseignements collectés par les États-Unis sur ses allées et venues n'ont pas été immédiatement partagés avec les services britanniques. Lynne Arnold, porte-parole de la police métropolitaine de Londres, s'est refusé à toute déclaration, disant qu'elle «ne pouvait pas expliquer» pourquoi Berjawi n'avait pas été arrêté, et

qu'elle ne pouvait dire si les autorités américaines avaient partagé des informations à son sujet.

Selon l'entretien mené par Cage, Berjawi a commencé à se rendre compte que les autorités britanniques s'intéressaient à lui à partir de 2007. Cette année-là, les forces de lutte antiterroriste à Nairobi ont détenu deux de ses amis londoniens qui avaient fui la Somalie après que la guerre avait éclaté en Éthiopie. Relâchés sans accusation, ils ont dit à Berjawi, à leur retour à Londres, que pendant leur détention au Kenya, les agents britanniques les avaient questionnés sur lui et leur avaient montré des photos de lui. «C'est à ce moment-là que j'ai compris que j'étais suivi, expliquait Berjawi à Cage. Je voyais quelqu'un – toujours la même personne – me suivre, où que j'aille. La même voiture – j'ai même mémorisé le numéro de la plaque d'immatriculation.»

Entre 2007 et 2008, les soupçons de Berjawi se sont confirmés. Lors d'un voyage au Liban, il a été arrêté à l'aéroport et il a été interrogé sur les raisons de son voyage. Après avoir expliqué qu'il venait rendre visite à sa famille, il a donné le numéro de téléphone de son oncle aux enquêteurs qui l'ont finalement laissé passer. Il a de nouveau été interrogé à son départ, mais a pu arriver à Londres sans encombre. Quelques jours plus tard, Berjawi a appelé son oncle, qui lui a appris qu'il avait été abordé par des agents libanais de la lutte antiterroriste, et que ceux-ci lui avaient posé des questions sur lui.

Début 2009, Berjawi travaille à Londres avec son beau-père comme plombier et réparateur de climatiseurs. Il s'est marié, a eu une petite fille et sa femme est enceinte d'un autre enfant, un garçon. Mais les services de sécurité ont toujours Berjawi dans le collimateur. Il est sur le point de subir son premier vrai interrogatoire. Avec un ami d'enfance, Mohamed Sakr, Berjawi organise un voyage au Kenya. Selon ce qu'il dit, c'est pour faire un safari, mais les responsables de la lutte antiterroriste voient les choses d'un autre œil. Quand il arrive à l'aéroport de Mombasa, Berjawi est arrêté et interrogé. On le laisse entrer dans le pays, mais il remarque qu'un homme d'origine somalienne qu'il suspecte d'être une espèce d'espion le suit partout.

«Quel que soit l'endroit où je vais manger, le parc naturel où nous allons, il était là, pendu à son téléphone», Berjawi racontera-t-il à Cage. «Quand je m'arrêtais, il s'arrêtait; quand j'avançais, il avançait.»

Après quelques jours à Mombasa, Berjawi et Sarkr partent pour Nairobi, peut-être pour essayer de semer l'homme qui, pensent-ils, les file. Les deux logent dans la maison familiale de Naji Mansour, un citoyen américain vivant à Nyari, un quartier huppé de Nairobi situé non loin du siège africain des Nations unies. Mansour, qui a alors 32 ans, vit avec sa femme et leurs deux enfants dans un complexe résidentiel protégé avec salle de gym, de jeux et jardin. La partie principale de la maison compte quatre chambres et, dans une annexe, la famille garde deux chambres supplémentaires pour les invités.

Mansour, en se remémorant comment il a connu Berjawi et Sakr, me raconte qu'il les a hébergés pour rendre service à un ami, Mohamed, rencontré à Dubaï lorsqu'il y avait brièvement travaillé pour une entreprise qui proposait des services de sécurité informatique. Les deux hôtes auraient dit à Mansour qu'ils étaient au Kenya pour trouver une substance du nom de «*miraa*», ou «khat», une sorte de stimulant proche des amphétamines, cultivée et consommée dans la Corne de l'Afrique et dans la Péninsule arabique. À première vue, Mansour trouve que les deux sont des «types normaux». Ils paressent dans la maison, regardent des films, jouent avec les enfants et prient de temps en temps. «Mais ils n'avaient pas l'air de musulmans endurcis et dévoués», ajoute-t-il.

Au début, Berjawi et Sakr disent qu'ils ont besoin d'un toit pour quelques jours. Ces quelques jours deviennent une semaine, et quand Mansour leur demande ce qu'ils comptent faire, ils lui répondent qu'ils attendent de recevoir de l'argent pour poursuivre leur route. «Je ne les ai jamais considérés comme dangereux, même quand ils sont restés plus longtemps que prévu, explique Mansour. La seule chose étrange que j'ai remarquée, c'est qu'à aucun moment ils n'ont cherché à sortir de la maison.»

Au bout de deux semaines, nous sommes en février 2009, les forces antiterroristes kényanes cernent la maison de Mansour. Berjawi joue au billard dans la salle de jeux quand il entend frapper violemment à la porte. Il regarde à travers un rideau et voit des agents kényans lourdement armés, un hélicoptère qui survole la maison, et de nombreuses voitures. La police

prend d'assaut la maison, ordonne à Berjawi de se coucher sur le sol, et pointe une arme sur sa tempe pendant qu'il est fouillé. Berjawi racontera ensuite à Cage que lui et Sakr ont été menottés, emmenés dans les quartiers généraux de la police antiterroriste, et placés dans deux cellules différentes. La sienne est comme un «trou noir» «sans oreiller ni lumière ni rien», selon les dires de Berjawi et, lorsqu'il demande de la nourriture, le gardien lui répond qu'il n'a qu'à boire sa propre urine.

Plus tard ce jour-là, on le conduit dans une pièce isolée par un long couloir sombre. Des lumières vives l'aveuglent quand la porte s'ouvre, et une fois ses yeux habitués, cinq hommes très élégants dans leurs costumes se tiennent devant lui. «Ils ressemblaient à des professionnels, comme s'ils n'étaient pas d'ici, se rappellera plus tard Berjawi. On voyait bien la différence entre eux et les gardes. On sentait la sueur des gardiens, et certains étaient même saouls.» Selon ce que Berjawi dira ensuite, les hommes l'auraient accusé d'être un kamikaze d'Al-Qaïda venu au Kenya pour participer à une attaque contre l'ambassade israélienne et un supermarché appartenant à des Israëliens. Il aurait récusé ces accusations et demandé un avocat. «Mon ami, ici, vous êtes en Afrique, lui répondent les enquêteurs. En Afrique, tout ce qu'on peut te donner, c'est de la magie noire.»

Pendant quatre jours, Berjawi et Sakr sont maintenus en détention et interrogés à plusieurs reprises. Selon Berjawi, quand il a enfin eu de la nourriture, de l'*ugali*, un plat ressemblant au porridge, les gardiens l'avaient saupoudré de cendres de cigarettes. Ils lui ont demandé s'il était gay et ont insinué qu'ils enverraient un homme dans sa cellule pour le violer. Vers la fin de leur calvaire, Berjawi et Sakr auraient tous les deux enduré plusieurs simulacres d'exécution. «Ils nous jetaient hors du véhicule dans la forêt, on entendait "tchak-tchak" – vous savez, ce bruit-là, puis je sentais le canon d'une arme derrière ma tête, comme ça, mais... rien. Puis ils se marraient tous, nous reprenaient, nous jetaient dans la voiture, et nous ramenaient. Ils ont fait ça deux ou trois fois.» (Le service de police national du Kenya, l'autorité responsable du maintien de l'ordre dans le pays, n'a pas donné suite à nos demandes de commentaires.)

Selon Berjawi, aucun agent britannique n'a assisté à ses interrogatoires au Kenya, mais les services secrets britanniques ont transmis des questions aux Kényans, qui semblaient connaître de nombreux détails précis de sa vie

à Londres, comme le prénom de sa fille, où il jouait au foot, les noms de ses amis et de sa mosquée. Le dernier jour de sa détention, une femme que Berjawi soupçonne d'être une émissaire de l'ambassade britannique, lui rend visite, demande comment il va et lui tend des formulaires à remplir. Peu après, il est relâché. Avec Sakr, ils sont renvoyés à Londres, encadrés par quatre agents kényans.

Quand leur avion atterrit, on demande à tous les passagers de rester assis. Un groupe de «grands types blancs costauds en costume est monté dans l'avion», racontera Berjawi par la suite. «L'un d'entre eux m'a dévisagé et m'a dit en souriant: "Bilal, pourrais-tu te lever?"» Les hommes conduisent Berjawi et Sakr hors de l'avion et séparent les deux amis. Ils disent à Berjawi qu'ils travaillent pour l'agence de sécurité intérieure britannique, le MI5.

Pendant dix heures environ, les agents l'interrogent sur son séjour au Kenya. Ils l'avertissent qu'il n'est pas autorisé à ne pas répondre à leurs questions, sous-entendant qu'il est détenu dans le cadre de la loi antiterroriste, qui fait de la réponse «Je n'ai rien à déclarer» une infraction criminelle[5]. Les agents britanniques prennent des photos de Berjawi et ses empreintes digitales. Il se souviendra qu'ils étaient désolés, qu'ils «devaient le faire». Après l'interrogatoire, les agents prennent son argent et ses chaussures, lui rendent ses vêtements dans un sac-poubelle, et le laissent seul à l'aéroport, pieds nus, sans aucun moyen de retourner chez lui dans le nord-ouest de Londres.

Quelques semaines plus tard, Berjawi appelle son oncle au Liban, qui a dit avoir reçu une autre visite des agents de la lutte antiterroriste. Cette fois-ci, les agents lui ont signifié que Berjawi «faisait partie d'Al-Qaïda», selon «des informations reçues de Londres». Ils ont souligné que son neveu ne devait pas revenir au Liban s'il ne voulait pas avoir des ennuis.

Au même moment, Berjawi commence à soupçonner qu'il est suivi dès qu'il met un pied dehors. Peu après son retour du Kenya, il va au supermarché et remarque deux hommes qui semblent l'avoir pris en filature. Sur le trajet du retour, il tombe sur un vieil ami et s'arrête pour une courte conversation. Berjawi dira que les deux hommes ont ensuite abordé cette personne et l'ont emmené en voiture jusqu'au commissariat le plus proche pour l'interroger. Cette surveillance accrue semble avoir perturbé

Berjawi, même s'il n'avait jamais été arrêté au Royaume-Uni et encore moins accusé de quoi que ce soit.

En avril 2009, il s'adresse à Cage pour porter plainte pour «harcèlement» par les services de sécurité, selon la retranscription de son entretien. «Je ne veux être ni harcelé ni suivi – je suis effrayé, je subis beaucoup d'effets secondaires, vous savez», a dit Berjawi aux membres du groupe de défense de droits. «Mes amis sont effrayés, ils me fuient parce qu'ils se sont fait approcher. Je me sens seul. [...] Ça dépasse un peu les bornes.»

Au bout de six mois, en octobre 2009, Berjawi et son ami Sakr sont de retour en Somalie. Un an plus tard, en septembre 2010, le gouvernement britannique révoque les passeports des deux hommes sous couvert de la loi sur la nationalité britannique, et se libère ainsi de toute obligation juridique de faire respecter leurs droits de citoyens, un geste qui aurait ouvert la voie à leur assassinat.

Berjawi veut faire appel de cette décision et, en octobre 2010, il envoie un courriel à Cage pour que l'organisation en informe son avocat, Saghir Hussain. Hussain m'expliquera lors de notre entretien qu'ils ont eu du mal à déposer l'appel, principalement à cause des risques que courait Berjawi en Somalie lorsqu'il parlait au téléphone avec eux. «J'ai dit à sa famille: "Écoutez, je ne peux pas vous garantir que lorsqu'on se parlera, il ne sera pas tué par un drone", se rappelle Hussain. C'est pourquoi on a jugé qu'il était trop dangereux de continuer.» Les inquiétudes d'Hussain étaient fondées.

Selon une diapositive intitulée «Calendrier du FFF: étude de cas de l'Objectif Peckham» dans l'étude de l'ISR, depuis 2006, la force opérationnelle 48-4 du JSOC a surveillé de très près les allées et venues et Berjawi. On lui avait établi une «carte de baseball» et il est donc ainsi entré dans la procédure de capture-élimination. Le document soutient qu'en décembre 2009, Berjawi aurait aidé à «faire passer de l'argent, du matériel et des combattants» du Royaume-Uni jusqu'en Somalie. Tout au long de l'année 2010, le gouvernement américain récolte des renseignements sur lui en interceptant des communications, et très vite les opérateurs le localisent. Le 23 juin 2011, Berjawi est suivi jusqu'à un lieu près de Kismayo, une ville portuaire située à 400 kilomètres de Mogadiscio. L'unité des opérations spéciales lance une frappe, selon le document, mais celle-ci

n’aboutit pas à cause d’une défaillance technique et d’autres problèmes liés aux «autorités de validation».

Même si Berjawi n’est pas tué, il est peut-être blessé dans cette attaque ou dans une autre menée à peu près à la même époque. En effet, le 24 juin, l’Associated Press rapporte qu’un convoi de militants liés à Al-Qaïda a été attaqué aux alentours de Kismayo, et que deux ou trois combattants ont été blessés[6]. Deux semaines plus tard, les médias somaliens rapportent que Berjawi, «officier supérieur» d’Al-Qaïda, a peut-être été blessé dans une attaque et qu’il est allé au Kenya pour se faire soigner[7]. Ce n’est qu’à partir de l’année suivante que les forces américaines parviennent à localiser Berjawi à nouveau.

Selon l’étude de cas, le 21 janvier 2012, le 4×4 blanc de Berjawi est aperçu à 3 h 59, probablement par un drone, et ses mouvements sont surveillés pendant plusieurs heures dans une zone à quelques kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio, entre les villes d’Afgooye et de Ceelasha. Il est décrit comme un «adulte aux grandes enjambées, boitant légèrement (OBJ. PECKHAM)» à 5 h 02. Trois heures plus tard, à 8 h 11, une «filature commence». À 10 h 39, l’instrument de surveillance enregistre l’«inscription complète/concordante» d’un téléphone portable dans la zone de la cible, ce qui signifie que les codes d’identification uniques d’une carte SIM et du combiné associés à Berjawi ont été confirmés par l’unité des opérations spéciales. Vingt-quatre minutes plus tard, à 11 h 03, Bilal El-Berjawi, autrement connu sous le nom d’Objectif Peckham, «a été éliminé par une frappe cinétique», la moitié avant de son véhicule déchiquetée par l’explosion. Le récit de l’attaque, bizarrement, indique une autre liaison avec le téléphone portable à 11 h 31. Le drone continue de «surveiller la scène».

Le jour suivant, un porte-parole d’Al-Chabab se faisant appeler Cheikh Ali Mohamud Rage, confirme la mort de Berjawi, qu’il désigne comme un commandant en chef d’Al-Qaïda en Somalie[8]. Rage dit que Berjawi a été tué par un drone américain, et il jure que sa mort sera vengée. Il ajoute: «Nous considérons cette mort comme une bénédiction, grâce à Allah. [...] Son rêve de martyr vient de se réaliser.»

Alors que la nouvelle de la mort de Berjawi se répand, la paranoïa court aussi parmi les partisans d’Al-Qaïda en Somalie. Sept mois plus tôt, le chef

d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, Fazul Abdullah Mohammed, a aussi été tué[9]. On disait Berjawi proche de Mohammed, voire qu'il était son successeur. Alors, quand il meurt dans une attaque inattendue, on soupçonne un règlement de compte interne au sein d'Al-Chabab. En effet, certaines nouvelles venues du Kenya suggèrent d'abord que l'attaque contre Berjawi est un «coup de l'intérieur» et qu'il a été assassiné à cause de luttes de pouvoir entre les deux groupes[10]. Par la suite, un média somalien indique qu'au moins une centaine de combattants étrangers d'Al-Qaïda ont fui le pays, principalement à cause de ces tensions internes[11]. «Nos frères nous ont quittés, c'est vrai, pour aller au Yémen à cause de simples malentendus», aurait dit un porte-parole d'Al-Chabab à l'époque. «Tout a commencé quand on a perdu notre frère, Bilal El-Berjawi, le 21 janvier.»

Les groupes semblent avoir mis de côté leurs divergences et renforcé leur alliance une fois qu'il a été établi que Berjawi avait bien été tué par une attaque de drone. Trois mois après sa mort, les dirigeants d'Al-Qaïda et d'Al-Chabab se sont présentés ensemble sur une vidéo. Al-Chabab a prêté allégeance à Al-Qaïda et a fait le vœu de «marcher à vos côtés tels des soldats loyaux[12]».

À Londres, peu avant la mort de Berjawi, sa femme donne naissance à un garçon. On croit qu'elle a passé quelque temps avec Berjawi en Somalie avant de retourner à Londres en 2011. Dès qu'il apprend la naissance de son troisième enfant, Berjawi appelle sa femme à l'hôpital, quelques heures avant d'être tué. Des proches pensent que ce coup de téléphone l'a exposé à l'attaque des drones. Mais cela semble peu probable. Selon le récit du Pentagone, l'unité secrète des opérations spéciales avait localisé Berjawi neuf jours avant l'attaque mortelle. La surveillance de son téléphone portable a aidé à le repérer le jour de sa mort. Un doute demeure: le téléphone en question lui appartenait-il ou avait-il été placé en cachette dans son véhicule pour guider la frappe?

Six mois après la mort de Berjawi, en juillet 2012, Al-Chabab exécute publiquement trois hommes accusés d'avoir aidé les services secrets britannique et américain à tuer Berjawi[13]. Dans une vidéo de propagande, les informateurs supposés avouent avoir caché un téléphone portable dans le véhicule de Berjawi pour qu'il puisse être retracé et bombardé. L'un des accusés, Isaac Omar Hassan, raconte qu'un homme travaillant pour la CIA à

Mogadiscio lui a donné un téléphone Nokia X2 et une enveloppe contenant 4 000 dollars en liquide. On lui aurait demandé de placer le téléphone dans le véhicule de Berjawi et de s'assurer qu'il serait ouvert au moment demandé, ce qu'il affirme avoir fait le jour de la mort de Berjawi.

En février 2012, environ un mois après la mort de Berjawi, son ami d'enfance Mohamed Sakr est tué dans une attaque de drone américaine en Somalie.

La révocation des passeports de Berjawi et de Sakr avant leur exécution a soulevé des questions sur l'implication secrète du gouvernement britannique[14]. Ben Stack, un porte-parole du ministère de l'Intérieur britannique, a refusé de répondre quand on lui a demandé si les passeports avaient été révoqués dans le cadre d'un plan établi se terminant par les attaques mortelles menées par les forces spéciales d'opération américaines. «Nous ne commentons jamais les questions de sécurité», a-t-il déclaré.

Kat Craig, l'avocate du groupe londonien de défense des droits humains Reprieve, m'a dit qu'il y avait «de plus en plus de preuves» que le gouvernement britannique les avait «déchus de leur nationalité» pour supprimer les obstacles juridiques à l'exécution de personnes suspectées d'appartenir à un groupe terroriste. «Si le gouvernement britannique a joué un rôle quelconque dans la mort de ces hommes – ne serait-ce qu'en révoquant leur citoyenneté pour faciliter les assassinats extrajudiciaires –, alors le public a le droit de savoir, revendique Craig. Notre gouvernement ne peut être impliqué dans des exécutions secrètes. Si des personnes sont accusées de crimes, elles devraient être amenées devant les tribunaux et jugées. C'est ce que signifie vivre dans un État de droit.»

Depuis 2006, le gouvernement britannique a, selon certaines sources, déchu de leur nationalité au moins 27 personnes pour des motifs de sécurité nationale, jugeant leur présence «contraire au bien public[15]». Seul un ministre a le pouvoir de déchoir quelqu'un de sa citoyenneté, même si un tribunal de l'immigration peut contester la décision. Lorsque des poursuites sont portées pour des raisons de sécurité nationale, elles sont généralement fondées sur des preuves secrètes, ce qui signifie que les preuves contre les accusés leur sont cachées, à eux et leurs avocats. «L'effet immédiat de cette pratique, remarque Craig, est non seulement d'empêcher la justice de

prononcer une éventuelle condamnation à mort, mais aussi de fermer les portes des tribunaux à quiconque cherche à dénoncer certains des abus les plus graves que les gouvernements occidentaux ont pu commettre.»

La campagne secrète de drones qui, entre 2008 et 2015, s'est peu à peu étendue du Pakistan jusqu'en Somalie et aujourd'hui en Syrie, aurait tué au moins dix citoyens britanniques[16]. À la fin du mois d'août 2015, une attaque de drone américaine en périphérie de Raqqa a tué un hacker de l'État islamique appelé Junaid Hussain, un ancien habitant de Birmingham, en Angleterre[17]. Quelques jours plus tôt, lors d'une autre attaque proche de Raqqa, le gouvernement britannique a déployé pour la première fois ses propres drones pour tuer des citoyens britanniques, deux recrues de l'État islamique, Ruhul Amin et Reyaad Khan alors qu'ils voyageaient ensemble en voiture[18]. On ne sait pas très bien si, comme Berjawi et Sakr, ces cibles ont été déchues de leur nationalité britannique avant d'être tuées. Stack, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, n'a pas voulu commenter les questions liées à la nationalité d'Hussain, Amin, Khan, ou d'autres Britanniques tués par des drones. «Nous ne parlons pas de cas individuels. De plus, nous ne faisons aucun commentaire sur des questions de sécurité nationale», m'a-t-il rappelé.

La vie et la mort de Berjawi continuent de secouer la communauté dans laquelle il a grandi. Les journaux télévisés l'ont désigné comme ancien associé de Mohammed Emwazi, connu pour être le bourreau masqué de l'État islamique surnommé «Jean le djihadiste». Emwazi vivait près de Berjawi dans le nord-ouest de Londres, et une source proche de son cercle d'amis (qui a demandé à rester anonyme) m'a dit qu'ils fréquentaient la même école. Emwazi était un peu plus jeune que Berjawi et «l'admirait». Plusieurs des anciens amis de Berjawi vivent et travaillent toujours à Londres, mais se sont dissociés de la controverse qui l'entoure. L'un des plus proches amis de Berjawi travaille maintenant comme chauffeur de bus; un autre est devenu imam. Beaucoup de ses voisins et des membres de sa famille ne souhaitent pas s'exprimer publiquement à son sujet.

Dans la rue paisible bordée d'arbres où Berjawi a passé sa jeunesse, les voitures vont et viennent, et une nouvelle génération d'enfants rit en jouant sur le trottoir. Dans l'ancien appartement de Berjawi, où des membres de sa famille vivent toujours, une affiche froissée est épinglée sur la porte

d’entrée. On peut y lire, en arabe: «Que celui qui croit en Allah et au jour dernier ne dise que du bien ou qu’il se taise.»

Chasse à l'homme dans l'Hindu Kuch

Ryan Devereaux

DE 2011 À 2013, l'élite de l'armée américaine, soutenue par la CIA et d'autres éléments du milieu du renseignement, a entrepris d'anéantir les forces des talibans et d'Al-Qaïda qui se cachaient entre les pics vertigineux et les vallées plongeantes de l'Hindu Kuch, le long de la frontière nord-est de l'Afghanistan avec le Pakistan. Cette campagne, surnommée opération Haymaker, a été décrite comme un modèle optimal pour les futures guerres américaines: des unités des opérations spéciales, en partenariat avec des éléments intégrés du renseignement à la tête d'un réseau local d'informateurs, localisent les membres des organisations violentes puis échafaudent des plans pour éliminer ces cibles du champ de bataille, soit en les capturant soit en les tuant.

Les documents publiés par *The Intercept* le 15 octobre 2015 exposent en détail l'objectif et les résultats de l'opération Haymaker et indiquent que les forces américaines engagées dans cette campagne avaient, du moins en théorie, tous les atouts dont elles avaient besoin pour réussir. Après plus de dix ans de guerre en Afghanistan, un vaste réseau de sources de renseignements – constitué d'informateurs sur le terrain – a été mis sur pied, notamment dans les provinces aux paysages grandioses et à l'histoire rebelle du Kunar et du Nouristan. Certaines des unités les mieux entraînées du gouvernement Obama ont dirigé cette opération avec le soutien des services de surveillance électronique les plus puissants du monde, équipés de matériel qui permettait une reconnaissance sans égale des individus recherchés.

Malgré tous ces avantages, l'analyse de l'opération Haymaker, produite par l'armée elle-même, montre qu'à bien des égards elle a été un échec. La vaste majorité des personnes tuées par les frappes aériennes n'étaient pas ciblées et la campagne n'est pas parvenue à saper l'assise régionale d'Al-

Qaïda. Le SOCOM, contacté pour répondre à une série de questions concernant les missions de Haymaker, s'y est refusé en prétextant que la campagne, même si elle était terminée, restait classifiée.

Les documents secrets obtenus par *The Intercept* contiennent des diapositives détaillées portant sur Haymaker et sur d'autres opérations menées dans les régions frontalières d'Afghanistan, particulièrement tendues, des images, des noms et des organigrammes de militants présumés tués ou capturés à la suite des missions; des exemples de renseignements fournis pour déclencher des opérations mortelles; et le «compte rendu» d'une attaque de drone réussie. Les cibles identifiées dans les diapositives comme ayant été tuées ou détenues proviennent de divers groupes militants: certains sont des membres présumés des talibans et d'Al-Qaïda, et d'autres des membres de forces locales sans ambition terroriste internationale qui ont pris les armes contre les États-Unis après que les frappes aériennes ont amené la guerre à leur porte.

Une diapositive rend compte des statistiques des missions de septembre 2011 à septembre 2012 pour la force opérationnelle 3-10, responsable des opérations spéciales en Afghanistan, analysant avec une rare précision les quelque 2 000 opérations menées pendant l'année par les forces d'élite américaines dans le pays.

Ces documents montrent comme jamais auparavant ce que sont les exécutions typiques de la guerre contre le terrorisme et en soulignent à la fois les limites inhérentes et le coût en vies humaines. À une époque où le gouvernement Obama était ouvertement engagé dans la poursuite d'opérations comme Haymaker – des missions d'opérations spéciales chargées de débusquer des personnes précises, que ce soit en Afghanistan ou dans le reste du monde –, les documents soulèvent d'importantes questions sur l'héritage de la plus longue guerre à l'étranger de l'histoire américaine et sur son influence dans les conflits à venir.

La fréquence à laquelle les opérations d'«assassinat ciblé» touchent des passants anonymes est l'un des éléments les plus frappants des diapositives de Haymaker qui montrent que pendant les cinq mois de la campagne, presque neuf personnes sur dix tuées dans les frappes aériennes n'étaient pas visées par les Américains. En février 2013, les frappes aériennes de

Haymaker avaient abouti à plus de 35 «jackpots», alors que plus de 200 personnes étaient considérées comme étant des «ennemis morts au combat».

Dans le monde complexe de l'assassinat à distance, qualifier les morts d'«ennemis» jusqu'à preuve du contraire est courant, explique une source du milieu du renseignement qui a participé à des missions de traque de cibles de grande importance en Afghanistan. La procédure s'appuie souvent, dans les provinces du Kunar et du Nouristan, sur des suppositions ou des doutes raisonnables, surtout si parmi les morts se trouvent des «hommes en âge de combattre». «S'il n'existe aucune preuve que la victime de l'attaque n'est pas un homme en âge de combattre ou si elle l'est sans être un combattant ennemi illégal, alors aucune question n'est posée. Elle est classée parmi les ennemis tués au combat», explique la source. Pour les attaques aériennes dans le cadre d'opérations comme Haymaker, elle ajoute que les missiles peuvent être tirés par une variété de types d'aéronefs. «Mais neuf fois sur dix, ce sont des drones.»

Notre informateur est plutôt sceptique quant à ces frappes aériennes – fondées ostensiblement sur des preuves réelles qui visent à tuer des personnes précises – qui finissent par tuer en nombre. Pour s'assurer que la cible est bien morte, on ne peut bien souvent pas se contenter d'attendre que la fumée se dissipe. Confirmer qu'une cible a été tuée peut nécessiter des jours de surveillance électromagnétique et une liaison avec des sources sur le terrain, même si aucune de ces méthodes n'est parfaite. Lancer un missile sur une cible au milieu d'un groupe de personnes est «un acte de foi encore plus grand», explique la source – un acte qui, pense-t-elle, mélange proximité physique et preuve.

Les documents contiennent des diapositives qui traitent spécifiquement des opérations Haymaker de janvier 2012 à février 2013 en distinguant les attaques au sol, décrites comme des opérations «commando» ou «conjointes», et les attaques aériennes, décrites comme des «frappes cinétiques». Dans les deux cas, la cible est une personne précise: «Chaque mission a pour objectif de trouver quelqu'un, quelle que soit la raison. Un jackpot, c'est un nom de moins sur la liste.»

Selon les documents, les attaques au sol de Haymaker étaient bien moins mortelles que les attaques aériennes et conduisaient à des captures de personnes ciblées. Les recherches de Larry Lewis, ancien chercheur au

Center for Naval Analyses (CNA, centre des analyses navales), confirment cette conclusion. Lewis a passé des années à étudier les opérations de l'armée américaine en Afghanistan – les attaques au sol, les attaques aériennes et les jackpots – pour comprendre pourquoi il y a des victimes civiles et comment les empêcher. Son travail avec l'armée, en grande partie classifié, met l'accent sur les victimes civiles et renseigne sur les directives tactiques données par les généraux en chef. Les conclusions des recherches de Lewis sur les frappes aériennes américaines, surtout celles conduites par des machines censées être les plus précises de l'arsenal du Pentagone, sont alarmantes. Il a découvert que les frappes de drones en Afghanistan étaient dix fois plus susceptibles de tuer des civils que les avions conventionnels[1].

«On croit que les frappes sont chirurgicales, mais ce n'est pas le cas, a dit Lewis en entretien. En Afghanistan, dans la période que j'ai étudiée, le taux de victimes civiles est largement supérieur pour les véhicules sans pilote que pour les aéronefs avec équipage, taux déjà largement supérieur à celui des attaques terrestres.»

Le point de vue limité de la caméra, que Lewis nomme «l'effet paille», ainsi que le réseau opérationnel disséminé aux quatre coins du monde, peuvent entraîner des ratés, avance-t-il, y compris la mort d'innocents. Les documents fuités font une seule fois mention des victimes civiles, dans les statistiques de la force opérationnelle 3-10 de septembre 2011 à septembre 2012. Les États-Unis ont mené plus de 1 800 «opérations nocturnes» à un moment où le président afghan Hamid Karzai appelait à l'arrêt de l'implication des États-Unis dans les attaques de nuit controversées[2]. De ces opérations – qui ont abouti à la capture ou l'assassinat de 1 239 cibles et à 709 «complices» capturés ou tués –, l'armée a rapporté des «tirs» dans moins de 9 % de ses missions, avec un total de 14 victimes civiles pour l'année.

«Quatorze victimes est un nombre pour le moins suspect», nous indique la source qui a examiné les rapports des attaques et d'autres opérations en Afghanistan. «Je sais que le vrai nombre est largement supérieur. Mais ils décident eux-mêmes des chiffres pour pouvoir dire que toutes les exécutions sont légitimes.»

Les documents de Haymaker ne précisent pas si les morts étaient légitimes ou non. En revanche, ils illustrent comment les assassinats ont été

commis par le passé – et comment ils pourraient l'être à l'avenir.

La requête était sans ambiguïté. Le document, daté du 30 octobre 2012 et certifié par le CENTCOM, est intitulé «Demande d'autorisation pour une frappe cinétique». Les «résultats attendus» listés au début du document contiennent uniquement trois mots: «Tuer Qari Munib.»

Munib, nom de code Lethal Burwyn, était décrit comme un sous-commandant taliban opérant dans le district de Pech dans la province du Kunar. Il aurait commandé et contrôlé une branche de l'organisation, aurait été l'auteur de plusieurs attaques contre la coalition et les services de sécurité afghans, et il aurait été en liaison avec des responsables talibans au Pakistan. Selon le document, Munib aurait surtout été impliqué dans les complots récents pour mener des attaques à la bombe.

Les Américains ont étudié les conséquences de la mort de Munib, y compris la couverture médiatique, les retombées politiques potentielles et un possible «retour de manivelle dans la population». Il a été décidé que les répercussions négatives étaient «peu probables» dans ces trois catégories et que la mort de Munib «réduirait le nombre d'attaques» contre la coalition et les forces afghanes. Selon le document, mener à bien la mission nécessitait la «corrélation» des renseignements électromagnétiques, suivie d'une identification visuelle dans les vingt-quatre heures suivant l'attaque, et une «faible» probabilité de dommages collatéraux. Deux cartes accompagnent le document qui scelle le sort de Munib, et l'une d'elles contient les coordonnées de sa dernière localisation connue. Dans le coin en bas à droite du document se trouve une échelle, numérotée d'un à dix avec un dégradé allant du rouge au vert. Elle porte le titre de «Niveau de confiance». Un triangle trône entre les chiffres neuf et dix.

Moins d'une semaine après que les ordres avaient été donnés, la mission d'assassinat était lancée. Les renseignements électromagnétiques avaient été récoltés auprès d'un camp où l'on savait que Munib dormait, selon un rapport détaillé de l'opération. Les images montraient dans les environs cinq hommes en âge de combattre. Survolant le site, un drone MQ-9 Reaper, le Skyraider, a enregistré l'image d'un homme portant un vêtement ample et long, une coiffe blanche sur la tête, et qui jetait une

ombre sur la poussière. L'image a été «corrélée» aux renseignements électromagnétiques liés à Munib.

Skyraider a rôdé au-dessus de l'homme qui, bientôt rejoint par deux autres, s'est approché de la crête pour ensuite retourner au camp. La silhouette est ressortie du bâtiment. La caméra du drone a reçu la confirmation de l'identification. Skyraider «a engagé» l'attaque. Une capture d'écran montre un nuage de fumée là où l'homme se trouvait. Les troupes des forces opérationnelles observaient la façon dont des personnes ramassaient les restes humains. «Résultats: Jackpot – en attente. Total: un ennemi tué au combat», indique le rapport. Un ennemi a été tué au combat. La confirmation qu'il s'agissait bien de Munib, le jackpot, était toujours à venir.

Le vendredi 9 novembre 2012, l'OTAN a publié une de ses mises à jour des missions dans le pays, contenant notamment deux petites lignes sur une opération menée le jour précédent dans l'est de l'Afghanistan: «Les forces afghanes de sécurité et la coalition ont tué le dirigeant taliban Qari Munib durant une opération de sécurité dans la province du Kunar, jeudi. Qari Munib était l'auteur des attaques contre les forces de sécurité afghanes et de la coalition et coordonnait l'approvisionnement en armes et munitions[3].»

Cependant, l'annonce est parue cinq jours après l'attaque de drone décrite dans le rapport, qui ne fait aucune mention de forces afghanes impliquées dans l'opération. Munib a-t-il été tué dans une attaque unilatérale d'un drone américain que l'OTAN aurait ensuite camouflée? Ou l'attaque de drone a-t-elle raté sa cible, conduisant à une attaque interarmées qui a par la suite réussi à l'éliminer? Si c'est le cas, qui est la personne que Skyraider a tuée ce jour-là? À qui appartiennent les restes ramassés sous les yeux des analystes américains?

Ces questions restent sans réponse. Une question bien plus fondamentale s'impose, cependant: comment la plus puissante armée de l'histoire en est-elle arrivée à employer ses troupes d'élite et ses technologies de pointe pour traquer un homme comme Qari Munib, un taliban d'importance moyenne, dans un coin perdu de la planète, aux antipodes de la Maison-Blanche et de Ground Zero, plus de onze ans après les attaques du 11 septembre 2001?

Quand les Américains ont envisagé de tuer Qari Munib avec un drone en 2012, un document des services de renseignement visait à démontrer qu'il était une cible valable, au même titre que les rebelles locaux. Dans un graphique intitulé «Analyse de liens», le nom de Munib apparaît sous le dessin générique d'un homme afghan, entouré de six autres portraits. La moitié d'entre eux sont décrits comme des salafistes, une faction conservatrice qui existe au Kunar depuis des décennies et qui, pour un temps, a résisté à la présence des talibans dans la région.

L'un des salafistes représentés est Haji Matin, un négociant de bois de la vallée de Korengal. Pendant les premières années de la guerre, un des rivaux commerciaux de Matin l'a dénoncé aux Américains, à tort, comme militant. Les forces armées américaines ont alors bombardé sa maison. Matin a survécu, mais plusieurs membres de sa famille ont été tués[4]. Les Américains se sont alors approprié l'un de ses dépôts de bois pour en faire un avant-poste, transformant l'un des hommes les plus puissants de la région en un farouche opposant. Ce n'était pas la première fois que des hommes comme Matin ou les salafistes, qui étaient des décideurs politiques locaux, devenaient des adversaires.

«Si on regarde les choses avec des œillères, les Américains étaient très bons pour débusquer les gens», explique Matt Trevithick, un chercheur qui a, en 2014, fait plus d'une dizaine de voyages dans certaines des zones les plus reculées de la province du Kunar pour analyser les actions menées par l'armée américaine auprès des habitants[5]. Pour lui, les hommes puissants, opportunistes et astucieux ont manœuvré pour engluer l'armée dans des conflits locaux, une dynamique qui s'est répétée maintes et maintes fois durant la guerre. «Nous ne savions rien de ceux sur qui nous tirions, surtout dans le Kunar», dit Trevithick. Il comprend la frustration des forces conventionnelles qui ont été lâchées dans des endroits comme celui-là. «Je ne les blâme pas. Ils sont mis dans des situations impossibles. Tout le monde commence alors à ressembler à un ennemi. Cela signifie que vous commencez à tirer et que tout le monde devient vraiment votre ennemi.»

En septembre 2010, neuf ans après les attaques terroristes à New York et Washington, l'armée américaine et les forces de coalition doivent écumer une liste de 744 personnes sélectionnées pour être capturées ou tuées en

Afghanistan. Selon la liste interarmées des cibles prioritaires, fournie par Edward Snowden, la province du Kunar était la troisième du pays avec 44 cibles, parmi lesquelles les membres d'Al-Qaïda étaient peu nombreux, la plupart étant affiliés à des groupes locaux comme les salafistes, dont les crimes se résumaient généralement à des attaques contre les forces afghanes et occidentales dans la province. Les cibles de la liste de 2010 étaient rangées par ordre de priorité, numérotées de 1 à 4 selon leur importance – 1 étant la valeur la plus élevée. Dans le Kunar, seule une cible était de niveau 1, et plus de 80 % de niveau 3. Sept cibles de la liste interarmées des cibles prioritaires apparaissent dans les diapositives de Haymaker, alors que seules trois ont été reliées à Al-Qaïda. Les États-Unis ont fini par allouer les mêmes ressources pour éliminer des militants locaux que ceux du groupe responsable du 11-Septembre.

Après presque dix ans de guerre, des milliers d'opérations et des milliers de morts, certains dans le milieu des opérations spéciales ont commencé à mettre en doute la nature des cibles américaines en Afghanistan. «En 2010, les gars couraient après de vulgaires voleurs», a dit au *New York Times* en juin 2015 un officier des United States Navy's Sea, Air, Land (Navy SEAL, forces spéciales de la marine des États-Unis) Team 6. «L'armée la plus entraînée du monde pourchasse des voleurs à la tire[6].» Les ressources astronomiques allouées par les États-Unis pour tuer un flot incessant d'inconnus n'ont pas aidé à endiguer cet élan.

Les documents secrets sur Haymaker, qui contiennent une diapositive sur les «fondamentaux de la chasse à l'homme», illustrent l'alliance des soldats de l'armée américaine et des espions qui ont traqué des cibles le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan pendant des années. Selon l'une des diapositives, les «équipes opérationnelles» de Haymaker comprenaient la CIA, la DIA, la NSA et la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA, agence nationale de renseignement géospatiale). Le 11^{e} escadron de renseignement de l'armée de l'air, basé en Floride, a été réactivé en août 2006 dans le but précis de soutenir les opérations d'exécution des cibles par des analyses du renseignement aérien[7].

Les opérations de drones, qui soutenaient des campagnes comme Haymaker, comptaient aussi des troupes stationnées au camp Alpha. Dans

cette installation sûre à Bagram séjournaient des équipes du JSOC et des entreprises privées assurant le service des bases américaines, comme celle de Fort Gordon – plaque tournante moins connue, mais pourtant cruciale dans la lutte antiterroriste, qui appuie les opérations tactiques de la NSA à l'étranger, à partir d'Augusta, dans l'État de Géorgie.

Les missions ne se limitaient pas à l'utilisation des technologies de pointe, même si le renseignement électromagnétique et la surveillance électronique ont clairement contribué aux opérations de combat de Haymaker, comme lors de l'attaque de drone contre Qari Munib. Contrairement à d'autres secteurs dans lesquels la lutte antiterroriste est restée concentrée dans les airs – au Yémen et en Somalie, par exemple –, les documents de Haymaker montrent la forte présence des agences de renseignement américaines et de sources humaines sur le terrain dans le nord-est de l'Afghanistan. Dans le district de Waygal, dans le Nouristan, la DIA et la CIA ont «une myriade de sources complémentaires», relève une diapositive énumérant les «critères de ciblage» dans la zone, «dont certains pourraient déclencher nos opérations». Un tiers des «agents actifs» de Waygal avaient de «bons sélecteurs» – des téléphones que les Américains pouvaient cibler en préparation d'une frappe aérienne – et la NSA avait «pris le traitement du renseignement électromagnétique pour augmenter notre compréhension de cet environnement».

D'après la diapositive, Waygal, décrit comme un sanctuaire «historique» d'Al-Qaïda, contenait plus d'une demi-douzaine de «zones d'intérêt particulier répertoriées», dont l'identification était attribuée à des niveaux humains «historiques» similaires et à une surveillance par des drones scannant la zone. Il y avait plus d'une «dizaine de cibles actives» dans trois villages, dont la plupart étaient déjà sur les listes ou «pouvaient facilement y être». «Les cibles ne sont pas seulement des talibans chevronnés, mais aussi des Arabes», indiquent les diapositives qui soulignent la présence de présumés combattants étrangers dans la zone. «Éliminer ces cibles sera le signe d'avancées significatives.»

Les documents indiquent que les forces américaines ont lancé une seule attaque aérienne dans le cadre de la campagne Haymaker durant les premiers mois de 2012, tuant deux personnes. Pourtant, en mai, le rythme des opérations s'est accéléré de façon spectaculaire, au moment où la Maison-Blanche opérait un retournement stratégique en Afghanistan. Alors

que l'armée s'était concentrée sur la traque de cibles particulières de 2011 à 2012, les attaques de drones en Afghanistan ont augmenté de 72 %[8].

En cinq mois, à l'été 2012, 27 attaques au sol et 27 attaques aériennes ont été menées dans le cadre de Haymaker. Les attaques au sol ont permis la capture de 61 personnes, dont 13 étaient les véritables cibles des missions. Au total, deux personnes, selon certaines sources, ont été tuées dans ces opérations terrestres. Dans les frappes aériennes, par contre, 155 personnes ont été abattues et considérées comme des «ennemis tués au combat». Seuls 19 étaient des jackpots. Il n'est pas indiqué si ces 19 personnes sont comprises dans les 155 «ennemis tués au combat». En revanche, le taux de réussite (le nombre de jackpots divisé par le nombre de missions) est bien indiqué: 48 % pour les attaques au sol; 70 % pour les frappes aériennes.

Leurs calculs ne semblent pas tenir compte du nombre de personnes anonymes tuées dans la traque aux jackpots et ne parlent pas des opportunités de renseignement perdues en ne capturant pas de cibles vivantes. Le taux de réussite apparent, en d'autres termes, repose uniquement sur les jackpots et ignore les conséquences stratégiques – et humaines – de la mort d'innombrables passants.

Même si la source a admis que des scénarios où les femmes et les enfants sont désignés comme «ennemis morts au combat» sont probables, dans le cas des frappes de Haymaker, il pense que les morts étaient «plutôt des groupes d'hommes et de jeunes garçons» tués «parce que les renseignements indiquent que l'homme que recherche le JSOC se trouverait dans ce groupe-là». Dans le cas où une cible est identifiée dans un tel groupe, «ils lanceront l'attaque».

Un autre tableau révèle que les attaques aériennes ont tué 219 personnes sur une période de quatorze mois entre 2012 et 2013, conduisant au moins à 35 jackpots. Le document contient des portraits miniatures des individus capturés ou tués pendant Haymaker: 30 hommes, dont 24 estampillés «morts au combat», 5 emprisonnés, et un blessé pendant une attaque. Seule la mort de la moitié de ces personnes a été indiquée dans les publications de l'OTAN.

Les documents de Haymaker montrent aussi l'impact psychologique d'une vie sous la menace permanente d'une mort qui rode – un effet que les

défenseurs des droits humains ont documenté parmi les civils vivant dans les zones occupées par des combattants[9]. Une citation attribuée à un prisonnier taliban, «Ahmad», autrement connu sous le nom d'Objectif Brandywine, apparaît à trois reprises dans les documents: «Pour les talibans, quel que soit leur grade, le message le plus effrayant et le plus intimidant est sans conteste tout ce qui a à voir avec les drones et les bombardements aériens. Les talibans n'ont aucun moyen de se défendre et ils sont certains de leur destruction absolue, quelle que soit la cible.»

Néanmoins, l'évaluation de l'efficacité de Haymaker est sincère. Une diapositive détaillant les «effets» de la campagne de janvier 2012 jusqu'à février 2013 contient une analyse des «objectifs et des mesures d'efficacité». Les résultats ne sont pas bons. Le fait qu'Al-Aïda ne considère plus le nord-est de l'Afghanistan comme un refuge et la perte de membres éminents de l'organisation dans la région y sont qualifiés de «marginal». Dans le même temps, une comparaison de Haymaker 1.0 (août 2011) avec Haymaker 2.0 (février 2013) indique qu'Al-Qaïda a fait face à «une opposition locale faible, voire inexistante», et a profité d'«une relative liberté de mouvement» au Pakistan. Les frappes cinétiques, indique la diapositive, «ont permis d'abattre une cible [d'Al-Qaïda] par an», permettant à l'organisation de se «reconstituer» facilement.

En 2013, Haymaker avait tué un nombre significatif de personnes, mais faisait peu de progrès contre les forces d'Al-Qaïda dans la région. Selon la diapositive «Critères de réussite», les «inquiétudes diffuses sur la viabilité» du nord-est de l'Afghanistan comme refuge sûr ont été «éclipsées» par les dirigeants du groupe prévoyant l'établissement d'un «sanctuaire post-2014». Les individus ont continué de retourner en Afghanistan, assure la diapositive. Si les «développements embryonnaires de certaines vallées» indiquaient que les locaux étaient «fatigués» des efforts d'Al-Qaïda pour «débusquer des espions comme méthode efficace pour arrêter les frappes», les frappes et les attaques au sol elles-mêmes n'avaient permis «d'abattre/capturer que deux des cibles de l'organisation». Comme les diapositives relatives à son efficacité le montrent, l'impact de Haymaker sur Al-Qaïda et les relais des talibans dans le Kunar et le Nouristan était «considéré comme provisoire si l'on n'envisageait pas une campagne à long terme».

Le 18 février 2013, alors que Haymaker suivait son cours, le président afghan Hamid Karzai a promulgué un décret: l'armée afghane avait l'interdiction de faire appel aux frappes aériennes américaines en renfort de leurs opérations[10]. L'ordre faisait suite à une opération dans le Kunar dans laquelle l'OTAN et l'armée afghane avaient été accusées de la mort de dix civils: un homme, quatre femmes et cinq enfants. En 2012, la mission de l'ONU en Afghanistan avait relevé de nombreux autres incidents entachés de la mort de civils à la suite d'opérations américaines, y compris une attaque terrestre qui avait coûté la vie à sept civils, une «attaque aérienne» qui avait tué sept enfants et un adulte, et une attaque de drone qui visait «deux insurgés», mais avait abattu une adolescente.

Le 28 février 2013 est la dernière date mentionnée par les documents, sans que cela signifie clairement la fin de l'opération. En revanche, il est sûr que Haymaker coïncide avec une augmentation des attaques de drones et des victimes civiles en Afghanistan. À la fin de 2013, les Nations unies ont indiqué que le nombre de victimes civiles des drones avait triplé depuis 2012, dont «un tiers à cause des attaques aériennes» dans le Kunar, le cœur de la campagne Haymaker. Les dommages et intérêts distribués par les États-Unis, et dont *The Intercept* a pu obtenir une liste, s'élèvent à plus de 118 000 dollars payés en 45 versements au Kunar dans les années fiscales allant de 2011 à 2013[11]. Ces paiements sont versés en guise de compensations pour les nombreuses blessures et la mort de 27 personnes dont au moins 4 enfants. Les registres n'indiquent pas si les incidents étaient liés à la campagne Haymaker ou s'ils résultaient d'erreurs commises lors d'attaques aériennes ou terrestres.

Jusqu'à récemment, le conflit en cours en Afghanistan ne tenait que peu de place dans le débat public aux États-Unis. Mais l'attaque aérienne américaine sur un hôpital géré par Médecins sans frontières (MSF) a constitué une puissante piqûre de rappel, soulignant que la guerre, quel que soit le discours du gouvernement Obama en 2014, est loin d'être terminée. Lancée au matin du 3 octobre 2015, dans la province de Kondôz, l'attaque américaine a tué au moins 12 membres de l'équipe médicale de MSF et 10 patients, dont 3 enfants. Une infirmière sur place se rappelle avoir vu six

patients des soins intensifs brûlés vifs dans leurs lits. «Il n'y a pas de mots pour décrire cette horreur», disait-elle[12]. MSF a qualifié cette attaque de crime de guerre et a réclamé une enquête indépendante.

L'attaque de Kondôz a fait ressortir une réalité insoutenable: après presque quinze ans de guerre, plus de 2 300 vies américaines perdues et environ 26 000 civils afghans tués, la guerre en Afghanistan entre dans une nouvelle phase, potentiellement encore plus meurtrière[13]. En août 2015, les Nations unies ont déclaré que cette année-là, le nombre de victimes civiles en Afghanistan «pourrait dépasser le nombre de victimes enregistré l'an passé[14]». Si la plupart des victimes civiles dans la première moitié de 2015 étaient attribuées aux forces «antigouvernementales», 27 morts et 22 blessés ont été attribués aux frappes aériennes «des forces militaires internationales», 23 % de victimes de plus que l'année précédente, dont la plupart d'entre elles, contrairement à l'attaque aérienne de Kondôz, avaient été touchées par des drones.

Malgré l'augmentation du nombre de victimes civiles et l'incapacité reconnue des frappes de drones à atteindre les objectifs militaires plus larges, tous les facteurs sont réunis pour attester que les frappes aériennes sans pilotes vont jouer un rôle de plus en plus important dans l'engagement de l'armée en Afghanistan, tout comme dans les autres zones de guerre dans le monde. Moins de deux semaines après la publication du rapport de l'ONU, la revue *Foreign Policy* a révélé que le JSOC avait réduit de façon draconienne le nombre de raids nocturnes en Afghanistan tout en augmentant le nombre de frappes aériennes, et qu'il était «sur le point de doubler le nombre d'exécutions de "cibles de grande importance" par frappes cinétiques, par rapport à cinq ans auparavant[15]».

La frontière nord-est de l'Afghanistan avec le Pakistan continue d'être une zone active sur laquelle se concentrent les forces des opérations spéciales américaines sur place. La vallée du Pech, un point chaud de la campagne Haymaker, continue d'accueillir une constellation de groupes armés. Al-Qaïda, l'organisation qui sert de justification à la fois à l'invasion de l'Afghanistan et à la campagne Haymaker, est, selon certaines sources, plus présente que jamais dans la région. «La présence d'Al-Qaïda aujourd'hui est bien plus importante que lorsque les forces de la lutte antiterroriste américaines sont arrivées en 2002», d'après un rapport de

l'United States Institute for Peace (USIP, institut des États-Unis pour la paix)[16].

L'héritage stratégique de Haymaker repose largement sur la nouvelle guerre des drones en Irak et en Syrie du JSOC et de la CIA[17]. Selon la source qui nous a informés, ces campagnes, avec leur faible impact stratégique et les lourdes pertes qu'elles provoquent, devraient servir de rappel des dangers que posent les systèmes d'assassinat faillibles. «Je ne dis pas pour autant que le programme de drones est un échec total et qu'il n'a jamais rempli ses objectifs, précise-t-elle. Parfois, il a réussi», mais même les opérations que les commandants militaires ont désignées comme ayant réussi peuvent avoir des effets pernicieux, surtout dans les communautés éloignées où les missiles américains pleuvent si souvent. «J'aimerais croire que nous avons d'une certaine façon aidé les Afghans», explique la source, mais l'idée que «nous défendions la patrie ou l'intérêt des Américains d'une quelconque façon» s'est depuis longtemps évaporée. «Cette illusion n'existe plus en Afghanistan depuis des années.»

Postface

Une guerre sans fin

Glenn Greenwald

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE d'Obama de 2008 n'est plus, pour beaucoup d'entre nous, qu'un lointain souvenir. Il est donc facile d'oublier que ses vœux de corriger les stratégies fondamentales de la guerre contre le terrorisme de Bush-Cheney étaient au cœur de sa victoire électorale. Quand il se battait pour la nomination à la primaire démocrate et encore plus durant les élections générales, le candidat Obama tempêtait contre l'illégalité des politiques militaires américaines depuis le 11-Septembre. «Arrêtons d'ignorer la loi quand elle nous dérange. Ce n'est pas ce que nous sommes», a-t-il lancé d'une voix véhémente dans un discours de 2007. «Nous montrerons à nouveau l'exemple au monde: la justice n'est pas arbitraire.»

La nouvelle façon de faire la guerre annoncée par Obama devait avoir pour principe directeur la restauration du droit international et constitutionnel. Un portrait du procureur général Eric Holder dans *GQ* a souligné son caractère essentiel non seulement dans la campagne de 2008, mais aussi dans l'annonce générale de «changement» d'Obama: «Aucun autre sujet ne définissait mieux Obama que sa promesse de restaurer le respect des États-Unis pour le droit international. D'autres sujets ont pu passer avant son programme de politique intérieure, mais dans ce que la campagne d'Obama *signifiait* en termes symboliques et ce qu'elle supposait pour le monde entier, rien n'était plus important que son message de "changement" et sa promesse de restauration de la justice américaine.» Comme PolitiFact l'a dit en 2013: «Dans les années précédant la campagne de 2008, et au début même de la campagne, Obama a régulièrement souligné l'importance des libertés civiles et l'inviolabilité de la Constitution.»

Comme à leur habitude, les discours d'Obama à propos de ces sujets étaient bien tournés, mais pauvres en détails. Il était ferme et insistant sur une position claire et nette: il est intrinsèquement injuste que le gouvernement américain traite des individus comme des terroristes – voire pire, les condamne comme tels – sans leur offrir préalablement une garantie suffisante de leurs droits sous la forme d'une enquête judiciaire.

En septembre 2006, le Sénat a voté le Military Commissions Act, qui légalise les commissions militaires créées par le gouvernement Bush à Guantánamo. Ces commissions, juridictions d'exception, avaient le pouvoir de punir les détenus accusés de terrorisme. Le déni total du recours de ces derniers aux instances judiciaires américaines officielles faisait que ces commissions étaient controversées et vues comme radicales aux yeux de la justice américaine. Ainsi, les personnes accusées de crimes terroristes pouvaient être l'objet de punitions les plus terribles, dont des condamnations à des longues peines de prison, sans le moindre espoir qu'un tribunal écoute leur version des faits.

Avant le vote du Sénat, un amendement proposé aurait conféré le droit aux terroristes accusés d'être jugés par la Cour fédérale. Le sénateur Obama a prononcé au Sénat un discours passionné, défendant cet amendement, insistant pour dire qu'il était vital d'obliger le gouvernement à prouver qu'une personne est coupable avant de la traiter comme terroriste:

> Aujourd'hui, les procédures telles qu'elles existent permettent à un individu parfaitement innocent d'être détenu sans pouvoir ni réfuter ce que le gouvernement avance ni prouver son innocence.
>
> Je voudrais que quelqu'un dans cette chambre, quelqu'un de ce gouvernement m'explique en quoi cela est nécessaire. Je ne veux pas entendre que c'est un nouveau monde et que nous affrontons un nouveau type d'ennemi. Je suis déjà au courant. [...] Mais, en tant que parent, je peux aussi imaginer l'effroi que je ressentirais si l'un des membres de ma famille était enlevé au milieu de la nuit et envoyé à Guantánamo sans même avoir la chance de demander pourquoi ni de prouver son innocence.
>
> Au fait, ce n'est pas juste un scénario invraisemblable. Nous avons déjà des rapports de la CIA et de plusieurs généraux qui déclarent que de nombreux prisonniers de Guantánamo n'auraient jamais dû se trouver là.
>
> C'est une guerre extrêmement difficile que nous menons contre les terroristes. Parfois, notre filet ratissera trop large et nous attraperons la mauvaise personne.
>
> Mais ce qu'on peut éviter, c'est de refuser que notre système corrige ces erreurs. En donnant une chance aux suspects – ne serait-ce qu'une – pour réfuter les accusations qui leur sont portées,

qu'un juge confirme que le gouvernement a détenu la bonne personne pour des soupçons fondés, nous pourrions résoudre ce problème sans entraver nos efforts dans la lutte contre le terrorisme.

Pour les coupables, nous avons les procédures qu'il faut pour les enfermer. En tant que peuple, c'est ce que nous faisons. Nous agissons avec justesse, et nous agissons avec justice.

Monsieur le Président, ce ne devrait pas être un vote compliqué. J'espère que cet amendement sera adopté, parce que je crois qu'il s'agit de la seule façon pour que ce projet de loi fondamental préserve toutes les grandes traditions de notre système juridique et de notre mode de vie.

Le sénateur Obama s'est servi à plusieurs reprises de ces mêmes principes pour critiquer les politiques de surveillance de Bush. En 2006, il a annoncé son opposition à la nomination du général Michael Hayden, ancien directeur de la NSA, à la tête de la CIA par Bush. Obama justifiait son opposition par le fait que Hayden, en 2002, avait mis en place un programme de surveillance sans mandat de Bush, ce qu'Obama considérait à la fois illégal et contraire à l'éthique. Obama a été particulièrement choqué, comme il l'a dit, que «la NSA ait espionné les Américains sans mandat judiciaire». Justifiant son vote contre la nomination de Hayden, il s'est indigné: «Ce qui nous protège et ce qui nous distingue sont les procédures que nous mettons en place pour préserver cet équilibre, à savoir les mandats judiciaires et l'examen par le Parlement.» Nous devons, a dit Obama, «permettre aux membres des deux autres branches du gouvernement – le Congrès et la Justice – d'avoir la capacité de contrôler et de superviser un tel programme.»

Obama expliquait ainsi pourquoi les *mises sur écoute illicites* et l'*enfermement* des terroristes présumés sans une véritable procédure judiciaire constituaient obligatoirement des abus et des violations de «toutes les grandes traditions de notre système juridique et de notre mode de vie». En 2006, en tant que sénateur, il comprenait que les procédures judiciaires étaient nécessaires pour éviter de qualifier quelqu'un de terroriste, car, sinon, «notre filet ratissera trop large» et on finirait par «accuser la mauvaise personne».

Une fois président, Obama a non seulement ignoré ces nobles déclarations, mais il les a toutes bafouées. La pièce maîtresse de son programme d'assassinat par les drones, à savoir le pouvoir de cibler des personnes, y compris des citoyens américains, est restée entre ses mains, et uniquement entre ses mains. Où qu'elles soient dans le monde, il pouvait les faire exécuter sur un ordre unilatéral, fondé sur sa seule croyance que la

personne condamnée est un terroriste. D'une certaine façon, c'était scandaleusement injuste de la part de Bush d'*écouter illicitement* et d'*emprisonner* des terroristes présumés sans mandat judiciaire, mais il est tout à fait possible pour Obama de les *assassiner* en les privant totalement de leurs droits.

On ne saurait surestimer la contradiction entre les discours d'Obama avant qu'il ne devienne président et ses actions présidentielles. Le directeur de la CIA et de la NSA de Bush, Hayden, a dit de l'assassinat d'Anwar Al-Awlaki par Obama: «Nous avons besoin d'un arrêt du tribunal pour le mettre sur écoute, mais n'en avons pas eu besoin pour le tuer. Ce n'est pas fou, ça?»

En effet, c'est fou. C'est tout particulièrement une continuation et, dans bien des cas, un élargissement considérable des principes clés de la mentalité Bush-Cheney qu'Obama avait sans arrêt juré de combattre.

Qu'Obama ait adopté les principes de la «guerre contre le terrorisme» de Bush-Cheney est devenu évident presque immédiatement après son entrée fonction. Durant les premières semaines de sa présidence, ses conseillers juridiques ont ouvertement préconisé l'application de plusieurs des théories du pouvoir les plus extrémistes et controversées qui avaient défini la façon d'aborder le terrorisme du gouvernement Bush.

En février 2009, les juristes d'Obama ont soutenu que les prisonniers détenus à Bagram, en Afghanistan, n'avaient aucun droit légitime de s'opposer à leur détention et, comme le soulignait le *New York Times*, «ils reprenaient ainsi un argument clé de l'ancienne équipe de juristes du président Bush». Quand un juge fédéral désigné par Bush s'est opposé à cette demande et a maintenu que – comme Obama auparavant – les prisonniers capturés loin d'un champ de bataille avaient droit à un procès, le département de la Justice d'Obama a fait appel du jugement, démontrant ainsi que le gouvernement «ne reculait pas dans ses efforts pour conserver le pouvoir d'emprisonner les terroristes présumés pour de longues périodes sans droit de regard de la justice». Cette fois-là, le gouvernement Obama a gagné le droit d'emprisonner les gens sans accusation en se réclamant de la «guerre contre le terrorisme».

En 2010, cette théorie a été entièrement appliquée à Guantánamo. En mai 2009, le président Obama prononçait un discours aux Archives nationales devant la Constitution américaine, proposant un système de

«détention prolongée» préventive sans procès sur le territoire américain. Dans un article intitulé «President's Detention Plan Tests American Legal Tradition» (Le plan de détention du président met à l'épreuve la tradition juridique américaine), Le *New York Times* considérait le plan d'Obama comme «un changement de perception de la façon dont le pays se voyait, un endroit où ceux qui se retrouvaient dans le collimateur du gouvernement étaient soit condamnés, soit libérés». En janvier 2010, le gouvernement Obama a annoncé qu'il continuerait d'emprisonner des dizaines de détenus à Guantánamo sans accusation ni procès, même de la part d'une commission militaire, parce que ces prisonniers étaient «trop difficiles à condamner, mais trop dangereux pour être relâchés». En d'autres termes, la détention à long terme sans procès serait dorénavant acceptable dans les cas d'accusations de terrorisme.

Durant les deux premiers mois de sa présidence, Obama a invoqué l'une des armes juridiques les plus controversées parmi celles qu'avait utilisées le gouvernement Bush-Cheney: le privilège du secret d'État. Conçu comme un outil pour autoriser le gouvernement, en dernier recours, à empêcher dans des contentieux l'usage de documents particulièrement sensibles, le gouvernement Bush a adopté une définition du privilège qui était tordue au point de la rendre méconnaissable: non seulement des documents précis pouvaient être supprimés s'ils étaient suffisamment secrets, mais des procès entiers intentés contre le gouvernement pouvaient être renvoyés dès le début si la «cause» entendue représentait un secret d'État.

Quand les avocats du gouvernement Bush ont utilisé cette doctrine pour exempter les programmes de torture, de restitution et de surveillance des poursuites judiciaires, les démocrates, dont Obama, l'ont dénoncé avec véhémence. En effet, le site de la campagne d'Obama, «Comment changer Washington», soutenait, dans la rubrique «Le problème», que le gouvernement Bush «avait recouru à un outil juridique, le privilège du "secret d'État", plus que n'importe quel gouvernement précédent pour que des causes n'apparaissent pas devant des tribunaux civils».

Mais en février 2009, le département de la Justice d'Obama a lui-même utilisé ce privilège pour demander qu'un tribunal fédéral renvoie un procès amené par une victime du programme américain de restitution extraordinaire. Le *New York Times* a rapporté dans un article, «On State Secrets, Obama Is Sounding Like Bush» (Sur les secrets d'État, Obama

ressemble à Bush), qu'un juriste du département de la Justice «avait semblé surprendre les juges d'appel fédéraux en s'appuyant sur l'argument de préservation des secrets d'État préalablement défendu par le gouvernement Bush».

Deux mois plus tard, les avocats d'Obama étaient de retour en cour pour se servir du même argument. Ils demandaient cette fois le renvoi d'un procès récusant la légalité et la constitutionnalité du programme d'écoute sans mandat de la NSA. En 2010, le département de la Justice d'Obama utilisait la doctrine de la façon la plus radicale possible: demander le rejet du procès intenté par le père d'Awlaki contre le président pour l'assassinat de son fils sans aucun procès. Plutôt que de contester le procès sur les faits – en prouvant, par exemple, la culpabilité d'Awlaki –, les avocats d'Obama ont insisté pour dire que les exécutions commises dans la lutte contre le terrorisme ne relevaient pas de la juridiction des tribunaux. Des faits comme ceux-ci ont amené Charlie Savage, le lauréat du prix Pulitzer, journaliste au *New York Times*, à dire, le 17 février 2009 – moins d'un mois après l'investiture d'Obama –, que «le gouvernement Obama montre, discrètement, son soutien à l'approche de son prédécesseur pour la façon de combattre Al-Qaïda». Celle-ci consistait à semer «l'inquiétude parmi les défenseurs des libertés civiles et à conforter dans leurs convictions les tenants des politiques de l'ère Bush». Le gros titre résumait très bien tout cela: «La guerre contre le terrorisme d'Obama pourrait ressembler d'une certaine façon à celle de Bush.»

Cette possibilité – qu'Obama, fraîchement sorti d'une campagne dénonçant la guerre de Bush-Cheney contre le terrorisme, adopte à son tour et étende ses dispositions principales – était impensable au point que beaucoup ont refusé d'y croire malgré l'accumulation de preuves. J'étais parmi ceux-là: en février, je m'opposais modérément à Savage en qualifiant sa comparaison de Bush avec Obama comme «prématurée». Mais en juillet, les preuves étaient irréfutables. J'ai écrit que je m'étais trompé et que l'article de Savage était «prémonitoire plutôt que prématuré».

À partir de ce moment-là, la prise de conscience que la «guerre contre le terrorisme» d'Obama prenait la même tournure que celle de Bush s'est affirmée. Même l'aile droite des républicains, qui avait prévu d'attaquer Obama pour son abandon de l'approche de Bush-Cheney, reconnaissait et encourageait cette continuité. Le général Hayden, à qui Obama s'était

opposé lors de sa nomination à la tête de la CIA, a complimenté le président: «Il y a une véritable continuité entre le 43e et le 44e président.» James Jay Carafano, un expert de la sécurité intérieure de la fondation conservatrice Heritage, a dit au journaliste Peter Baker du *New York Times*: «Je ne crois pas qu'il soit juste de le voir comme un Bush adouci. C'est tout à fait Bush. Il est très difficile de voir une différence significative.» Dans un entretien de 2011 avec NBC News, Dick Cheney a lui-même commenté:

> Il a sans doute été pris dans le feu de l'action de la présidence, de la prise de décisions et des conséquences à assumer. Être candidat, c'est différent. Quand il l'était, il voulait fermer Guantánamo. Il était très critique de ce que nous avions accompli dans la lutte antiterroriste pour protéger les États-Unis. [...] Ses premiers discours à propos de l'inculpation des personnes de la CIA qui ont défendu nos politiques – tout ça est tombé à l'eau. Je crois qu'il a compris que ce que nous avons fait était bien plus approprié que ce qu'il pensait quand il était candidat. L'expérience est une bonne école.

Obama n'a pas vécu cette transformation tout seul. Comme on s'y attend dans le climat politique hautement polarisé et partisan des États-Unis, de nombreux démocrates et progressistes sont passés, comme lui, de virulents critiques de ces politiques à ardents défenseurs, une fois qu'elles sont devenues l'apanage d'Obama et non de Bush. Un sondage de 2012 du *Washington Post* / *ABC News* a montré que «les côtés les plus sombres de ses politiques de lutte antiterroriste, dont l'utilisation de drones pour tuer les terroristes présumés à l'étranger et garder ouverte la prison militaire de Guantánamo, ont reçu l'approbation du public, y compris de l'aile gauche du Parti démocrate». En effet, «53 % de ceux qui s'identifient comme des démocrates progressistes – et 67 % des démocrates modérés ou conservateurs – approuvent le maintien de la prison de Guantánamo, même si elle a été considérée comme le symbole des politiques sécuritaires post-11-Septembre de George W. Bush, auxquelles de nombreux progressistes se sont farouchement opposés». Et encore plus incroyable, «au moins 77 % des démocrates progressistes approuvent le recours aux drones» et «le soutien aux frappes de drones contre les terroristes présumés reste élevé. Il ne faiblit que lorsque les répondants sont questionnés explicitement sur le ciblage de citoyens américains vivant à l'étranger, comme dans le cas d'Anwar Al-Awlaki.»

Jack Goldsmith, un ancien avocat du département de la Justice de Bush et actuellement professeur de droit à Harvard, a écrit dans *The New Republic*: «Le nouveau gouvernement a repris le plus gros du programme de Bush, l'a étendu sur certains points, et ne l'a réduit qu'à la marge.» Il a mis en lumière le point crucial: Obama a rendu ces politiques bipartisanes et les a ainsi *renforcées* au-delà de ce que Bush et Cheney n'auraient jamais pu espérer. Goldsmith a déclaré que la décision d'Obama de «prolonger les principales politiques de lutte contre le terrorisme de Bush, c'est comme Nixon allant en Chine»; en d'autres termes, seul un président progressiste, autoproclamé défenseur des libertés civiles comme Obama, avait la capacité d'institutionnaliser en pouvoirs bipartisans et établis ces pouvoirs autrefois controversés et radicaux.

Le recours extensif et agressif d'Obama aux drones, tout au long de ses mandats, dans plusieurs pays à majorité musulmane, a incarné ce qui a rendu si destructrice la politique de «guerre contre le terrorisme» de Bush-Cheney. Obama s'est arrogé le pouvoir unilatéral, sans restriction et sans contre-pouvoir, de décider – sans l'ombre d'un recours à une procédure judiciaire – qui est terroriste et qui mérite de mourir. L'application de ce pouvoir discrétionnaire à un citoyen américain était une escalade par rapport à ce que Bush et Cheney n'osaient même pas faire. En effet, les fonctionnaires de Bush ont remarqué, probablement avec raison, qu'ils ne s'en seraient pas sortis comme Obama l'a fait en tuant Awlaki.

Il y a eu, bien sûr, quelques changements dans la «guerre contre le terrorisme» à la suite de l'élection d'Obama: le programme de torture (qui avait déjà été désactivé avant l'élection de 2008) a été officiellement arrêté, et les forces spéciales et les drones ont remplacé l'invasion au sol à grande échelle qui a détruit l'Irak. Mais l'essence même du modèle Bush-Cheney – que les États-Unis mènent une guerre sans fin contre les *terroristes présumés* qui n'ont aucun droit d'aucune sorte – est restée bien vivante et, dans beaucoup de cas, plus forte que jamais.

La machine à tuer fournit une analyse détaillée des usages et des abus de ces pouvoirs. Ce livre cristallise les inquiétudes que l'on pouvait avoir au sujet de la présidence d'Obama à propos des actions menées impunément contre les terroristes: «Parfois, notre filet ratissera trop large et nous attraperons la mauvaise personne.» La plupart des révélations de ce livre illustrent l'un des aspects les plus durables et les plus graves de l'héritage

d’Obama: la continuation d’une guerre sans fin, alimentée par les pouvoirs même qu’il avait promis de neutraliser.

Décoder le langage de la guerre secrète: petit lexique de l'assassinat

Josh Begley

But marqué

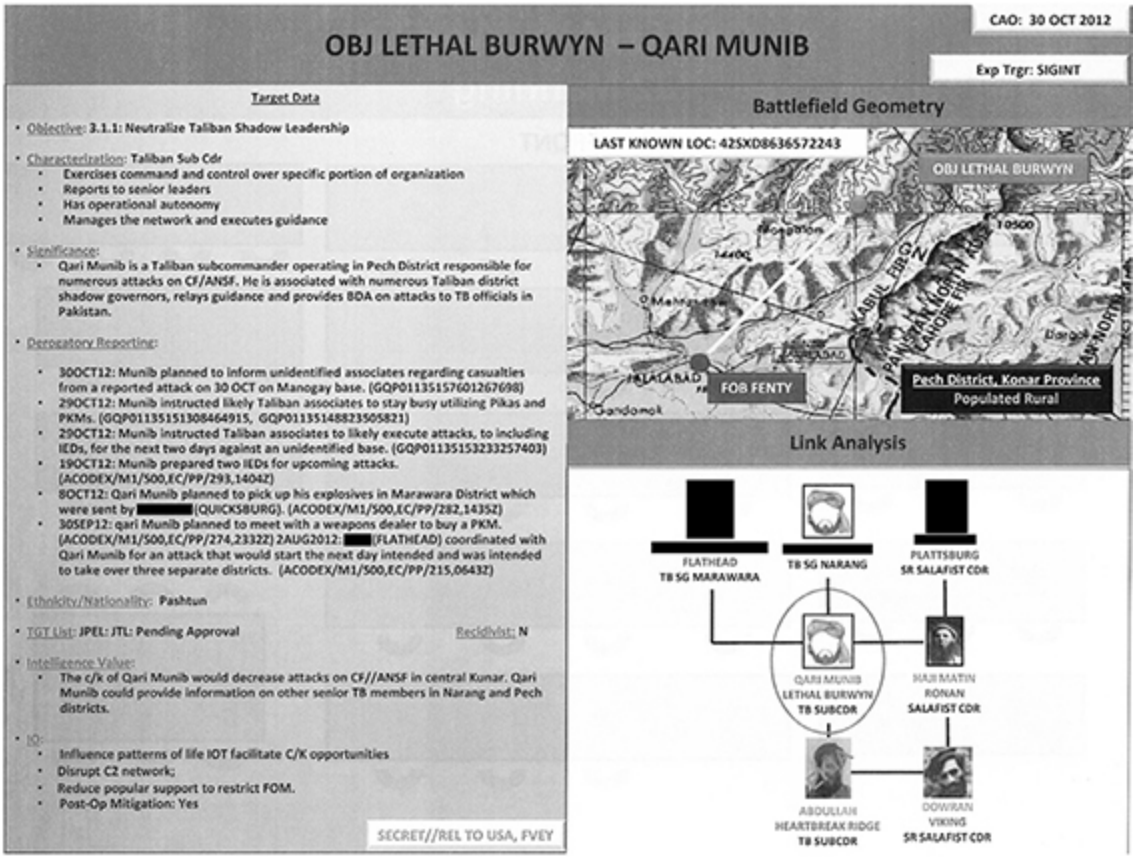
Les missiles Hellfire – les explosifs tirés depuis les drones – ne visent pas toujours des gens. En fait, la plupart des attaques de drones visent des téléphones portables. La carte SIM fournit la localisation d'une personne; lorsqu'il fonctionne, un téléphone peut devenir synonyme de mort pour celui qui est traqué.

Quand un raid nocturne ou une attaque de drones réussissent à neutraliser le téléphone d'une cible, les opérateurs appellent cela un «but marqué».

Carte de baseball

La «carte de baseball» est la méthode de visualisation de l'information pour les militaires: elle est utilisée pour afficher les données, cartographier les relations entre les gens et identifier ce qu'on appelle les schémas de vie de certains individus.

Ce n'est pas exactement ce à quoi ressemble une carte de baseball, comme en témoigne cet exemple.



La chaîne d'assassinat

Pendant de longues années, avocats et défenseurs des droits humains se sont interrogés sur la chaîne de commandement dans les cas d'assassinats hors des champs de bataille. Qui les autorise? Tombent-ils sous le coup de la loi de 2001 autorisant le recours à la force militaire, ou sont-ils sujets à d'autres législations?

Les documents secrets qui sont révélés ici ne sont pas exhaustifs sur ce point, mais ils suggèrent une hiérarchie verticale – qui remonte jusqu'au président des États-Unis.

Clignotement

Un clignotement arrive quand un drone doit changer d'emplacement et qu'il n'y a pas d'autre aéronef pour prendre sa place. Selon les documents

classifiés, les clignotements sont un des défis majeurs de l'armée, qui veut exercer une surveillance permanente.

Surveillances de l'ISR dans la Corne de l'Afrique	Résultat: une des raisons fondamentales des échecs de la traque est l'incapacité de maintenir 24 h/24, 7 j/7 une surveillance sur les zones de mission active, surtout quand l'ISR est en phase d'exécution.
	Recommandations: réquisitions du commandement de soutien combattant d'orbites supplémentaires de l'ISR pour éviter les «clignotements» sur les cibles de grande importance durant une forte augmentation de la demande.

La vue est la métaphore de la surveillance. La surveillance parfaite serait celle exercée par des yeux sans paupière. Ce que voit la caméra, en revanche, apparaît sans le contexte sur le terrain. Certains opérateurs de drones disent qu'observer une cible revient à «regarder par le trou d'une paille».

Empreinte

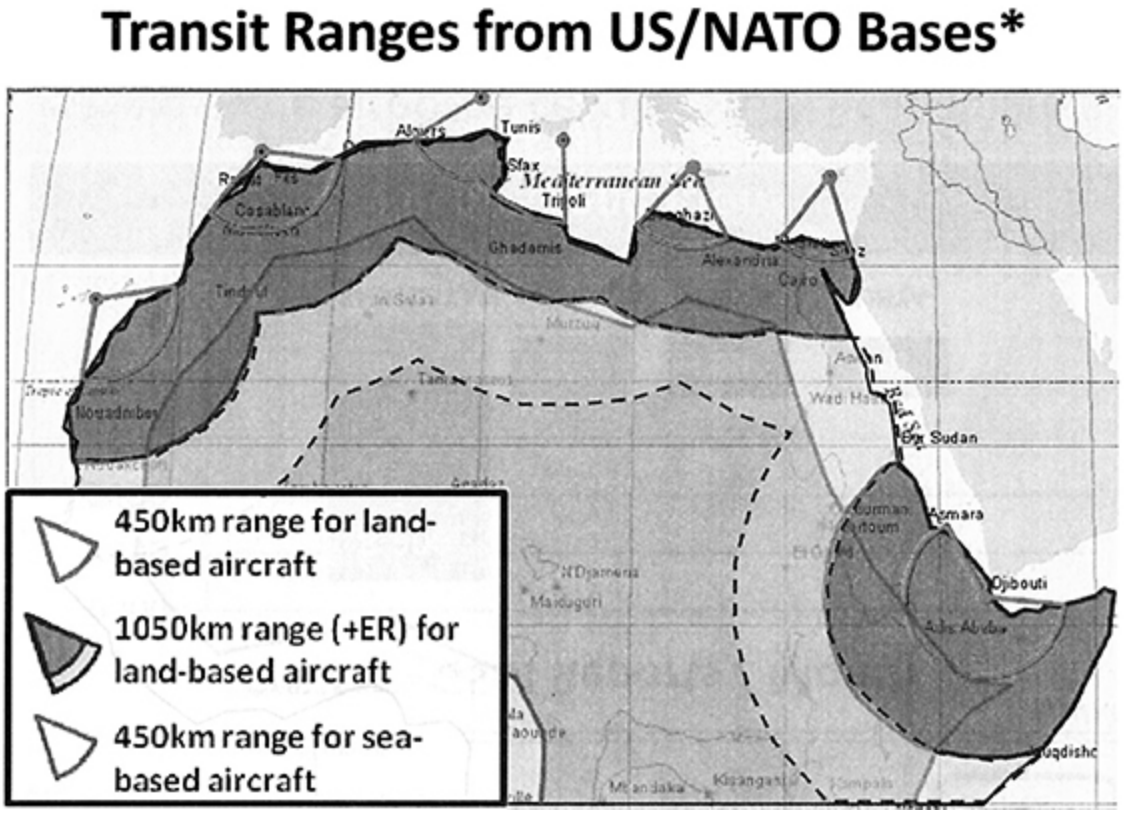
Les drones ne sont pas magiques. Ils doivent décoller de quelque part. Et de plus en plus, ce quelque part est en Afrique.

Mais où exactement?

Jusqu'en 2012, le JSOC avait des bases à Djibouti, au Kenya et en Éthiopie. Le JSOC avait 11 drones Predator et 5 drones Reaper dans la Corne de l'Afrique et au Yémen.

Après que plusieurs drones Predator se sont écrasés près du camp Lemonnier à Djibouti, l'armée américaine a déplacé ses opérations dans un aérodrome plus éloigné à Chabelley, à Djibouti.

Voici un aperçu de la façon dont les États-Unis projettent d'étendre leur puissance de surveillance sur le continent africain.



Ennemi tué au combat

Sur une période de quatre mois et demi, l'armée américaine a utilisé des drones et d'autres aéronefs pour tuer 155 personnes dans le nord-est de l'Afghanistan. Dix-neuf d'entre elles étaient des jackpots; les 136 autres ont été qualifiées d'«ennemis tués au combat».

Opération Haymaker (1er mai – 15 septembre 2012)

Type	Nombre d'opérations	Ennemis tués au combat	Prisonniers	Jackpots	%
Opérations autorisées	27	2	61	13	48%
Frappes de combat	27	155	N/R	19	70%

Total	54	157	61	32	

La colonne «%» indique le nombre de jackpots divisé par le nombre d'opérations: un taux de réussite de 70 %. Mais ce chiffre ignore plus d'une centaine de personnes tuées par la même occasion.

Sur dix personnes tuées lors de ces frappes, neuf n'étaient pas des cibles choisies.

Jackpot

Quand les opérateurs de drone atteignent leur objectif et tuent la personne qu'ils visaient, cette personne est appelée un «jackpot».

Quand les opérateurs ratent leur cible et tuent quelqu'un d'autre, ils le nomment «ennemi tué au combat».

Liste de surveillance

Les agences du renseignement américain traquent les gens en localisant d'abord leur téléphone portable. Équipé d'un simulateur de relais de téléphone portable appelé «Gilgamesh», un drone peut forcer un téléphone à s'y connecter et ensuite utiliser ses signaux pour trianguler la position de la personne.

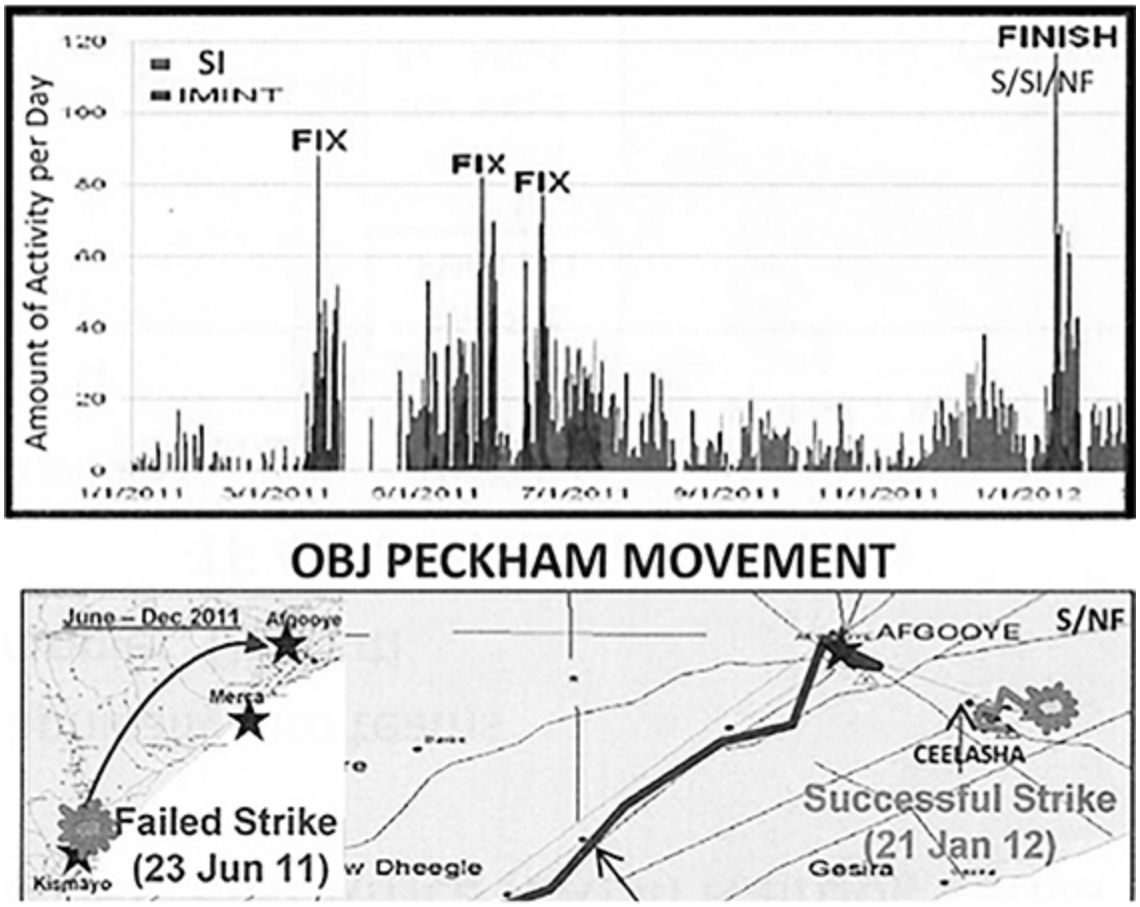
Orbites

L'armée est préoccupée par ce qu'elle appelle la «tyrannie de la distance» dans ses efforts pour maximiser le nombre d'orbites parcourues. Une orbite, dans ce contexte, renvoie à un cycle de surveillance ininterrompue d'une cible. Comparés aux champs de bataille traditionnels d'Irak et d'Afghanistan, les drones américains doivent voyager plus loin pour atteindre leurs «zones d'intérêt désignées» au Yémen et en Somalie.

Objectifs

La plupart du temps, les opérateurs de drones essayent de tuer quelqu'un en particulier. Ils appellent ces personnes-là, celles qui sont chassées, des «objectifs».

À quoi ressemble un objectif? Voici un exemple.



La chronologie concerne un homme nommé Bilal el-Berjawi. Les agences de renseignement l'ont observé pendant des années, puis le gouvernement britannique l'a déchu de sa nationalité.

Après avoir appelé sa femme, qui venait d'accoucher dans un hôpital londonien, Berjawi a été tué par une frappe de drone américaine. Certains ont pensé que le coup de téléphone avait pu révéler sa position, mais les drones savaient déjà où il se trouvait.

Voici ce qui reste de sa voiture.

Oiseaux

La première bombe larguée d'un avion explose dans une oasis à côté de Tripoli le 1er novembre 1911[1].

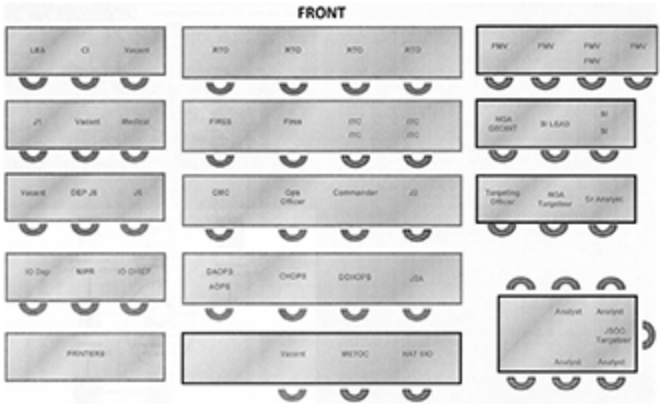
En survolant Aïn Zara, en Libye, le lieutenant Giulio Gavotti s'est penché hors du cockpit de son avion, qui ressemblait à une libellule, et a laissé tomber une grenade à main Haasen. Celle-ci a atterri «dans le camp de l'ennemi avec des résultats satisfaisants».

Cent ans plus tard, les bombardements sont effectués par des avions sans pilote. Ils sont contrôlés à distance, bien souvent depuis l'autre côté du monde. Nous avons fini par les nommer «drones».

Pour ceux qui les guident, ce sont des «oiseaux».

Les opérateurs peuvent observer leurs cibles des heures durant, souvent depuis des salles climatisées, jusqu'à ce qu'ils reçoivent l'ordre de faire feu. Le moment venu, tout le monde dans la salle assiste à l'exécution.

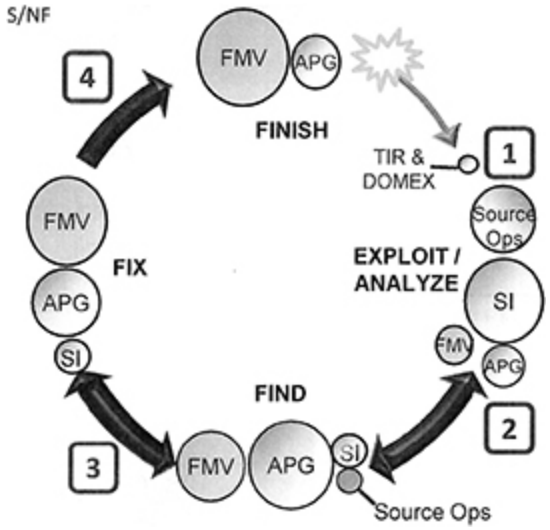
Voici où ils sont assis.



Traquer, débusquer, achever

Dans le fond, le but de l'ISR est d'alimenter un cycle: traquer quelqu'un, le débusquer, l'achever. L'exploitation et l'analyse constituent deux autres étapes.

Communément nommé le FFFEA (pour *«find, fix, finish, exploit and analyze»*), ce cycle se mord la queue. Tout le processus se résume à une chasse à l'homme. Dès qu'une cible est achevée, la traque d'une nouvelle cible commence.



Remerciements

CE LIVRE EST LE PRODUIT d'un travail journalistique collectif, s'étalant sur plusieurs mois par toute l'équipe de *The Intercept*. Alors que tout le monde continuait d'alimenter le site, le cœur de l'équipe de *La machine à tuer* a travaillé dur sous des contraintes de sécurité très strictes, et ce livre est le fruit de ce travail. Betsy Reed et Roger Reed ont mis en forme la première série, avec des articles de Peter Maass, Ryan Tate, Andrea Jones, Rubina Madan Fillion, Miriam Pensack et Charlotte Greensit. Merci à Laura Poitras, Henrik Moltke, Andrew Fishman et Matthew Cole pour leurs reportages. Lynn Dombek, Sheelagh McNeill, Josh Begley, Margot Williams, Alleen Brown, John Thomason et Spencer Woodman ont mené des recherches importantes. Le codage des informaticiens Tom Conroy et Raby Yuson, et la sélection des photographies de Connie Yu, Stéphane Elbaz et Philipp Hubert ont transformé les contenus techniques complexes en graphiques numériques clairs et saisissants, et Philipp a ensuite adapté cette iconographie pour le livre. Lynn Oberlander a prodigué des avis juridiques sûrs, posant des questions pertinentes qui ont amélioré le travail journalistique. Nous remercions aussi Anthony Arnove, l'agent qui a deviné le potentiel de ce livre et ne s'est reposé qu'une fois le travail terminé; Ben Wyskida et Berlin Rosen de s'être assurés que les articles rejoindraient un vaste public. Merci à Michael Bloom et toute l'équipe de First Look Media, de la production à la technologie, la sécurité, les communications et la comptabilité, pour leur soutien inconditionnel; et à Pierre Omidyar, qui nous a permis de poursuivre notre métier de journaliste, où qu'il nous conduise. Cette liberté est un don extraordinaire pour lequel nous sommes infiniment reconnaissants.

Enfin, nous exprimons nos remerciements les plus sincères au lanceur d'alerte qui, au prix de risques considérables, a fourni les documents classifiés sur le programme américain d'assassinats.

Les collaborateurs

Jeremy Scahill est l'un des trois fondateurs de *The Intercept.* Il est l'auteur de *Dirty Wars. Le nouvel art de la guerre* (Lux, 2014) et *Blackwater. L'ascension de l'armée privée la plus puissante du monde* (Actes Sud, 2007). Deux fois lauréat du prix George Polk, en 1998 pour des reportages à l'étranger et en 2008 pour *Blackwater*. Scahill est le producteur et le scénariste du film *Dirty Wars*, acclamé au festival de films de Sundance en 2013 et parmi les finalistes de l'Oscar du documentaire.

Glenn Greenwald est l'un des trois fondateurs de *The Intercept*. Son dernier livre, *Nulle part où se cacher* (JC Lattès, 2014), aborde la surveillance aux États-Unis et ses expériences journalistiques à travers le monde à partir des révélations d'Edward Snowden. Les reportages qu'il a menés sur la NSA pour *The Guardian* ont remporté le prix Pulitzer du service public en 2014.

Josh Begley est un rédacteur et graphiste de *The Intercept*. Il a créé Metadata+, une application pour iPhone qui traque les frappes de drones américaines.

Cora Currier est une journaliste de *The Intercept* spécialiste de la sécurité nationale, des affaires étrangères et des droits humains.

Ryan Devereaux est un journaliste de *The Intercept*. Son travail s'est concentré sur le crime organisé, les conflits et les droits humains dans le contexte de la lutte antiterroriste et de la guerre contre la drogue.

Ryan Gallagher est un journaliste écossais de *The Intercept*, dont le travail sur les libertés civiles, la technologie et la surveillance gouvernementale a été récompensé.

Peter Maass, un journaliste de *The Intercept*, est l'auteur de *Love Thy Neighbor: A Story of War* (Knopf, 1996), des mémoires sur la guerre de Bosnie, et *Crude World: The Violent Twilight of Oil* (Vintage, 2010).

Nick Turse est un collaborateur régulier de *The Intercept*. Il est rédacteur en chef de *TomDispatch* et l'auteur, plus récemment, de *Tomorrow's Battlefield: US Proxy Wars and Secret Ops in Africa* (Haymarket, 2015) et *The Changing Face of Empire: Special Ops, Drones, Spies, Proxy Fighters, Secret Bases, and Cyberwarfare* (Haymarket, 2012).

Margot Williams est rédactrice spécialisée pour les enquêtes de *The Intercept*. Pendant quatorze ans au *Washington Post*, elle a été membre de deux équipes lauréates du prix Pulitzer – en 1998 pour une enquête sur la fusillade de civils par la police de Washington D.C. et en 2001 pour une couverture nationale du terrorisme. Williams a dressé la première liste des détenus de Guantánamo – des années

avant que leurs noms ne soient publiés – et a mis en place la base de données exhaustive de Guantánamo pour le *New York Times.*

Les documents

ISR, «ISR Support to Small Footprint CT Operations – Somalia/Yemen», Requirements and Analysis Division, diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015 [février 2013], "site web".

ISR, «ISR Support to Small Footprint CT Operations – Somalia/Yemen: Executive Summary», Requirements and Analysis Division, diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015 [mai 2013], "site web".

«Operation Haymaker», diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web".

«Geolocation Watchlist», diapositive publiée par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web".

NCTC, «March 2013 Watchlisting Guidance», document publié par *The Intercept*, 23 juillet 2014, "site web".

NCTC, «Directorate of Terrorist Identities (DTI): Strategic Accomplishments 2013», document publié par *The Intercept*, 5 août 2014, "site web".

«The Secret Surveillance Catalogue», dossier, *The Intercept*, 17 décembre 2015, "site web".

Notes

L'héritage des drones

[1] Elizabeth B. Bazan, «Assassination Ban and E.O. 12333: A Brief Summary», *CRS Report for Congress*, 4 janvier 2002, "site web".

[2] William Saletan, «Editors for Predators: To Justify Drone Strikes, the Obama Administration Is Twisting Language and the Law», *Slate*, 8 février 2013, "site web".

[3] «CIA "Killed al-Qaeda Suspects" in Yemen», *BBC News*, 5 novembre 2002, "site web".

[4] Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, «Fact Sheet: U.S. Policy Standards and Procedures for the Use of Force in Counterterrorism Operations Outside the United States and Areas of Active Hostilities», 23 mai 2013, "site web".

[5] Anthony D. Romero, «ACLU Comment on President's National Security Speech», ACLU, 23 mai 2013, "site web".

[6] ISR, «ISR Support to Small Footprint CT Operations – Somalia/Yemen», Requirements and Analysis Division, diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015 [février 2013], "site web".

[7] «Operation Haymaker», diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web". Voir aussi Jo Becker et Scott Shane, «Secret "Kill List" Proves a Test of Obama's Principles and Will», *The New York Times*, 29 mai 2012, "site web".

[8] «Geolocation Watchlist», diapositive publiée par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web".

[9] House Permanent Select Committee on Intelligence, «Performance Audit of Department of Defense Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance», avril 2012, "site web".

[10] Greg Miller, «U.S. Launches Secret Drone Campaign to Hunt Islamic State Leaders in Syria», *The Washington Post*, 1er septembre 2015, "site web".

[11] Scott Shane, «Drone Strikes Reveal Uncomfortable Truth: U.S. Is Often Unsure about Who Will Die», *The New York Times*, 23 avril 2015, "site web"; Adam Entous, Damian Paletta et Felicia Schwartz, «American, Italian Hostages Killed in CIA Drone Strike in January», *The Wall Street Journal*, 23 avril 2015, "site web".

La liste de surveillance et la mort

[1] NCTC, «March 2013 Watchlisting Guidance», document publié par *The Intercept*, 23 juillet 2014, "site web".

[2] «Declaration of Eric H. Holder, Jr.», pièce à conviction no 1, «Defendants' Memorandum in Support of Their Motion to Dismiss Plaintiff's Complaint as a Result of the Assertion of the State Secrets Privilege», *Mohamed v. Holder*, no 1:11-CV-0050 (E.D. Va 5/28/2014), "site web".

[3] Bob Orr, «Inside a Secret U.S. Terrorist Screening Center», *CBS News*, 1er octobre 2012, "site web".

[4] Rachel L. Swarns, «Senator? Terrorist? A Watch List Stops Kennedy at Airport», *The New York Times*, 20 août 2004, "site web".

[5] Steve Kroft, «Unlikely Terrorists on No Fly List», *CBS News*, 5 octobre 2006, "site web".

[6] Lizette Alvarez, «Mikey Hicks, 8, Can't Get Off U.S. Terror Watch List», *The New York Times*, 13 janvier 2010, "site web".

[7] FBI, «Office of the Inspector General Semiannual Report to Congress: April 1, 2007–September 30, 2007», "site web".

[8] Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, «Remarks by the President on Strengthening Intelligence and Aviation Security», 7 janvier 2010, https://obama "site web".

[9] U.S. Government Accountability Office, «Terrorist Watchlist: Routinely Assessing Impacts of Agency Actions since the December 25, 2009, Attempted Attack Could Help Inform Future Efforts», *Report to Congressional Requesters*, 31 mai 2012, "site web".

[10] «Defendants' Objections and Responses to Plaintiff's First Set of Interrogatories», *Mohamed v. Holder*, no 1:11-CV-0050, E.D. Va., 7 avril 2014, "site web".

[11] «Opinion and Order», *Latif v. Holder*, no 3:10-CV-00750-BR, D. Ore., 24 juin 2014, "site web".

[12] NCTC, «Directorate of Terrorist Identities (DTI): Strategic Accomplishments 2013», document publié par *The Intercept*, 5 août 2014, "site web".

[13] Matthew Barakat, «Terrorist Database Growing at Rapid Rate», *AOL.ca*, 18 juillet 2014, "site web".

Traquer, débusquer, achever

[1] Scott Shane, «C.I.A. to Expand Use of Drones in Pakistan», *The New York Times*, 3 décembre 2009, "site web".

[2] Mark Mazzetti et Dexter Filkins, «U.S. Military Seeks to Expand Raids in Pakistan», *The New York Times*, 20 décembre 2010, "site web"; ChrisWoods, «CIA's Pakistan Drone Strikes Carried Out by Regular US Air Force Personnel», *The Guardian*, 14 avril 2014, "site web".

[3] Mark Mazzetti, «U.S. Is Said to Expand Secret Actions in Mideast», *The New York Times*, 24 mai 2010, "site web".

[4] Peter Bergen et Jennifer Rowland, «Obama Ramps Up Covert War in Yemen», CNN, 12 juin 2012, "site web".

[5] Jeremy Scahill, «Washington's War in Yemen Backfires», *The Nation*, 15 février 2012; «Al-Majalah Freedom of Information Act Request», Center for Constitutional Rights, 17 avril 2012.

[6] «CIA "Killed al-Qaeda Suspects" in Yemen», *BBC News*, 5 novembre 2002, "site web".

[7] Karen DeYoung, «Special Forces Raid in Somalia Killed Terrorists With Al-Qaeda Links, U.S. Says», *The Washington Post*, 15 septembre 2009, "site web"; Ken Dilanian, «U.S. Holds Somali Extremist for Two Months on Ship», *The Seattle Times*, 5 juillet 2011, "site web".

[8] Jo Becker et Scott Shane, «Secret "Kill List" Tests Obama's Principles and Will», *The New York Times*, 29 mai 2012, "site web".

[9] Siobhan Gorman, Adam Entous et Julian E. Barnes, «U.S. to Shift Drone Command», *The Wall Street Journal*, 20 mars 2013, "site web".

[10] House Permanent Select Committee on Intelligence, «Performance Audit of Department of Defense Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance», avril 2012, "site web".

[11] Donna Miles, «Gates Forms Task Force to Promote Intelligence, Surveillance for Warfighters», département de la Défense, 21 avril 2008, "site web".

[12] Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, «Remarks by the President at the National Defense University», 23 mai 2013, "site web".

[13] Karen DeYoung, «CIA Veteran John Brennan Has Transformed U.S. Counter terrorism Policy», *The New York Times*, 24 octobre 2012, "site web".

[14] Jeremy Scahill, «Inside America's Dirty Wars», *The Nation*, 24 avril 2013, "site web".

[15] Michael S. Repass, «Combating Terrorism with Preparation of the Battlespace», projet de recherche en stratégie, U.S. Army War College, 1er avril 2003, "site web".

[16] Eric Schmitt, «Pentagon Sends Its Spies to Join Fight on Terror», *The New York Times*, 24 janvier 2005, "site web"; Mark Mazzetti *et al*., «SEAL Team 6: A Secret History of Quiet Killings and Blurred Lines», *The New York Times*, 6 juin 2015, "site web".

[17] Donald Rumsfeld, mémo au général Dick Myers *et al*., «Preparation of the Battlespace», *Rumsfeld Papers*, 2 septembre 2004.

[18] «Performance Work Statement (PWS): Course of Instructions in Advance Force Operations», contrat d'opérations de forces d'avant-garde publié par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web".

[19] IBM, National Interest Security Corporation, «An Introduction to Edge Methods», 17 juin 2010, "site web".

[20] Adam Entous, «Obama Kept Looser Rules for Drones in Pakistan», *The Wall Street Journal*, 26 avril 2015, "site web".

[21] Ali Watkins, «Obama Administration on Plan to Take Away CIA's Drones: Never Mind, Keep 'Em», *The Huffington Post*, 24 juin 2015, "site web".

[22] Gordon Lubold, «Pentagon to Sharply Expand U.S. Drone Flights over Next Four Years», *The Wall Street Journal*, 16 août 2015, "site web".

La chaîne d'assassinat

[1] Jo Becker et Scott Shane, «Secret "Kill List" Tests Obama's Principles and Will», *The New York Times*, 29 mai 2012, "site web".

[2] Chris Woods, «Obama's Five Rules for Covert Drone Strikes», Bureau of Investigative Journalism, 6 septembre 2012, "site web".

[3] Kimberly Dozier, «Who Will Drones Target? Who in the US Will Decide?», *Big Story*, 22 mai 2012, "site web"; Greg Miller, «Plan for Hunting Terrorists Signals U.S. Intends to Keep Adding Names to Kill Lists», *The Washington Post*, 23 octobre 2012, "site web".

[4] Matthew Cole, Richard Esposito et Jim Miklaszewski, «Why the White House Blessed the Recent Yemen Drone Strikes», *NBC News*, 16 août 2013, "site web".

[5] T. Mark McCurley et Kevin Maurer, *Hunter Killer: Inside America's Unmanned Air War*, New York, Dutton, 2015.

[6] Scott Shane, «Yemen's Leader, President Hadi, Praises U.S. Drone Strikes», *The New York Times*, 29 septembre 2012, "site web".

[7] Zaid al-Alayaa et Paul Richter, «U.S. Resumes Drone Strikes in Yemen as Houthis Tighten Control», *The Los Angeles Times*, 6 février 2015, "site web".

[8] Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, «Fact Sheet: U.S. Policy Standards and Procedures for the Use of Force in Counterterrorism Operations outside the United States and Areas of Active Hostilities», 23 mai 2013, "site web".

[9] Bureau de l'attaché de presse de la Maison-Blanche, «Remarks by the President at the National Defense University», 23 mai 2013, "site web".

[10] Kevin Jon Heller, «No, the UN Has Not Said the U.S. Is Engaged in an "Armed Conflict" with Al Qaeda», *Opinio Juris*, 21 mai 2011, "site web"; HRW, «US: Reassess War Model against Al Qaeda», 31 juillet 2013, "site web".

[11] «Yemen: Reported US covert actions 2001-2011», Bureau of Investigative Journalism, 29 mars 2012, "site web"; «Yemen: Reported US covert actions 2012», Bureau of Investigative Journalism, 8 mai 2012, mise à jour non datée, "site web".

[12] Greg Miller et Karen DeYoung, «Brennan Nomination Exposes Criticism on Targeted Killings and Secret Saudi Base», *The Washington Post*, 5 février 2013, "site web"; Robert F. Worth, Mark Mazzetti et Scott Shane, «Drone Strikes' Risks to Get Rare Moment in the Public Eye», *The New York Times*, 5 février 2013, "site web".

[13] Mohammed Mukhashaf, «Yemen Air Strikes Foil Saudi Hostage Release—Negotiator», Reuters, 23 avril 2012, "site web".

[14] Greg Miller, «White House Approves Broader Yemen Drone Campaign», *The Washington Post*, 25 avril 2012, "site web"; Daniel Klaidman, «Drones: The Silent Killers», *Newsweek*, 28 mai 2012, "site web".

[15] Gregory S. McNeal, «Targeted Killing and Accountability», *Georgetown Law Journal*, n° 102, 2014, p. 681.

[16] HRW, «"Between a Drone and Al-Qaeda": The Civilian Cost of US Targeted Killings in Yemen», 22 octobre 2013, "site web"; Amrit Singh, *Death by Drone: Civilian Harm Caused by U.S. Targeted Killings in Yemen*, New York, Open Society Foundations, 2015, "site web".

[17] Jeremy Diamond, «U.S. Drone Strike Accidentally Killed 2 Hostages», CNN, 23 avril 2015, "site web".

Au cœur du dédale des drones

[1] Parlement fédéral allemand, «Act to Introduce the Code of Crimes against International Law», 26 juin 2002, "site web".

[2] Matthias Bartsch *et al*., «Bündnisse: Der Krieg via Ramstein», *Der Spiegel*, 17 avril 2015, "site web".

[3] Alice K. Ross, «Who Is Dying in Afghanistan's 1,000-Plus Drone Strikes?», Bureau of Investigative Journalism, 24 juillet 2015, "site web"; «Get the Data: Drone Wars», dossier, Bureau of Investigative Journalism, "site web".

[4] Stefan Buchen *et al*., «US-Drohnenkrieg läuft über Deutschland», *Panorama*, Das Erste, 30 mai 2013, "site web"; Christian Fuchs, John Goetz, et Hans Leyendecker, «Exclusive: US Armed Forces Piloting Drones from Bases In Germany», *Süddeutsche Zeitung*, 6 juin 2013, "site web".

[5] Parlement fédéral allemand, «On the Role of The United States Africa Command Stationed in Germany in Targeted Killings by US Armed Forces in Africa», *Bundestag Printed Paper*, n° 17/14047, 14 juin 2013 (question); et *Bundestag Printed Paper*, n° 17/14401, 18 juillet 2013 (réponse), "site web".

[6] Reprieve, «Drone Victims Sue German Government for Facilitating Strikes in Yemen», 15 octobre 2014, "site web".

[7] Intelsat, «Intelsat Repositions Satellite to Serve Military Units in Asia and Mideast», 24 mars 2009, "site web".

[8] «Report on the Technical Expansion of the European Technical Center in the Mainz-Kastel Neighborhood of Wiesbaden», *Der Spiegel*, 18 juin 2014, "site web".

Viser l'afrique

[1] John Vandiver, «Staging Sites Enable AFRICOM to Reach Hot Spots "within 4 Hours," Leader Says», *Stars and Stripes*, 8 mai 2015, "site web".

[2] Luis Ramirez, «US Military Pays Close Attention to Boko Haram Militants», *Voice of America*, 13 juin 2013, "site web"; Donna Miles, «Mullen Visits Horn of Africa Task Force», département de la Défense, 24 février 2011, "site web".

[3] Luis Ramirez, «US Military Relocates Fleet from Djibouti Base», *Voice of America*, 25 septembre 2013, "site web"; Somturk, «Djibouti Craft Apron Parking Area Construction Logistics», "site web" (site non accessible); Agence France-Presse, «US Relocates Drones Airfield after Djibouti Crashes», 25 septembre 2013.

[4] Craig Whitlock, «Pentagon Set to Open Second Drone Base in Niger As It Expands Operations in Africa», *The Washington Post*, 1er septembre 2014, "site web"; «Dealing with Boko Haram», *The New York Times*, 30 mai 2014, "site web".

[5] Craig Whitlock, «U.S. Drone Base in Ethiopia Is Operational», *The Washington Post*, 27 octobre 2011, "site web".

[6] Thom Shanker, «Simple Low-Cost Surveillance Drones Provide Advantage for U.S. Military», *The New York Times*, 24 janvier 2013, "site web"; Naval Air Systems Command, «MQ-8 Fire Scout», "site web".

[7] Ty McCormick, «Exclusive: U.S. Operates Drones from Secret Bases in Somalia», *Foreign Policy*, 2 juillet 2015, "site web".

[8] «CIA-DoD Chabelly Djibouti Drone Base», photographies publiées par *Cryptome*, du 16 mars 2008 au 22 août 2016, "site web"; James Kitfield, «U.S. Using Local Soldiers to Fight Al-Qaida Allies in East Africa», Nuclear Threat Initiative, 11 mars 2013, "site web".

[9] Nick Turse, «Tomgram: Nick Turse, AFRICOM Becomes a "War-Fighting Combatant Command», *TomDispatch*, 13 avril 2014, "site web".

[10] «Bill Summary & Status 114th Congress (2015–2016) H.R.1735», bibliothèque du Congrès, "site web"; «Committee Reports 114th Congress (2015–2016) House Report 114-102», bibliothèque

du Congrès, "site web".

[11] Craig Whitlock, «Pentagon Setting Up Drone Base in Africa to Track Boko Haram Fighters», *The Washington Post*, 14 octobre 2015, "site web"; Vandiver, «Staging Sites Enable AFRICOM to Reach Hot Spots "within 4 Hours," Leader Says», *loc. cit*.

[12] Eliza Griswold, «Can General Linder's Special Operations Forces Stop the Next Terrorist Threat?», *The New York Times Magazine*, 13 juin 2014, "site web".

[13] Joshua Horton, «Camp Lemonnier Goes Green, Installs Solar Panels to Lower Energy Costs», AFRICOM, 29 octobre 2012, "site web"; US AFRICOM Public Affairs, «U.S. Army National Guard Conducts Water Drilling Tests at Camp Lemonnier», AFRICOM, 21 mars 2012, "site web"/8871/ us-army-national-guard-conducts-water-drilling-tes.

[14] U.S. AFRICOM Public Affairs, «2012 Posture Statement: Statement of General Carter Ham before House Armed Services Committee», AFRICOM, 1er mars 2012, "site web".

[15] Hurlburt Field, «Four Hurlburt Airmen Die in U-28A Crash in Djibouti», 20 février 2012, "site web"; Lockheed Martin, «P-3 Orion», "site web".

[16] Craig Whitlock, «Remote U.S. Base at Core of Secret Operations», *The Washington Post*, 25 octobre 2012, "site web".

[17] John Vandiver, «Military Responds to Air Safety Issues in Djibouti», *Stars and Stripes*, 5 mai 2015, "site web"; Force opérationnelle interarmées multinationale pour la Corne de l'Afrique, "site web".

[18] Jim Garamone, «Work Salutes U.S. Africa Command's Efforts», département de la Défense, 17 avril 2015, "site web"; Steve Kriss, «Working with the Less Fortunate, Developing Medical and Leadership Skills in East Africa», *Navy Medicine Live*, 2 juin 2015, "site web"; Jim Garamone, «Building a Presence in Djibouti», département de la Défense, 11 décembre 2002, "site web".

[19] Nick Turse, «Tomgram: Nick Turse, AFRICOM's Gigantic "Small Footprint"», *TomDispatch*, 5 septembre 2013, "site web".

[20] Jeremy Scahill, «The Dangerous U.S. Game in Yemen», *The Nation*, 30 mars 2011, "site web".

[21] Josh Wood, «Djibouti, a Safe Harbour in the Troubled Horn of Africa», *The National*, 2 juin 2015, "site web".

La mort par métadonnées

[1] Jack Serle, «More Than 2,400 Dead As Obama's Drone Campaign Marks Five Years», Bureau of Investigative Journalism, 23 janvier 2014, "site web".

[2] Dana Priest, «NSA Growth Fueled by Need to Target Terrorists», *The Washington Post*, 21 juillet 2013, "site web".

[3] «Al-Majalah Freedom of Information Act Request», Center for Constitutional Rights, 17 avril 2012, "site web".

[4] Mollie Reilly, «Obama Told Aides He's "Really Good at Killing People" New Book *Double Down* Claims», *The Huffington Post*, 3 novembre 2013, "site web".

Tirer à l'aveugle

[1] Greg Miller, «Obama's New Drone Policy Leaves Room for CIA Role», *The Washington Post*, 25 mai 2013, "site web".

[2] Michael T. Flynn, Rich Juergens et Thomas L. Cantrell, «Employing ISR SOF Best Practices», Defense Technical Information Center, 2008, "site web".

[3] Craig Whitlock et Greg Miller, «U.S. Moves Drone Fleet from Camp Lemonnier to Ease Djibouti's Safety Concerns», *The Washington Post*, 24 septembre 2013, "site web".

[4] Stanley McChrystal, *My Share of the Task*, New York, Penguin, 2013.

[5] Flynn, Juergens, et Cantrell, «Employing ISR SOF Best Practices», *loc. cit.*

[6] «Recommendations and Report of the Task Force on US Drone Policy», Stimson Center, 2014, "site web".

[7] Adam Entous, Julian E. Barnes et Margaret Coker, «U.S. Doubts Intelligence That Led to Yemen Strike», *The Wall Street Journal*, 29 décembre 2011, "site web".

[8] Martin Demspey (dir.), «Special Operations: Joint Publication 3-05», Defense Technical Information Center, 16 juillet 2014, "site web".

[9] Aspen Institute, «A Look into SOCOM», Aspen Security Forum, non daté, "site web".

De la surveillance globale à la surveillance intérieure

[1] «The Secret Surveillance Catalogue», dossier, *The Intercept*, 17 décembre 2015, "site web".

[2] Dave Trott, «Trott Leads Effort to Stand against Obama Administration's Weakening of Local Police Departments Ability to Respond to Terror Attacks», membre du Congrès représentant le Michigan, 7 décembre 2015, "site web".

[3] Kim Zetter, «Turns Out Police Stingray Spy Tools Can Indeed Record Calls», *Wired*, 28 octobre 2015, "site web".

[4] Tsutomu Shimomura, «Catching Kevin», *Wired*, 1er février 1996, "site web".

[5] Mark Hoover, «Top 100: Harris Digests Exelis Acquisition, Plans to Leverage New Scale», Washington Technology, 11 juin 2015, "site web"; Barbara K. Cegavske, «Entity Actions for "Ventis Corporation"», secrétaire d'État du Nevada, "site web".

[6] Devlin Barrett, «CIA Aided Program to Spy on U.S. Cellphones», *The Wall Street Journal*, 10 mars 2015, "site web".

[7] Federal Communications Commission, «Re: FOIA Control No. 2011-586», correspondance, 29 février 2012, "site web".

[8] ACLU, «Stingray Tracking Devices: Who's Got Them?», "site web".

[9] Justin Fenton, «Baltimore Police Used Secret Technology to Track Cellphones in Thousands of Cases», *The Baltimore Sun*, 9 avril 2015, "site web".

[10] Nathan Freed Wessler, «Police Citing "Terrorism" to Buy Stingrays Used Only for Ordinary Crimes», ACLU, 23 octobre 2015, "site web".

[11] «Police Are Using a Powerful Surveillance Tool to Fight the War on Drugs, Not Terrorism», *PrivacySOS*, "site web".

[12] Florida Department of Law Enforcement, «Description of Intended Single Source Purchase», 25 avril 2013, "site web"; ACLU, «Florida Department of Law Enforcement Stingray Purchase Order

Summary», "site web".

[13] Ali Winston, «East Bay Cellphone Surveillance Plan Gets Attorney General's Support», *Reveal*, 30 septembre 2015, "site web".

[14] Département de la Justice et FBI, «Re: Acquisition of Wireless Collection Equipment/Technology and Non-Disclosure Obligations», correspondance, "site web".

[15] Département de la Justice, «Department Announces Enhanced Policy for Use of Cell-Site Simulators», 3 septembre 2015, "site web".

[16] Département de la Sécurité intérieure, «Memorandum: Department Policy Regarding the Use of Cell-Site Simulator Technology», 19 octobre 2015, "site web"; Neema Singh Guliani, «The Four Biggest Problems with DHS's New Stingray Policy», ACLU, 22 octobre 2015, "site web".

[17] Iain D. Johnston, «Memorandum Opinion and Order: United States of America v. In the Matter of the Application of the United States», cour de district des États-Unis, district Nord de l'Illinois, division Ouest, 9 novembre 2015, "site web".

Vie et mort de l'Objectif Peckham

[1] Abdi Guled et Katharine Houreld, «Officials: US Drone Strike Killed Somali Insurgent», *The San Diego Union-Tribune*, 21 janvier 2012, "site web".

[2] J.L. Mombasa, «The Shabab in Somalia: A Very British Execution?», *The Economist*, 25 janvier 2012, "site web".

[3] Note de Mark H. Buzby, amiral, au commandant de l'United States Southern Command, «JTF-GTMO Detainee Assessment», 22 mai 2007, publié par WikiLeaks, "site web".

[4] Aaron Y. Zelin, «New Release: "Biography of the Martyred Figures in East Africa #5: Bilāl al-Birjāwī al-Lubnānī (Abu Hafs)"», *Jihadology*, 15 avril 2013, "site web".

[5] Terrorism Act 2000, s 53, "site web".

[6] Abdi Guled et Malkhdir M. Muhumed, «"Partner' Airstrike Hits Somali Militants' Convoy», *The Huffington Post*, 24 juin 2011, "site web".

[7] Malyun Ali, «Somalia: Nine Al-Shabab Members Killed in U.S. Air Raid in Southern Somalia», RBC Radio, 6 juillet 2011, "site web".

[8] Abdalle Ahmed, «British Citizen Killed by US Military in Somalia», *Pan-African News Wire*, 22 janvier 2012, "site web".

[9] Jason Burke et James Orr, «Al-Qaida Bomber Fazul Abdullah Mohammed Killed», *The Guardian*, 11 juin 2011, "site web".

[10] «Somalia: Al Qaeda Commander Killed in Blast», *AllAfrica*, 24 janvier 2012, "site web".

[11] MHD et Rashid Nuune, «Al Queda, Al-Shaabab Pledge Allegiance... Again», *Somalia Report*, 9 février 2012, "site web".

[12] «Al-Shabaab Joining al Qaeda, Monitor Group Says», CNN, 10 février 2012, "site web".

[13] Abdi Guled, «Al-Shabab Executes 3 Members», *The Washington Times*, 22 juillet 2012, "site web".

[14] Chris Woods et Alice K. Ross, «Former British Citizens Killed by Drone Strikes after Passports Revoked», Bureau of Investigative Journalism, 27 février 2013, "site web".

[15] Victoria Parsons, «What Do We Know about Citizenship Stripping?», Bureau of Investigative Journalism, 10 décembre 2014, "site web".

[16] Jack Serle, «RAF Drone Strike: Syria Deaths Means at Least 10 Britons Now Killed by Drones in West's War on Terror», Bureau of Investigative Journalism, 7 septembre 2015, "site web".

[17] Kimiko De Freytas-Tamura, «Junaid Hussain, ISIS Recruiter, Reported Killed in Airstrike», *The New York Times*, 27 août 2015, "site web".

[18] Shiv Malik *et al*., «Ruhul Amin and Reyaad Khan: The Footballer and the Boy Who Wanted to Be First Asian PM», *The Guardian*, 7 septembre 2015, "site web".

Chasse à l'homme dans l'Hindu Kuch

[1] Spencer Ackerman, «US Drone Strikes More Deadly to Afghan Civilians Than Manned Aircraft–Adviser», *The Guardian*, 2 juillet 2013, "site web".

[2] «Operation Haymaker», diapositives publiées par *The Intercept*, 15 octobre 2015, "site web".

[3] «ISAF Joint Command Morning Operational Update, Nov 9», mission Resolute Support, OTAN, 9 novembre 2012, "site web".

[4] Elizabeth Rubin, «Battle Company Is Out There», *The New York Times Magazine*, 24 février 2008, "site web".

[5] Matt Trevithick et Daniel Seckman, «Heart of Darkness: Into Afghanistan's Taliban Valley», *The Daily Beast*, 15 novembre 2014, "site web".

[6] Mark Mazzetti *et al*., «SEAL Team 6: A Secret History of Quiet Killings and Blurred Lines», *The New York Times*, 6 juin 2015, "site web".

[7] Gary Emery, «New Hurlburt Intel Squadron Turns Aerial Eye on Terrorists», Air Force Special Operations Command, 11 août 2006, "site web".

[8] Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan, "site web".

[9] International Human Rights and Conflict Resolution Clinic (Stanford Law School) et Global Justice Clinic (NYU School of Law), «Living Under Drones: Death, Injury, and Trauma to Civilians from Drone Practices in Pakistan», septembre 2012, "site web".

[10] Alissa J. Rubin, «Karzai to Forbid His Forces to Request Foreign Airstrikes», *The New York Times*, 16 février 2013, "site web".

[11] Cora Currier, «Our Condolences: How the U.S. Paid for Death and Damage in Afghanistan», *The Intercept*, 27 février 2015, "site web".

[12] MSF, «"Unspeakable": An MSF Nurse Recounts the Attack on MSF's Kunduz Hospital», 3 octobre 2015, "site web".

[13] Micah Zenko, «Kunduz Airstrike and Civilian Deaths in Afghanistan», Council on Foreign Relations, 3 octobre 2015, "site web"; Defense Casualty Analysis System, «U.S. Military Casualties–Operation Enduring Freedom (OEF) Casualty Summary by Casualty Category», Defense Manpower Data Center, 24 décembre 2015, "site web" (page non accessible); Neta C. Crawford, «Afghan Civilians», Watson Institute, mars 2015, "site web".

[14] «Civilians Continue to Bear Brunt of Afghan Conflict, New UN Report Reveals», UN News Centre, 5 août 2015, "site web".

[15] Sean D. Naylor, «Insurgent Bombings Rise as U.S. Eases off the Taliban», *Foreign Policy*, 14 août 2015, "site web".

[16] Wesley Morgan, «Special Report: Ten Years in Afghanistan's Pech Valley», USIP, septembre 2015, "site web".

[17] Greg Miller, «U.S. Launches Secret Drone Campaign to Hunt Islamic State Leaders in Syria», *The Washington Post*, 1er septembre 2015, "site web".

Décoder le langage de la guerre secrète

[1] Le livre de Sven Lindqvist, *Une histoire du bombardement*, Paris, La Découverte, 2012, a servi de source à ce récit.

Table des matières

Liste des sigles et acronymes

Avant-propos. Choisis par les circonstances
EDWARD SNOWDEN

L'héritage des drones
JEREMY SCAHILL

La liste de surveillance et la mort
Jeremy SCAHILL et Ryan DEVEREAUX

Pourquoi j'ai divulgué les documents relatifs aux listes de surveillance

Traquer, débusquer, achever
JEREMY SCAHILL

La chaîne d'assassinat
CORA CURRIER

Au cœur du dédale des drones
JEREMY SCAHILL

Viser l'Afrique
NICK TURSE

La mort par métadonnées
JEREMY SCAHILL et GLENN GREENWALD

Tirer à l'aveugle
CORA CURRIER et PETER MAASS

De la surveillance globale à la surveillance intérieure
JEREMY SCAHILL et MARGOT WILLIAMS

Vie et mort de l'Objectif Peckham
RYAN GALLAGHER

Chasse à l'homme dans l'Hindu Kuch
RYAN DEVEREAUX

Postface. Une guerre sans fin
GLENN GREENWALD

Décoder le langage de la guerre secrète: petit lexique de l'assassinat
JOSH BEGLEY

Remerciements

Les collaborateurs

Les documents

Notes

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION «FUTUR PROCHE»

– Atossa Araxia Abrahamian, *Citoyennetés à vendre. Enquête sur le marché international des passeports*
– Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
– Franco «Bifo» Berardi, *Tueries. Forcénés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*
– Gaétan Breton, *La dette. Règlement de comptes*
– Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
– Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
– Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, doit du plus fort?*
– Pierre-Luc Brisson, *L'âge des démagogues. Entretiens avec Chris Hedges*
– Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
– Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle*
– Gabriella Coleman, *Anonymous. Hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*
– Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
– Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
– Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*
– Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*
– Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), *Dépossession: une histoire économique du Québec contemporain. Tome 1: les ressources*
– Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
– Naomi Klein, *No logo. La tyrannie des marques*
– Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*
– Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
– Linda McQuaig et Neil Brooks, *Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l'économie*
– Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal*
– Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique*
– Jeremy Scahill, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*
– Tom Slee, *Ce qui est à toi est à moi. Contre Airbnb, Uber et autres avatars de l'«économie du partage»*
– Astra Taylor, *Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley*
– Lesley W. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*

L’epub et la mise en page sont
de claudebergeron.com

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal (Québec) H2J 4E1
www.luxediteur.com

Préface d'Edward Snowden

Même s'ils sont l'instrument de prédilection pour les frappes dites « chirurgicales », les drones ne visent juste qu'une fois sur dix et, la plupart du temps, assassinent des personnes qui ne représentent aucune menace. De plus en plus utilisés par les militaires et les services de renseignements américains, ces engins et ceux qui les commandent à distance font non seulement de nombreuses victimes innocentes, mais ils affaiblissent le renseignement antiterroriste en attisant la colère des populations affectées par la menace de la mort venue du ciel, en plus d'empêcher la collecte d'informations, parce qu'ils tuent au lieu de capturer.

Jeremy Scahill, Glenn Greenwald et toute l'équipe du site d'investigation *The Intercept* analysent ici une série de documents qui leur ont été confiés par un lanceur d'alerte. Un livre glaçant qui révèle comment l'État s'arroge le droit de vie et de mort sur des centaines de personnes, y compris des citoyens américains, et montre une machine militaire qui s'est emballée et semble aujourd'hui contrôler les apprentis sorciers qui l'ont créée.

Jeremy Scahill est journaliste d'enquête et cofondateur, avec les journalistes à l'origine de l'affaire Snowden, de *The Intercept*. Il a été correspondant de guerre pour le magazine américain *The Nation*. Il est l'auteur de *Dirty Wars. Le nouvel art de la guerre* (Lux, 2014) et de *Blackwater. L'ascension de l'armée privée la plus puissante au monde* (Actes Sud, 2009).

FUTUR PROCHE